

Janvier 2021

Les coopératives de cacao de Côte d'Ivoire au milieu du marigot. Leurs partenaires sur quelles rives ?

Rapport d'Etudes à ENABEL



Tome II. Annexes

Textes rassemblés par les auteurs du rapport,
à partir des sites web de 34 partenaires de
coopératives cacao
Introduction et tentative de cartographie de ces
partenariats

Francois Ruf (1)
Josué Kiendré (2)
Abelle Galo Kla (2)
Allagba Geo Prisca (2)

Anonyme

(1) CIRAD UMR ART-DEV

(2) SADRCI

Sommaire

Introduction et « carte des partenariats » des coopératives	3
Annexes 1. « Prêteurs sociaux » et Microfinance	
Annexe 1.1 Shared-Interest	7
Annexe 1.2 Alterfin	9
Annexe 1.3 Alterfin et Ecookim	12
Annexe 1.4 Fefisol et Propraco	14
Annexe 1.5 Responsibility	17
Annexe 1.6 Oiko Credit et Alliance avec CNFA	19
Annexe 1.7 Advans Côte d'Ivoire	24
Annexe 1.8 Alios	25
Annexe 1.9 Baobab (ex Microcred)	26
Annexe 1-10 Amarante Consulting. Using mobile money accounts to pay cocoa farmers	28
Annexes 2. Les partenariats à dimensions agronomiques sociales et environnementales, partiellement prestataires et contractualisés par les TNC	
Annexe 2-1 Solidaridad	31
Annexe 2-2 Technoserve	36
Annexe 2-3 Care International et Cargill	38
Annexe 2-4 Rapport de Care International et Cargill présenté par Bar Talks	41
Annexe 2-5. CNFA et le projet MOCA en partenariat avec ANADER et CALLIVOIRE.....	44
Annexe 2-6. CNFA et OIKO Credit	47
Annexes 3. Partenariats se réclamant spécifiquement d'actions sur l'agroforesterie partiellement prestataires et contractualisés par les TNC	
Annexe 3.1 Impactum et Cargill, Impactum et Mondelez.....	51
Annexe 3.2 Taking Root	55
Annexes 4. Les partenariats à dimensions agronomiques sociales et environnementales, financés par les aides bilatérales et multinationales	
Annexe 4-1 GIZ / CIV	58
Annexe 4-2 SOCODEVI	61
Annexe 4-3 AVSF et AFD	64
Annexe 4-4 AFDI Projet VITAL et AFD	65
Annexe 4-5 INADES	67
Annexe 4-6. Inkota	68
Annexes 5. Parmi les cas particuliers de partenariats à dimensions agronomiques sociales et environnementales	
Annexe 5-1 ANADER	73
Annexe 5-2 IDH	75
Annexe 5-3 Nitidae	78
Annexes 6. Partenariats se réclamant d'actions auprès des femmes	
Annexe 6.1 ANADER « Autonomisation des femmes productrices de cacao »	83
Annexe 6.2 Le modèle AVEC, expliqué par CARE	84
Annexe 6.3 L'action du chocolatier ivoirien Axel-Emmanuel Gbaou : soutien à l'activité « transformation du cacao »	87

Annexe 6.4	La fondation ICI évolue vers des « AGR pour les femmes	90
Annexe 7.	Partenariats affiché sur la lutte contre le travail des enfants	
Annexe 7.1	La fondation ICI	95
Annexe 8.	Partenariats orientés vers le cacao « bio »	
Annexe 8.1	Ethiquable	98
Annexe 8.2	Altereco	100

Introduction et essai de cartographie des partenariats

Ce tome II de l'étude repose sur une description de 34 institutions ou entités diverses identifiées comme jouant un rôle de partenaire des coopératives dans la filière cacao. Plus des deux tiers ont été identifiés via l'enquête « terrain » auprès des 23 coopératives (Voir tome I) et un tiers par recherche complémentaires, sur indications des premiers partenaires, ou via nos réseaux personnels.

La majorité des institutions, ONG, sociétés, cabinets, affichant des partenariats avec les coopératives interviennent dans plusieurs champs et leurs types d'intervention évoluent logiquement dans le temps. Notre catégorisation en 5 types de partenariats, selon leur types d'activité et relations avec les TNC, (Transnational corporations : les broyeurs et négociants Cargill, Barry-Callebaut, Olam, .. et les manufacturiers du chocolat, Nestlé, Mars, Mondelez, ..) est donc partiellement arbitraire.

L'ordre de présentation des annexes n'a aucune signification particulière, ni sur leur rôle, leur puissance financière, ni sur leur impact, ni sur leurs complémentarités et concurrences. Par exemple, le Centre d'Innovations Vertes (CIV) de la GIZ a sélectionné et construit un réseau de quelques 150 coopératives partenaires pour développer son projet. Ou bien Socodevi revendique un projet avec 24 Coopératives. En revanche, des organisations comme Ethiquable ou Altereco coopèrent chacune avec une seule coopérative et quelques centaines de planteurs, mais il s'agit aussi de relations commerciales permettant de payer les planteurs significativement et réellement au-dessus du prix officiel. A notre connaissance, ce sont les seules qui peuvent se targuer d'un tel résultat (particulièrement éloquent en cette période d'effondrement du prix et de l'accord supposé entre gouvernements de Côte d'Ivoire et Ghana et les TNC sur le différentiel de revenus.

A l'exception de l'annexe 4-5, tirée d'entretiens, les contenus de ces annexes sont extraits de sites web et peuvent donc être considérés comme la « parole officielle » de chacun des partenaires. Nous nous autorisons que de rares commentaires dans 4 ou 5 cas, en ce cas bien distinct des contenus officiels. Nous nous autorisons aussi à surligner quelques dates, mots, phrases qui nous paraissent révélateurs.

La tentative de classification (et donc un début de cartographie) prenant en compte les relations avec les TNC est nécessairement imparfaite, tant les relations de financement sont multiples et croisées.

Un premier ensemble de partenaires et institutions bénéficient des aides bilatérales portées par les grandes agences telles la GIZ (coopération allemande), ou institutions telles SOCODEVI (coopération canadienne) ou CNFA financé par USAID.

Un second ensemble, en fait la majorité des partenaires travaillant sur les dimensions agronomiques, environnementales, économiques et sociales du cacao sont financés par les TNC et les rentes de certification.

A l'heure de la célébration des partenariats public-privé, les institutions naviguant dans les deux ensembles sont multiples. Par exemple, la grande structure nationale ANADER travaille officiellement avec les TNC dans un contexte affiché de plateforme public-privé, mais bien évidemment aussi avec les grandes agences de financement et d'aide bilatérale et nationales. Par exemple IDH a été mandatée par le gouvernement hollandais pour susciter des partenariats public-privés. L'ONG Nitidae sait particulièrement bien coopérer aussi bien avec les agences d'aide bilatérale qu'avec le secteur privé. Inscrire ces 3 entités très différentes dans leurs statuts dans une même « boîte » est discutable mais nous avons retenu ce choix arbitraire pour illustrer les frontières désormais poreuses entre aide publique et privée, avec une porosité revendiquée.

Un troisième ou quatrième ensemble est composé des partenaires spécialisés dans le financement. Mais les relations Coopératives-Partenaires-TNC peuvent être très variables. Par exemple Advans

travaille en collaboration avec plusieurs TNC pour fournir du crédit intrants aux coopératives, ce qui va évidemment dans le sens des intérêts des TNC, tandis que l'action des « prêteurs sociaux » permettant aux coopératives d'accéder un degré partiel d'indépendance n'est pas nécessairement aussi bien considéré par les TNC. Ces prêteurs sociaux pourraient constituer un ensemble à part et en principe symboliser le rivage à atteindre pour la coopérative au milieu du marigot. Mais les difficultés sont nombreuses, en particulier les taux de crédit.

Finalement cette grille d'analyse des quelques 34 structures par les activités, les financements et l'histoire des partenaires nous conduit à une « cartographie » de l'espace « partenariats » avec ces différents ensembles entourant les coopératives cacao » (Fig.1).

Les éventuelles interventions directes de TNC auprès de coopératives, sans passer par des partenaires, ne sont pas listées parmi les 34 entités, mais sont symbolisées dans la représentation graphique. Au titre d'interventions directes de TNC du broyage et négoce, on pourrait citer l'action de Barry-Callebaut sur l'agroforesterie, distribuant des plants d'arbres à une quinzaine de coopératives, sur ses ressources propres, sans s'allier à un quelconque partenaire. On pourrait citer la mise en place des certifications « maison », par Barry-Callebaut, Olam, Mondelez, appelés à laminier les labels Utz/Ra et Fairtrade.

Même s'il y a de nombreux recoupements et de doublons entre les activités des 34 partenaires, la somme de promesses, d'affirmations, d'auto-évaluations et autopromotions est globalement « fascinante ». Si tout cela existait dans le monde réel, les planteurs de cacao seraient « riches »

Certes la critique est plus aisée que l'action. Il y a de réels efforts par certains partenaires. Le cas des 2 coopératives passées en bio, améliorant nettement les revenus des planteurs, est bien concret mais ne touche que quelques centaines de familles. Le premier PSE (paiement de services environnemental) de Mondelez avec une gestion des paiements par les ONG associées semble également bien concret mais encore limité à 4 ou 5 coopératives. Mais dans l'ensemble, ces multitudes d'interventions et de formations en tous genres donnent des résultats très incertains. Du moins cette nébuleuse d'actions et de partenariats ne s'expose que très rarement à des études indépendantes.

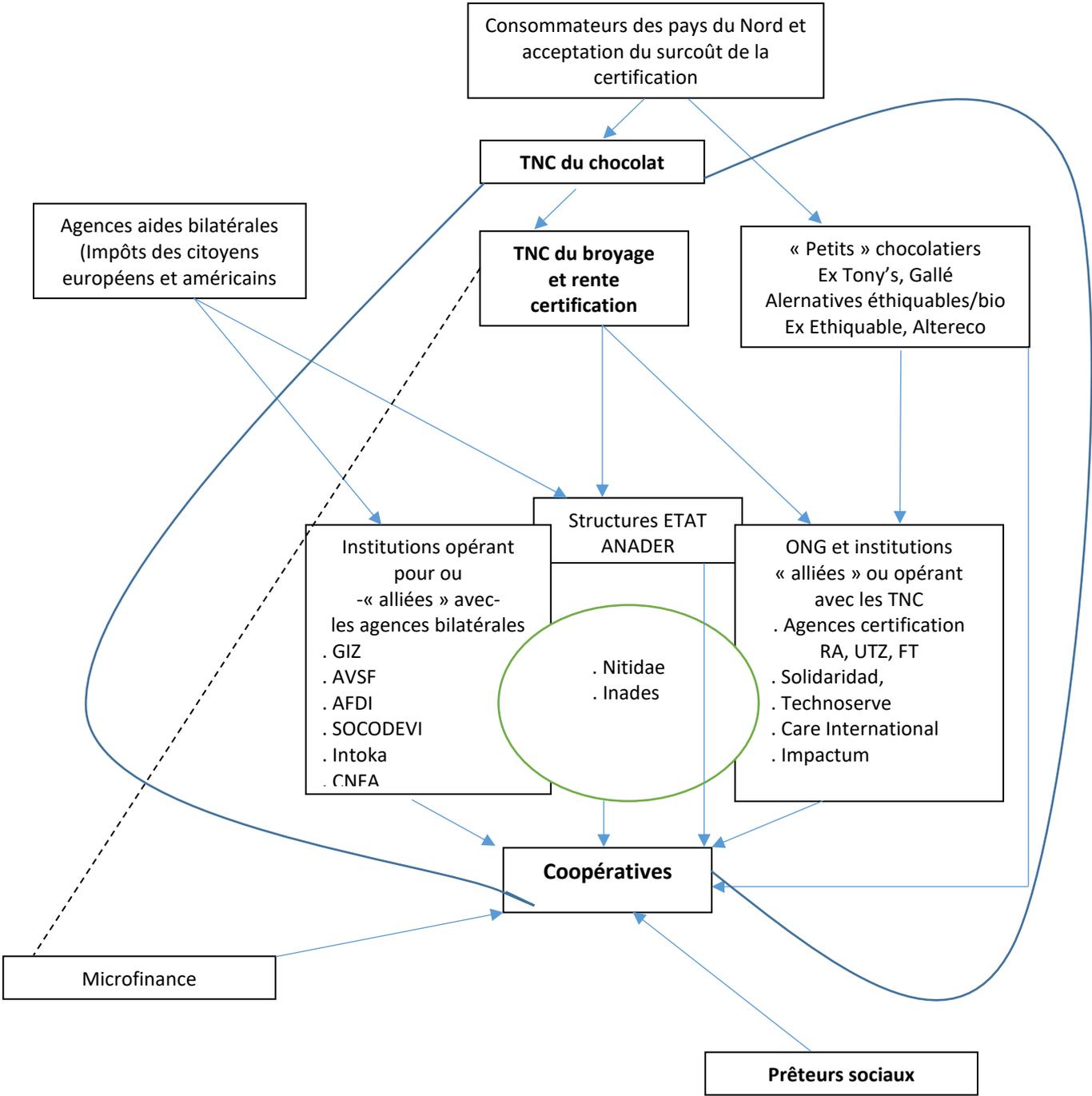
L'exemple du rapport Cargill/Care de février 2021 (annexes No 2.3 et 2.4) est un modèle du genre. Certaines TNC comme Cargill sont devenues de grands experts de communications et leur rapport plaira beaucoup aux bailleurs de fonds de Care et à certains membres de la « communauté de développement ». Mais la question de la réussite et de la réalité de leurs opérations reste entière.

Comme mis en évidence par Franziska Ollendorf (2021), l'objectif global de ces TNC est de maintenir les planteurs de cacao dans leurs villages pour les maintenir dans la production de cacao. Le reste est secondaire ou relève du soutien à l'objectif principal. Tel est bien le rôle assigné aux « partenaires des coopératives ». Cette analyse éclaire d'ailleurs la relative faiblesse d'intervention des politiques publiques face à la montée en puissance des TNC dans la gouvernance de la filière : d'une certaine façon elles partagent le même objectif de maintenir les planteurs dans le cacao et dans les villages.

Quels que soient les objectifs déclarés ou cachés, le contraste entre ces dispositifs entourant les coopératives (fig.1)¹, ces discours célébrant les gains de revenus des producteurs ... et la réalité de ces producteurs restant dans la pauvreté pose questions. Au moment de terminer ce rapport, alors que l'apparent bras de fer entre Etat et TNC sur le différentiel de revenus semble gagné par ces dernières, la mévente du cacao et la chute de revenus des planteurs renforce les questions.

¹ Cette figure s'arrête aux coopératives, sans représenter l'échelon final des producteurs. Dans le rapport principal, nous évoquons le fait que les TNC entourent les coopératives, mais semblent plus récemment tenter de les contourner, via les structures partenaires (section 8.7).

Figure 1. Essai de cartographie des partenariats des coopératives cacao en Côte d'Ivoire en 2020



Annexes No 1. Prêteurs sociaux et Microfinance

Annexe No 1.1 Shared-Interest

(SOURCES: SITE WEB)

AFRICA (WEST AND NORTH), GHANA OFFICE

H/No. 13 Akosombo Street,
Airport Residential Area
P.O. Box KIA 9272, Accra
Ghana
Telephone number +233 (0) 302 786 047
E-mail address info@shared-interest.com

[HTTPS://WWW.SHARED-INTEREST.COM/EN/IMPACT/SUHUM-CO-OPERATIVE](https://www.shared-interest.com/en/impact/suhum-co-operative)

SUHUM CO-OPERATIVE

SUHUM CO-OPERATIVE, COCOA, GHANA (PRODUCER)

Cocoa is a complex crop that requires nurturing, with farmers needing to grow their yield in areas without direct sun, wind and risk of disease.

However, cocoa trees can start failing, even with the best of care. For instance, we know from lending customers like Suhum in Ghana, that the cocoa yield has suffered over the past two years due to a fungal disease, which has attacked the older cocoa trees.



PRESIDENT, MR. KWAME ASA-OFORI, SAID

“CARING COCOA CO-OPERATIVE IS CREDIT TO COMMUNITY”

In **2015**, Suhum Co-operative in Ghana used a Shared Interest loan to buy fertilisers and insecticides to combat problems caused by pests. As a result, their cocoa production is predicted to increase, despite facing further challenges last year due to poor rainfall. Luckily, 70% of their farms are ‘hybrid’, which means they are more resilient to harsh weather. The Government Cocoa Board (COCOBOD) introduced this special variety of cocoa in response to a rapid deforestation in Eastern Ghana due to illegal mining.

Mr. Kwame Asa-Ofori – President of the Suhum Co-operative said: “Cocoa yield has been falling over the past two years due to the fungal disease, and poor rainfall due to the harsh climatic conditions. Thankfully, the COCOBOD has organised a mass spraying of cocoa farms. Shared Interest finance helps us improve the more vulnerable trees affected, meanwhile increasing the productivity of our healthy crop.”

Read more about Suhum Co-operative in [QR 103](#).

ECAMOM

ECAMOM, COCOA, IVORY COAST (PRODUCER)

Ivory Coast supplies 30% of the world's total cocoa, with large corporations like Nestle and Cadbury sourcing much of their cocoa here. For this reason, **cocoa** alone is responsible for almost two-thirds of the trade revenue coming into the country.

ECAMOM works with over 2,000 cocoa farmers in Méagui to produce dried cocoa beans, which they sell in bulk. Founded in **2006** by **300 cocoa farmers**, membership has now grown to **2,442 individuals**, who are part of 10 producer co-operatives.

Last year ECAMOM won the Alassane Ouattara Prize for Best National Co-operative for the **2016/2017** cocoa season.



AWARD WINNING COCOA IN WEST AFRICA

ECAMOM Accountant, Hélène Kouamé, said: “The Shared Interest credit facility has made it possible for our co-operative to realise its potential. We have been able to increase our annual production volume **from 4,000 metric tons (MT) before we received the facility to 10,000 MT during the last cocoa season.**

“Once again, many, many thanks to Shared Interest for kindly assisting co-operatives in Ivory Coast; there are so many of us benefiting from this intervention.”

“It is a bit like a ray of sunshine on our environmental, social and economic activities.”



Investissons dans
le développement durable

<https://www.alterfin.be/fr/une-coop-rative-100-made-belgium>

- Vision et origines

- L'équipe d'Alterfin
- Conseil d'Administration
- Connexions dans le Nord
- Fonds de Garantie asbl
- Publications
- Dans la presse

Accueil > Une coopérative 100% Made in Belgium !



Investissons dans le développement durable

Une coopérative 100% Made in Belgium !

Allterfin est une **société coopérative belge** qui a vu le jour en 1994.

Née de la vision d'un jeune doctorant en Développements Economiques, [Hugo Couderé](#) a travaillé en tant que coopérant en Afrique et y avait la gestion d'un certain nombre de projets de développement rural. A cette époque, il siégeait également comme conseiller au sein d'une commission de projets au 11.11.11, réseau représentant le mouvement Nord-Sud en Flandre où les dons sont redistribués à des projets dans les pays en développement.

Cette commission recevait des demandes de soutien à des projets économiques mais les dons ne suffisant plus, le 11.11.11 a commandité Hugo pour une étude sur un moyen alternatif de les financer. Un an plus tard, Hugo présentait les résultats de ses recherches.

Selon lui, une coopérative qui propose des prêts pour des projets économiques dans les pays en développement serait le modèle le plus viable et le plus démocratique sur le long terme. La coopérative permettrait aussi une collaboration unique entre des organisations de développement et des banques.

Grâce à la coopération unique **entre des ONG** telles que Oxfam, Vredeseilanden, 11.11.11, etc., **et des banques** dont la banque Triodos, Alterfin a ainsi vu le jour. C'est par ces différents aspects qu'**Alterfin** tient un **rôle pionnier** dans le **financement du secteur de la microfinance et de l'agriculture durable, toujours sous un angle social**.

Notre mission : investir ensemble pour le développement durable !

Depuis plus de 25 ans, Alterfin crée des opportunités pour les personnes et communautés vulnérables dans les pays en développement via des financements issus d'investissements de particuliers et de sociétés privées principalement basés en Belgique.

Ce **système alternatif financier**, à la différence du système économique capitaliste, repose sur le concept global de soutien financier aux **productions respectueuses d'un point de vue social** (lutte pour l'égalité des genres,

contre le travail des enfants, réduction de la pauvreté, de la faim, etc.) **et environnemental** (investissements uniquement ciblés sur les productions certifiées équitables et/ou biologiques) **dans les pays en développement**. Il en résulte par conséquent une stimulation des économies par l’octroi d’un travail et d’un salaire décents ainsi qu’une éducation des populations locales pour permettre finalement d’asseoir et pérenniser une économie éthique, humaine et durable. Dans le même élan, les Nations Unies ont mis en place des Objectifs de Développement Durable ayant pour même objectif de venir en aide aux populations dans les pays en développement selon plusieurs critères stricts. De par sa mission, Alterfin participe et répond pleinement à ces objectifs.

[Plus d'info sur la contribution d'Alterfin aux ODD](#)

Notre activité

Alterfin octroie des financements à des organisations soutenant des petits producteurs ou micro-entrepreneurs à travers le monde qui n’en obtiennent pas via les filières classiques de financement. En leur donnant les moyens de croître, ces organisations deviennent à leur tour des moteurs d’impact en améliorant les revenus des personnes vulnérables, créant des emplois, permettant d’autonomiser les femmes et en préservant les écosystèmes vulnérables. Alterfin est principalement active dans les zones rurales, représentant 80 % de la pauvreté dans le monde. Nos financements concernent actuellement l’agriculture durable et la microfinance. A travers les financements octroyés à ses partenaires, **Alterfin soutient** au total plus de **3,7 millions micro-entrepreneurs et petits agriculteurs** et leur famille.

Active dans le monde entier

Alterfin soutient 180 organisations dans 38 pays. Outre notre siège à Bruxelles, nous avons également des antennes au Honduras, au Pérou, au Kenya, au Kirghizstan et en Bolivie, afin de faciliter l’activité d’investissement et d’améliorer l’accompagnement fourni à nos organisations-partenaires.

AMERIQUE DU SUD ET CENTRALE



AFRIQUE



ASIE



Les besoins de nos partenaires au centre de nos activités

Grâce à notre expérience en microfinance et dans le financement de 15 chaînes de valeur différentes (café, cacao, noix, oléagineux, miel, épices, fruits, légumes, pêche, aquaculture, textile, huile, beurre, céréales et vin), nous pouvons offrir à chaque partenaire une approche personnalisée. Ensemble avec nos chargés d’investissement, nous cherchons des solutions pour renforcer les organisations et les faire croître de manière durable. Nous sommes flexibles et rapides dans les déboursements de nos prêts, ce qui est particulièrement

important dans l'agriculture durable, où nos partenaires ont besoin de ces ressources pour commencer leur saison agricole.

Vous désirez en apprendre d'avantage, suivez les liens suivants :

[10 raisons d'investir dans des parts Alterfin](#)

[L'histoire de Mzee Kioko](#), un producteur kenyan de noix de coco

[Vision et origines](#)

[Les Objectifs de Développement Durable](#)

[Témoignages de coopérateurs](#)

[Les produits issus des petites productions financés par Alterfin](#)

[Nos partenariats pour la réalisation de nos objectifs](#)

Annexe No 1-3 Alterfin et Ekookim

(sources : site web)

<https://www.alterfin.be/fr/nos-financements-dans-les-pays-en-d-veloppement>

Ecoookim : une union durable



En 2011, Alterfin finançait pour la première fois l'organisation Ecoookim en Côte d'Ivoire. A l'époque, cette union comptait sept coopératives de cacao avec plus de 3 000 producteurs.

Ecoookim : une union durable

Produit:

Cacao

Secteur:

[Sustainable agriculture](#)

En 2011, Alterfin finançait pour la première fois l'organisation Ecoookim en Côte d'Ivoire. A l'époque, cette union comptait sept coopératives de cacao avec plus de 3 000 producteurs.

Depuis sa création en 2004, Ecoookim a accueilli de nouvelles coopératives actives dans les secteurs du cacao et des noix de cajou pour atteindre un total de 29 coopératives membres en 2020. Ce sont plus de 31 500 producteurs qui bénéficient aujourd'hui du soutien d'Ecoookim.

Tout le monde est gagnant

La tâche principale d'Ecoookim est la commercialisation et l'exportation des fèves de cacao ; elle mène cette mission avec l'objectif d'augmenter les revenus des agriculteurs et d'améliorer la position des petits producteurs dans la filière cacao. L'achat groupé des intrants (engrais, produits phytosanitaires, sacs, etc.) et des services (transport, usine de traitement, etc.) sont organisés par Ecoookim.

Ecoookim fournit aussi un soutien opérationnel aux coopératives et propose une assistance technique aux producteurs. Cela se traduit par appui quotidien aux dirigeants de chaque coopérative ainsi que par de nombreuses formations aux producteurs.

Mamadou Bamba, Directeur Général d'Ecoookim, nous raconte : « *Pour les petites coopératives, un grand avantage à travailler avec nous est qu'elles ne doivent plus se soucier de la vente de leurs fèves de cacao sur le marché, nous nous en chargeons, sans autres intermédiaires.* »

Le commerce équitable au service des producteurs

Ecoookim s'est lancée dans le commerce équitable en 2010. Elle a aidé ses membres à obtenir un label du commerce équitable (FLO, UTZ, Rainforest Alliance) et plus de trois quarts de la dernière récolte ont été vendus

sur les marchés certifiés. Grâce à ces labels, les producteurs perçoivent des primes qui s'ajoutent au prix minimum en cours sur le marché international.

Les primes perçues en 2019 (plus de 5 000 000 euros) seront utilisées, entre autres, pour financer la géolocalisation des paysans, l'assistance technique aux producteurs et plusieurs unités de conditionnement et stockage, ainsi que divers projets liés à l'alphabétisation et l'indépendance des femmes et la scolarité des enfants.

Le soutien d'Alterfin

Par le passé, Ecookim dépendait principalement des financements fournis par les acheteurs locaux, ce qui mettait l'organisation dans une position de négociation plus faible.

Monsieur Bamba se souvient des débuts d'Ecookim et apprécie pour cela d'autant plus le présent : « *Depuis 2011, grâce aux financements d'Alterfin et de Fefisol, Ecookim peut réaliser une grande partie de ses ventes sans dépendre des acheteurs locaux. Aujourd'hui, la plupart des fèves sont vendues à de meilleures conditions sur le marché d'exportation.* »

En 2011, Alterfin était le premier financier international d'Ecookim. Depuis, Ecookim est toujours partenaire et sa ligne de crédit est renouvelée chaque année.

Grâce à ces prêts, Alterfin souhaite continuer à soutenir Ecookim dans son objectif de développer davantage ses activités et de contribuer ainsi à l'amélioration des conditions de vie de milliers de paysans en Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao avec près de 40% de la production mondiale. Le cacao est presque exclusivement produit sur de petites exploitations et plus d'un million de familles dans le pays dépendent du revenu du cacao.



Annexe 1-4 Fefisol et Propraco

(sources : site web)

<https://www.alterfin.be/fr/news/feisol-un-fonds-d-di-lafrique>

Fefisol, un fonds dédié à l'Afrique

Le Fonds Européen de Financement Solidaire pour l'Afrique (Fefisol), a vu le jour en 2011 grâce à la collaboration entre **Alterfin, sa collègue française Sidi (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) et Etimos (une société d'investissement coopérative italienne)**. Le capital de Fefisol provient essentiellement d'investisseurs privés et publics, comme la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'Agence Française de Développement (AFD), mais les trois fondateurs sont aussi copropriétaires du fonds. Au niveau opérationnel, Alterfin et ses deux collègues se partagent le travail.

Un fonds pas si classique

Fefisol souhaite se distinguer des fonds classiques présents en Afrique en intervenant essentiellement dans le monde rural sous forme de prêts, de garanties, et de participations au capital auprès d'institutions de microfinance ainsi qu'auprès d'organisations de producteurs exclus des systèmes bancaires traditionnels et dont l'essentiel de leurs activités est à l'export (notamment via leur affiliation au réseau du commerce équitable et/ou bio).

En opposition aux tendances actuelles, 80% du portefeuille de Fefisol est libellé en devises locales. Les partenaires financés ne sont ainsi pas confrontés au risque de change.

Fefisol grandit

En 2014, les financements de Fefisol gérés par Alterfin ont presque doublé et s'élevaient à 6,5 millions d'euros en fin d'année. Cette évolution a permis de soutenir 22 partenaires (contre 11 en 2013) dans 9 pays africains. Le portefeuille total de Fefisol s'élève aujourd'hui à un peu plus de 18 millions d'euros.

.....

[HTTPS://WWW.PROPARCO.FR/FR/CARTE-DES-PROJETS/FEISOL](https://www.proparco.fr/fr/carte-des-projets/feisol)

PRISE DE PARTICIPATION DANS LE FONDS EUROPÉEN DE FINANCEMENT SOLIDAIRE POUR L'AFRIQUE



Le Fonds européen de financement solidaire pour l'Afrique soutient en devises locales la microfinance, le commerce équitable et l'agriculture biologique, tout en apportant une assistance technique aux structures bénéficiaires.

PRÉSENTATION DU CLIENT

Le Fonds européen de financement solidaire pour l'Afrique (FEFISOL) est un instrument multi-bailleur. Il est le premier instrument spécialisé dans l'appui aux institutions de microfinance rurales et aux organisations de producteurs actives dans les domaines du commerce équitable et des produits biologiques en Afrique. Il a pour objectif de répondre aux besoins de microfinancement des ménages ruraux pauvres, et de soutenir les investissements agricoles de petite taille sur l'ensemble du territoire africain.

DESCRIPTION DU PROJET

Le fonds FEFISOL a vocation à financer en devise locale des institutions de microfinance rurales et des organisations de producteurs du continent africain. Une assistance technique sera également fournie pour aider ces institutions à se renforcer dans les domaines du management, de la gestion financière et du développement de nouveaux produits.

IMPACT DU PROJET

Cette opération permettra aux petites structures rurales d'accéder à d'autres fonds sur les marchés et de devenir viables à moyen et long terme. Le financement d'appui a déjà permis de mener 48 projets d'accompagnement technique auprès de 27 entités de 17 pays africains différents.

https://ccfd-terresolidaire.org/nos-combats/partage-des-richesses/info_2630

Un prêt de trois millions d'euros octroyé par l'AFD à FEFISOL

Publié le 03.10.2011 Mis à jour le 19.09.2013



© CCFD-Terre Solidaire

Paris, le 3 septembre 2011

L'Agence Française de Développement (AFD) vient d'octroyer un prêt de trois millions d'euros au fonds d'investissement FEFISOL. Ce fonds solidaire, dédié au financement rural en Afrique, a été créé en juillet dernier par la société SIDI (Solidarité internationale pour le Développement et l'Investissement, filiale de l'ONG de développement CCFD-Terre Solidaire) et deux autres investisseurs sociaux européens, avec notamment la participation financière de la Banque Européenne de Développement (BEI), de PROPARCO, du Crédit Coopératif et de la Fondation Caritas France. FEFISOL a pour objectif de financer des institutions de microfinance, des organisations de producteurs et des petites entreprises situées dans des zones où l'accès aux services financiers reste très limité.

« Participer à FEFISOL nous permet de toucher des institutions que nous ne pouvons pas soutenir en direct. A cet égard, FEFISOL est complémentaire des autres fonds d'investissement en microfinance dans lesquels nous sommes engagés parce qu'il cible des clients plus petits et plus risqués », a affirmé Elodie Parent, Chargée d'Affaires à PROPARCO.

« Nous avons constaté à travers nos activités d'investisseur social depuis plus de 25 ans, que les marges de progression du secteur de la microfinance, en Afrique en particulier, sont importantes. Le secteur doit, en effet, financer sa croissance, diversifier son offre de produits et accroître son impact, tant économique que social, en particulier en direction du monde rural. Cela se traduit entre autre par un besoin accru de ressources financières plus longues et plus stables », a expliqué Christian Schmitz, Directeur Général de la SIDI.

FEFISOL se positionne ainsi comme un acteur innovant du secteur de la microfinance, fortement engagé au niveau de sa responsabilité sociale et environnementale, ce qui se concrétise par un ciblage des institutions locales les plus petites, qui sont aussi les plus risquées, la priorité donnée au secteur rural et au financement de l'agriculture, et la mise à disposition de ressources majoritairement en monnaie locale.

En choisissant de proposer des financements en monnaie locale, le fonds s'expose à un risque de change important étant donné la tendance à la dépréciation par rapport à l'euro de la plupart des devises africaines. Cela constitue néanmoins un avantage considérable pour des institutions locales dont l'activité est soumise par ailleurs à des contraintes extérieures fortes liées à leur environnement. L'AFD, partenaire privilégié du projet, a décidé de soutenir la politique d'investissement en monnaie locale du fonds en prenant à sa charge 70% des pertes de change. Outre le fait d'augmenter la capacité d'investissement de FEFISOL, le prêt octroyé par l'AFD joue ainsi le rôle d'un dispositif de garantie contre le risque de change.

Aude Flogny-Catrisse, responsable de la division Secteur Financier à l'AFD précise : « L'originalité de FEFISOL est de servir des institutions de microfinance de petite taille en milieu rural. Celles-ci sont souvent délaissées par les financements internationaux, car ni elles ni les investisseurs ne peuvent faire face au risque de change. En prenant une partie de ce risque à sa charge, l'AFD soutient la vocation solidaire du fonds, pour que les financements aillent vers ceux qui en ont le plus besoin. »

Deux mois après sa création, le comité d'investissement de FEFISOL a une vingtaine de dossiers en cours d'instruction. Il a d'ores et déjà validé quatre prêts, pour un montant total de 2,5 millions d'euros, auprès de deux institutions de microfinance, au Togo et au Mozambique, **et de deux organisations de producteurs de cacao en Côte d'Ivoire.**

Communiqué de presse de la SIDI, le 29 septembre 2011

Annexe No 1-5 Responsibility

(Sources : site web)

[HTTPS://WWW.RESPONSABILITY.COM/EN/COTE-DIVOIRE-CHOCOLATE-BAR-DIFFICULT-ROAD-SUSTAINABLE-COCOA](https://www.responsability.com/en/cote-divoire-chocolate-bar-difficult-road-sustainable-cocoa)

RESPONSABILITY

Headquarters
responsAbility Investments AG
Josefstrasse 59
8005 Zurich
Switzerland
Phone:
+41 44 403 05 00
Fax: +41 44 403 04 91
info@responsability.com

FROM CÔTE D'IVOIRE TO CHOCOLATE BAR – THE DIFFICULT ROAD FOR SUSTAINABLE COCOA

Cocoa is the biggest cash crop in Ivory Coast, yet smallholder farmers struggle to get financing as they try to earn a living satisfying the world's sweet tooth.

Riven by cracks and pitted by potholes, the roads of the Ivory Coast provide an unlikely backbone for the heartland of one of the world's biggest cash crops. Cocoa is a commodity that has inspired hundreds of fictional characters, a thousand marketing campaigns and ten million contracts traded on futures exchanges this year. Yet cocoa producers in Ivory Coast, mostly smallholders, face a daunting variety of challenges in a bid to satisfy the West's sweet tooth.

Between 2002 and 2011, Ivory Coast suffered several outbreaks of conflict, mostly between southern forces loyal to President Laurent Gbagbo and rebel factions from the north. This culminated in a bitterly contested election in 2010, whose disputed outcome led to the Second Ivorian Civil War. Around 3,000 people were killed, and hundreds of thousands displaced, before a combination of northern militias and French forces were able to oust Gbagbo and bestow the presidency upon Alassane Ouattara, seen as the rightful winner of the elections.

Even after the civil war, the Ivory Coast retains an economic potential that is the envy of most of its neighbours – as well as cocoa, Ivory Coast is a major producer of rubber, cashew nuts, and palm oil. Yet the legacy of the “lost decade” is such that security remains fragile, infrastructure is crumbling or badly damaged and poverty levels remain stubbornly high. More specifically, cocoa yields are stagnant, with average tree age at 25 years; quality was affected by neglect or mismanagement during the fighting; and the impact of widespread reforms to the system of purchasing remains unclear at best. As a result the role of cooperatives is critical for providing structures that will assist smallholders.

An organisation unifying eight cooperatives in south-west Ivory Coast, Ecookim is one of the largest certified cocoa producers in the country, responsible for 8,000 tonnes of cocoa, and has been exporting Fairtrade cocoa since 2004. As well as free training, phytosanitary products and overalls, by unifying

output from around 3,000 smallholder farmers, Ecookim is able to provide a far more leverage for its members, even after the recent introduction of a local minimum price. Furthermore, as a FLO-certified cooperative, Ecookim is able to assuage fears relating to child labour, worker safety and quality in the face of increasing consumer demand for sustainably produced chocolate.

Yet according to CEO Mamadou Bamba, even an organisation as large as Ecookim can struggle to obtain funding. "Access to financing is one of the principal challenges faced by cocoa cooperatives in Ivory Coast; on the rare occasions it can be obtained from local banks, it is often extremely expensive." As a result, cooperatives often struggle to cover the gap in financing that occurs between funding members in advance and receiving payment upon delivery from buyers, not to mention the long term financing required to improve quality and renovate.

Ecookim therefore provides a perfect example of the need for a certain type of investor, willing to finance small scale agricultural producers who rarely attract the interest of commercial banks. **One of Ecookim's key partners, responsAbility Investments**, has been working in the sustainable agribusiness sector since 2003. Now the responsAbility Fair Trade Fund works with 80 organisations (with more than 800,000 members), financing \$65.6 million (£39.9 million) in 37 countries in the developing world. The majority of this financing was similar to that provided to Ecookim: short term financing to cover working capital requirements during the harvest season.

"**responsAbility**'s funding also allows us to put in place the funds for projects such as training, technical assistance for smallholders and the creation of revenue generating activities for women in rural areas, a group that is often particularly excluded from the workforce."

Yet **responsAbility** is also increasingly providing long term asset financing to organisations looking to increase quality and volumes, as well as providing financing elsewhere in the value chain, including processors and traders that **specialise in providing market access to certified cooperatives**. This includes one of **Ecookim's key buyers, Cocosource, a trader that purchases 18,000 MT of cocoa in total, mostly from West Africa**.

"**responsAbility fills the gap between extremely demanding European banks and very expensive banks at origin,**" states Hubert Hoondert, Managing Partner of Cocosource. "This allows small to medium sized local exporters to lift their business to the next level."

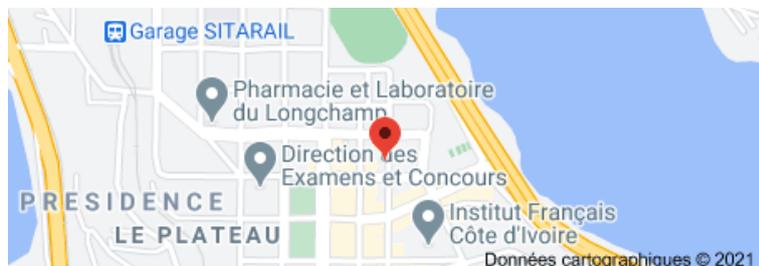
The need for investors to provide assistance cuts throughout the chain, but addresses the same problems: financing to improve institutions, assist smallholders looking to access international markets and strengthen organisations looking to provide a fair deal for their members in the context of growing consumer activism. Such investment cannot solve all of the problems facing Ivory Coast as it emerges from ten years of conflict; however it can significantly improve conditions in the production of a commodity that is a treat in the West, but a source of survival and recovery for smallholders.



Annexe No 1.6 OIKO CREDIT et Alliance avec CNFA

(Sources : Sites web
+ bref commentaire auteurs)

<https://www.oikocredit.coop/fr/produits-et-services/pr%C3%AAts/pr%C3%AAts>



oikocredit

Établissement de crédit à Abidjan

Adresse : Immeuble Alliance, B 1er étage, Avenue Terrasson de Fougères, Abidjan.

Téléphone : 20 31 90 40

Prêts

Oikocredit accorde des prêts à des organisations actives dans les domaines de l'inclusion financière, de l'agriculture et des énergies renouvelables, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Nous travaillons avec des organisations partenaires qui cherchent à améliorer la vie de personnes et de communautés à faibles revenus.

Oikocredit cherche à accorder des prêts entre 500 000 euros et 10 millions d'euros à des organisations actives dans les domaines de l'inclusion financière, de l'agriculture et des énergies renouvelables. Ces organismes sont répartis dans 33 pays cibles représentant trois grandes régions. Nos prêts ont généralement une durée de 3-4 ans.

Nous recherchons des partenaires qui :

- créent des emplois permettant à des groupes défavorisés de disposer de revenus
- sont des coopératives, des institutions financières ou des petites et moyennes entreprises
- ont placé des femmes à des postes influents tels que le management
- sont écologiquement durables et respectent le bien-être animal
- disposent d'un management adapté et sont (ou peuvent rapidement devenir) financièrement viables
- ont un besoin évident d'investissement international

Si vous êtes une organisation axée sur les enjeux sociaux et travaillant dans l'un de nos secteurs et marchés de prédilection, et si vous avez besoin d'un prêt, n'hésitez pas à [nous contacter](#).

Oikocredit Côte d'Ivoire

Immeuble Alliance B- 1^{er} étage

Abidjan, Plateau

Côte d'Ivoire

Boite Postale

07 BP 375, Abidjan 07

Côte d'Ivoire
T: +225 20 31 90 40 / 41
F: +225 20 22 62 87

<https://www.oikocredit.fr/k/n8742/news/view/306848/143117/cote-d-ivoire-cfna-s-associe-a-oikocredit-afin-d-ameliorer-durablement-les-revenus-des-producteurs-de-cacao.html>

Côte d'Ivoire : CFNA s'associe à Oikocredit afin d'améliorer durablement les revenus des producteurs de cacao

30 avril | 2019

La collaboration entre CNFA et Oikocredit facilitera l'accès au crédit pour les producteurs ivoiriens de cacao.



Signature du protocole d'accord entre
CNFA représentée par Mr Marc Steen, Chef du Projet MOCA,
et
Oikocredit représentée par Mr Bart van Eyk, Directeur des Investissements.

WASHINGTON, D.C. – [Cultivating New Frontiers in Agriculture](#) (CNFA), organisation internationale de développement agricole a annoncé qu'Oikocredit, un investisseur à impact social, et le projet MOCA (Maximizing Opportunities in Cocoa Activity) mis en œuvre par CNFA, ont signé un protocole d'accord visant à renforcer les capacités des coopératives de cacao en matière de gestion financière, et à augmenter leur potentiel de développement durable.

MOCA, financé par le programme *Food for Progress* du ministère de l'Agriculture des États-Unis, et Oikocredit ont signé le protocole d'accord le **3 avril à Méaguy**, dans le département de Soubré, à l'ouest de la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de fèves de cacao, représentant environ 40% de la production mondiale annuelle. Cependant, de nombreux agriculteurs vivent en-dessous du seuil de pauvreté, en raison d'un accès difficile au financement combiné à une dépendance totale à la production de cacao pour le revenu de leur ménage.

Le partenariat entre MOCA et Oikocredit offrira de meilleures opportunités aux coopératives sélectionnées par MOCA, pour développer une approche entrepreneuriale de la culture du cacao, en diversifiant leurs sources de revenus et en obtenant des services financiers appropriés.

Oikocredit et MOCA ont précédemment organisé trois ateliers régionaux en février 2019, afin de s'informer auprès des producteurs sur les obstacles à l'accès au crédit pour les coopératives de cacao et d'évaluer leur compréhension de la gestion des risques et des exigences bancaires des producteurs de cacao.

Pour officialiser la collaboration, le chef de projet et le directeur de programme de MOCA, Marc Steen et Camara Sauveur, ont accueilli une délégation d'Oikocredit composée de Bart van Eyk, directeur des investissements ; Laura Pool, directrice des finances et des risques ; Hans Perk, directeur régional pour l'Afrique ; et Solène Prince-Agbodjan, chargée d'investissement pour l'agriculture. L'équipe a pu rencontrer des coopératives sélectionnées par MOCA à Méaguy et discuter des principaux défis du secteur du cacao ivoirien, ainsi que des opportunités pour les résoudre.

La cérémonie de signature du mémorandum d'accord a eu lieu lors de la visite de la délégation.



Mr Marc Steen, Chef du Projet MOCA de CNFA, Mme Solène Prince, Responsable des Investissements Agricoles en Afrique de l'Ouest (Oikocredit) et Mr Bart van Eyk, Directeur des Investissements (Oikocredit)

MOCA offre des services de formation en renforcement des capacités et d'autres modules d'appui aux producteurs, coopératives et exportateurs de cacao en Côte d'Ivoire afin de stimuler la productivité et l'efficacité des parties prenantes, d'améliorer les revenus agricoles et d'augmenter l'offre de fèves de cacao de haute qualité.

Oikocredit soutient les petits exploitants en fournissant un accès aux prêts, aux placements en actions et au renforcement des capacités des coopératives agricoles, des producteurs, des transformateurs et des distributeurs générant un impact économique et social élevé pour les petits exploitants.

À travers cette collaboration, MOCA et Oikocredit entendent :

- **Accroître les capacités des coopératives en matière de gestion financière et de bonne gouvernance,**
- **Soutenir le développement de la planification des investissements et des demandes de prêts en fonds de roulement,**
- **Développer des stratégies innovantes de finance numérique,**
- **Amélioration du contrôle financier au niveau des coopératives,**
- **Améliorer la connaissance et la compréhension des producteurs en matière de gestion des risques,**
- **Faciliter l'accès au prêt.**

" Le projet MOCA financé par l'USDA travaille avec les producteurs de cacao et leurs coopératives pour accroître leur professionnalisme", a déclaré Marc Steen, chef du projet MOCA. "Cela comprend l'amélioration de la gestion financière pour réduire les risques financiers et ainsi rendre la coopérative plus attrayante pour les prêteurs, comme Oikocredit."

"Chez Oikocredit, nous pensons que le financement à impact social et le renforcement des capacités sont parmi les outils les plus efficaces pour réduire la pauvreté. Nous sommes impatients de collaborer avec le MOCA afin de renforcer notre soutien aux coopératives de cacao de la Côte d'Ivoire et de poursuivre nos travaux visant à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants ivoiriens", a déclaré Hans Perk, directeur régional Afrique à Oikocredit.

CNFA : Cultivating New Frontiers in Agriculture est une organisation internationale de développement agricole spécialisée dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives agricoles durables, basées sur les entreprises. Nous travaillons avec des entreprises, des fondations, des gouvernements et des communautés afin de créer des partenariats personnalisés aux niveaux local et mondial qui répondent à la demande croissante de produits alimentaires dans le monde. Depuis notre création en 1985, nous avons conçu et mis en œuvre des initiatives de développement agricole basées sur les entreprises pour faciliter l'accès aux marchés, renforcer la compétitivité des agro-industries, augmenter la productivité et améliorer l'accès aux intrants et au financement dans 45 pays du monde.

<https://www.oikocredit.fr/k/n8742/news/view/329885/143117/7-millions-pour-soutenir-les-petits-producteurs-de-cacao-en-cote-d-ivoire.html>

7 millions € pour soutenir les petits producteurs de cacao en Côte d'Ivoire

17 décembre | 2020

Le nouveau prêt d'Oikocredit aidera à l'exportation de la récolte de 2020/21 de presque 35 000 petits producteurs de cacao.

Oikocredit est heureux d'annoncer l'accord de nouveaux prêts à 3 des partenaires qu'elles soutient dans la cacaoculture :

- 3,5 million € à [Entreprise Coopérative Kimbe](#) (Ecookim), une coopérative qui achète, transforme et exporte du cacao
- 2,5 million € à [Ocean SA](#), un acheteur, transformateur et exportateur de cacao
- 1 million € à [Socak Katana](#), une coopérative de cacao.

Diane Potey, chargée d'investissement Afrique de l'Ouest à Oikocredit, a déclaré : « En fournissant à des coopératives de petits producteurs l'accès à un financement abordable, Oikocredit soutient les besoins croissants en financement de ces petits exploitants agricoles. De plus, nous aidons nos partenaires en cacao à renforcer leurs capacités en gestion financière, gestion des risques et pratiques agricoles. La combinaison du financement et du renforcement des capacités est un élément important pour obtenir un impact social plus élevé dans le secteur du cacao. »

Partenariat avec Ecookim

Avec le prêt Oikocredit, Ecookim va se procurer, conditionner et exporter le cacao de ses coopératives membres basées au sud et à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Ce prêt va permettre à Ecookim de payer des avances à ses coopératives qui à leur tour fournissent des avances à leurs agriculteurs respectifs.

Au cours des 15 dernières années, Ecookim est passé à plus de 32 000 petits producteurs de cacao et de cajou opérant dans des exploitations d'environ 105 000 hectares, toutes cartographiées. Grâce à ses certifications de commerce équitable, Rainforest Alliance, BIO et UTZ, Ecookim offre de l'assistance technique, le renforcement de capacités sur les bonnes pratiques agricoles, sociales, environnementales et de bonnes méthodes de gestion coopérative. Ainsi, ECOOKIM contribue au bien-être de ses membres et leurs familles par l'installation de services et infrastructures communautaires de base et la diversification de leurs sources de revenu. L'union de coopératives de cacao est partenaire d'Oikocredit depuis **2016**.

Partenariat avec Océan

Avec le prêt d'Oikocredit, Océan achètera, transformera et exportera les fèves de cacao des coopérateurs. Au cours des quatre années de partenariat avec Oikocredit, le négociant en cacao a été en mesure de doubler ses volumes échangés de cacao certifié Fairtrade et UTZ ainsi que d'étendre son rayonnement aux nouveaux producteurs de cacao dans la région du sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Le financement d'Oikocredit a contribué à renforcer la capacité de livraison d'Océan à Cocosource, son partenaire basé en Suisse qui gère les relations avec le secteur européen de la confiserie ; le financement a également permis à Océan de soutenir ses coopératives affiliées à fournir davantage de cacao certifié.

Partenariat avec [Socak Katana](#)

La coopérative de cacao utilisera le prêt Oikocredit pour l'achat, le transport, le stockage et l'exportation des fèves de cacao certifiées Fairtrade. Partenaire d'Oikocredit depuis 2017, la coop Socak Katana est

devenue un exportateur agréé de cacao bien organisé. Au cours du partenariat, le nombre de membres de la coopérative est passé de 1 380 à 3 085. **Acteur actif dans la lutte contre la déforestation, la coopérative a cartographié plus de 90 % des plantations de ses membres pour s'assurer qu'aucune fève de cacao de Socak Katana ne provienne d'une forêt classée.**

Note auteurs du rapport :

C'est un des grands dilemmes de l'histoire et futur du cacao. Il est possible que les fèves provenant de forêt classée ne passent plus par cette coopérative, mais inévitablement, par divers canaux, elles arrivent au port et dans les usines des TNC. Voir rapport principal.

Annexe No 1.7 Advans Côte d'Ivoire

Sources : site web

<https://www.advanscotedivoire.com/professionnels/emprunter/credits-agricoles/credit-cacao/>

ADVANS COTE D'IVOIRE-SIEGE



Institution financière à Abidjan

Adresse : Boulevard de Brazzaville, Abidjan

Horaires :

Téléphone : 21 26 05 68

Crédits Cacao

- Profitez de nos crédits d'intrants et camion accordés aux coopératives
- Remboursements selon la saisonnalité des activités, formation et accompagnement des producteurs
- Crédits scolaires pour les producteurs

Description détaillée

Qui est éligible?

Les coopératives certifiées ou en cours de certification :

- Avec au moins 2 années d'activités
- Avec au moins 4 employés dédiés à la gestion de la coopérative
- Les producteurs de cacao (produits phytosanitaires). Il faut avoir au moins 1 ha de cacao
- Les producteurs de cacao (**engrais**). Il faut avoir **au moins 3 ha de cacao**

Caractéristiques

- Crédits d'intrants jusqu'à 100 000 000 FCFA pour une durée de 10 mois (dépôt de garantie demandé)
- Crédits camion jusqu'à 150 000 000 FCFA pour 12 à 24 mois
- Crédits scolaires via notre service Mobilité pour financement des frais scolaires
- Taux et frais : **Intérêt 1,33% HT par mois**, frais de dossier 2,5 à 3% HT
- Pénalités de retard : en cas de non-remboursement

Que faut-il pour faire une demande ?

- Sa carte d'identité valide (gérant)
- 2 photos d'identité du même tirage (gérant)
- Plans de localisation (activité et domicile)
- Documents justifiant l'existence de la coopérative

Annexe No 1.8 Alios

(Sources : Sites web)

[HTTPS://WWW.ALIOS-FINANCE.COM/SITE/FR/COTE-D-IVOIRE/COUNTRY.PHP?ID_ARTICLE=12](https://www.alios-finance.com/site/fr/cote-d-ivoire/country.php?id_article=12)

Alios Finance Côte d'Ivoire



Alios Finance Côte d'Ivoire

1 Rue des Carrossiers – Zone 3 – 04BP 27

Abidjan 04 – Côte Ivoire

Tél : (225) 21 21 07 07 Fax : (225) 21 21 07 00

cotedivoire@alios-finance.com

ENTREPRISES ET PARTICULIERS

Choisissez votre véhicule, Nous nous occupons du reste

Crédit classique, Crédit bail, Location avec option d'achat, Location Longue Durée

QUI SOMMES NOUS

Alios Finance Côte d'Ivoire (anciennement connue sous le nom SAFCA) est la plus ancienne société du groupe Alios Finance et le premier établissement financier privé de l'Afrique de l'Ouest. Elle a été créée en 1956.

Alios Finance Côte d'Ivoire est agréée par la COBAC. Elle est cotée à la bourse régionale de valeurs mobilières à Abidjan, sous son nom juridique (SAFCA).

Alios Finance Côte d'Ivoire est un établissement de référence pour le financement des biens mobiliers et immobiliers à travers nos divers produits financiers:

- Crédit-Bail mobilier
- Crédit-Bail immobilier
- Location Longue Durée
- Crédit Investissement
- Crédit Court Terme
- Crédit Automobile
- Crédit Equipement
- Location avec Option d'Achat (LOA)

Nos solutions de financements sont destinées à vous garantir une utilisation optimale de votre trésorerie à travers des offres ajustées à vos besoins.

Nos équipes sont en permanence à votre écoute pour vous accompagner dans vos projets et à vous offrir la solution la plus appropriée à vos capacités financières.

Alios Finance Côte d'Ivoire est présente à Abidjan et San Pedro

Annexe No 1.9 Baobab (ex Microcred)

(Sources : Sites web
+ brève référence à l'enquête coopératives)



Baobab Côte d'Ivoire

Banque d'épargne à Abidjan

Adresse : Abidjan

Téléphone : 22 41 13 45

Anciennement Microcred, Baobab, leader de la microfinance en Côte d'Ivoire est une ...

Baobab CI c'est un vaste réseau de 33 agences et plus de 250 points ..

Baobab Côte d'Ivoire est une société anonyme de droit Ivoirien en activité depuis 2010. Elle est l'une des 11 filiales du groupe Baobab SAS, basé en France et présent en Afrique et en Asie. Baobab Côte d'Ivoire a pour credo le financement des micro-entrepreneurs, des TPE et PME exclus du système bancaire classique. Notre mission est de libérer le potentiel de nos clients en leur offrant des services financiers simples et faciles d'utilisation.

BAOBAB CRÉDIT

- Environ 7 jours entre la demande et la réception de votre argent
- De 100 000 à 300 000 000 FCFA
- Adapté aux besoins de votre business
- Accessible aux micro entrepreneurs et petites et moyennes entreprises

COMMENCEZ MAINTENANT

**Vous êtes commerçant, entrepreneur, ou gérant d'une petite et moyenne entreprise ?
Accédez facilement à nos produits de crédit pour financer vos activités.**

Nos offres de crédit



CRÉDIT BIZNESS

- de 100 000FCFA à 12 000 000FCFA
- de 8 à 24 mois
- 1,75 % taux d'intérêt mensuel
- 1 % de commission de déboursement

Exemple de recours à BAOBAB par une des coopératives de l'échantillon

Après la formation avec la GIZ (CIV) premier essai avec cette « banque ».

- Financement reçu 3 millions sur 30 demandés.
- Taux de remboursement **23%** et le remboursement s'étend sur 8 mois.
- Nous avons reçu le financement en Octobre 2020 et le remboursement a commencé en Décembre 2020.

Annexe 1-10 AMARANTE Consulting

Côte d'Ivoire. Using mobile money accounts to pay cocoa farmers

Sources:

<https://amaranteconsulting.com/en>

<https://amaranteconsulting.com/en/project/cote-divoireusing-mobile-money-accounts-to-pay-cocoa-farmers>

Address: G076D, DTEC,
Dubai Silicon Oasis
Dubai - UAE

Email: contact@amaranteconsulting.com

Phone: [+971 551058876](tel:+971551058876)

Address: Punto Polanco – Oficina 645
Calle Alberto 319, Colonia Granada
Del. Miguel Hidalgo - CDMX
C.P. 11520
México

Email: contact@amaranteconsulting.com

Phone: [+52 1 5523 162082](tel:+5215523162082)

Amarante Consulting is a boutique firm providing **design and implementation services in the Digital & Financial Inclusion space**. Our services span across the value chain: Strategy, design, business modeling, partnership building, distribution network setup, technology design and implementation, process development, risk management, piloting and all the way to operational management. We have also undertaken research on niche focus areas and provided knowledge-sharing workshops, and trainings with content adapted to our clients' needs.

We aim to foster the growth of Digital Financial Services across the globe by bringing our experience, commitment, passion, and creativity to help tackle market and operational challenges in order to build successful DFS businesses while achieving positive social impact. Recent developments in the field of mobile telecommunications have opened new horizons for the distribution of financial services to the 2 billion unbanked around the world. With nearly 4 billion handsets in use and 90% of the world population living with mobile network coverage, mobile technology is revolutionizing the access to financial services, resulting in new business models, innovative partnerships, and more relevant financial services.

March 2018-September 2018



Country: Côte d'Ivoire

Type of Client: International Organisation

Year: March-September 2018

Country Information

Côte d'Ivoire, is a Western African country bordering the North Atlantic Ocean, between Ghana and Liberia. The population of the country is 26,260,582 as per July 2018 estimates. For the last 5 years Cote d'Ivoire's growth rate has been among the highest in the world. Côte d'Ivoire's progress has been driven entirely by mobile money. From 2014 to 2017, access to financial institution accounts stagnated at 15 percent according to Findex. Yet the share of adults with a mobile money account rose by at least 40 percent. Between 34 and 38 percent of the adult population had a mobile money account in 2017 — the highest rate in the West African Economy and Monetary Union. As a result, most Ivorians who access formal financial services today do so via mobile money.

Project Information

As an entry point to farmers' financial inclusion, the client designed a project with **the objective of digitizing cocoa farmers' premium quarterly payments for certified sustainable cocoa in Côte d'Ivoire**. The objective was to plan and execute field activities related to cocoa cooperatives and farmers' mobile money accounts opening, training, and usage, in collaboration with project partners such as **Cargill and IFC**.

Project/Services We Provided

We helped in supporting the delivery of the following work streams:

- Creating awareness around the new payment channel through marketing and communication activities geared **towards Cocoa cooperatives** and their member farmers
- Supporting the enrolment of cooperatives and farmers in the digital payment project
- **Training cooperatives' staff and their farmers** on the new digital (mobile) payment channel, processes and functioning
- Following up and provide after-sales services to **cooperatives** enrolled in the digital payment project
- Supporting the test pilot roll-out and execution
- Reporting on the project execution progress
- Workshop on challenges faced on the field and recommendations to overcome them and improve uptake of the mobile as payment receipt channel for the cocoa farmers.

**Annexe 2. Les partenariats à dimensions agronomiques
sociales et environnementales,
partiellement prestataires et contractualisés
par les TNC**

Annexe 2-1 SOLIDARIDAD

SOLIDARIDAD

[Organisations non-gouvernementales \(ONG\)](#)

5 338 vues

Suivre

Coordonnées

Vers la nouvelle SODECI - Angré 7è tranche
Cocody - 25 BP 1108 Abidjan 25
Abidjan - Côte d'Ivoire

www.solidaridadnetwork.org

[\(+225\) 22 42 27 55](tel:+22522422755)

[\(+225\) 22 42 26 98](tel:+22522422698)

Fax :

[\(+225\)22 42 27 57](tel:+22522422757)

[Contacter](#)

Solidaridad

Civil Society Partner, Board Member

Solidaridad est une organisation internationale de la société civile avec plus de 45 ans d'expérience dans le monde pour faciliter le développement de **la responsabilité sociale, de l'écologie et des chaînes d'approvisionnement rentables**.

Solidaridad fonctionne dans 12 chaînes d'approvisionnement et opère dans 10 bureaux régionaux sur les 5 continents. Veiller à la qualité de vie et à une planète saine pour tous exige un effort continu et la coopération mutuelle de toutes les parties concernées. Cela implique également la création de produits et de processus tout le long de la chaîne d'approvisionnement qui nous aideront à la transition vers une économie pleinement inclusive et durable.

<https://www.solidaridadnetwork.org/supply-chains/cocoa>

FARMERS

Since the start of our programme in 2007, significant progress has been made at the farmer level. However more needs to be done to make a real difference; many farmers still don't see a future in cocoa farming.

Farmers with knowledge and skills – and access to credit and fertiliser – are three times as productive as their colleagues. This is not only good for farmers; it means that companies can also rely on a steady supply of good cocoa.

The cocoa sector contributes to the living and working conditions of farmers, farm workers and their families.

Training farmers has resulted in a 28% increase in income in Ivory Coast and a 13% increase in Ghana.

This has resulted in increased household security, with more money being spent on food, clothing, and education. Farmers in our programmes are organised, skilled and entrepreneurial. High yielding cocoa production systems enhance ecosystem services and improve local food security.

Female farmers have also benefitted from our programmes. In Ivory Coast, self-help groups where 600 women were trained on safe pesticide use, HIV/AIDS, water and sanitation use, and malaria prevention were organised. 30 women have also begun their own cocoa nurseries, selling 130,000 seedlings to achieve financial independence.

Depuis le début de notre programme en 2007, des progrès significatifs ont été réalisés au niveau des agriculteurs. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour faire une réelle différence; beaucoup d'agriculteurs ne voient toujours pas d'avenir dans la culture du cacao.

Les agriculteurs qui ont des connaissances et des compétences – et qui ont accès au crédit et aux engrais – sont trois fois plus productifs que leurs collègues. Ce n'est pas seulement bon pour les agriculteurs; cela signifie que les entreprises peuvent également compter sur un approvisionnement régulier en cacao

Le secteur du cacao contribue aux conditions de vie et de travail des agriculteurs, des travailleurs agricoles et de leurs familles.

La formation des agriculteurs a entraîné une augmentation de 28 % des revenus en Côte d'Ivoire et de 13 % au Ghana. Cela a entraîné une sécurité accrue des ménages, avec plus d'argent dépensé pour la nourriture, les vêtements et l'éducation. Les agriculteurs de nos programmes sont organisés, qualifiés et entreprenants. Les systèmes de production de cacao à haut rendement améliorent les services écosystémiques et améliorent la sécurité alimentaire locale.

Les femmes agriculteurs ont également bénéficié de nos programmes. En Côte d'Ivoire, des groupes d'athlétisme où 600 femmes ont reçu une formation sur l'utilisation sûre des pesticides, le VIH/sida, l'utilisation de l'eau et de l'assainissement et la prévention du paludisme ont été organisés. 30 femmes ont également commencé leurs propres pépinières de cacao, vendant 130 000 semis pour atteindre l'indépendance financière.

ENGAGING BUSINESSES AND GOVERNMENTS

Companies and governments are an integral part of sustainability in the cocoa industry. These entities can assist in increasing access, availability and affordability of inputs, knowledge and credit for sustainable cocoa.

For years, governments, companies and Solidaridad have been investing in improving cocoa production. Thanks to public-private cooperation, about 20% of the 2.5 million cocoa farmers in West Africa now receive support with training and access to support.

Our Cocoa Improvement Programme has resulted in around 151,000 farmers being UTZ certified from 2008-2012. Here, as in all of our programmes, certification was used as a tool towards sustainability in combination with knowledge and local capacity building.

In Ghana, a programme driven by a public-private platform, and financed by the Dutch government, focuses on new delivery models. These Rural Service Delivery Centers centre on training, inputs and credit with a special emphasis on rehabilitation and intensification, all of which are necessary for long-term sustainability.

We also seek to involve industry participants in innovative ways. From 2013-2014, we ran a multimedia exhibit, 'For the Love of Chocolate', that shows the cocoa production process and how it can be improved.

This is how we help cocoa become sustainable.

PROGRAMME CACAO

Extrait du document

« LES INTERVENTIONS DE SOLIDARIDAD WEST AFRICA CÔTE D'IVOIRE »

La filière cacao a été le premier secteur d'intervention de SWA en Côte d'Ivoire. La promotion des standards de certification Utz, fairtrade et rainforest a pendant longtemps résumé l'essentiel des actions de l'organisation dans ce secteur. Mais aujourd'hui, SWA soutient les initiatives allant au-delà de la certification. Orientée solutions et plaçant le producteur en priorité, l'organisation avec divers partenaires (public et privés) tente d'apporter des solutions sur plusieurs problématiques tels que :

* Appui et renforcement des capacités des organisations et associations de producteurs

* Structuration des instances locales pour l'appropriation communautaire des interventions de développement

* Promotion d'une cacaoculture intelligente face au changement climatique * Digitalisation des solutions agricoles * Protection de l'enfant dans les communautés cacaoyères

*Influence des politiques d'actions dans le secteur du cacao

* Facilitation de l'accès aux financements SWA ambitionne rendre la chaîne de valeur cacao plus inclusive et durable. 16 PROJET COCOA LIFE (financé par Mondelez International) Le programme cocoa life ambitionne rendre les producteurs de cacao et leurs communautés plus prospères et plus épanouies. Cocoa Life souhaite ainsi contribuer au développement des communautés vivant dans les zones de production cacaoyère par leurs structurations, le renforcement de leurs capacités techniques, organisationnelles et financières. Cinq composantes principales soutiennent la mise en œuvre de ce programme, à savoir : i) Productivité, ii) Communauté, iii) Moyens de subsistance, iv) Jeunesse et v) Environnement. Solidaridad intervient sur les 4 dernières citées. La composante productivité est conduite par les coopératives de producteurs partenaires des exportateurs Cargill et Barry Callebaut, eux-mêmes partenaires commerciaux de Mondelez International.

La première phase du programme cocoa life s'est déroulée de 2015-2018 ouvrant ainsi une deuxième phase qui s'étend de 2019-2021 avec la particularité d'une co-implémentation entre SWA et des organisations locales. SWA a un rôle de superviseur des actions de ces ONG à qui elle transfèrera les compétences et participera ainsi à la capitalisation des acquis de la première phase. Plus concrètement, solidaridad aidera à la 17 conduite des quatre composantes dans les régions du Goh (Gagnoa, Oumé), du Loh Djoboua (Divo, Guitry), de l'Agneby Tiassa (Tiassalé, Taabo), de la Mé (Adzopé) et du Gboklé (Fresco). - Communauté : Structuration, mise en place et renforcement des capacités d'instances communautaires notamment, les Comités de Développement Communautaire (CODEC), Comité de développement Villageois (CVD) afin d'élaborer des plans d'Actions de développement (PAC) communautaires visant l'appropriation des actions prioritaires de développement au niveau local.

Dans ce cadre, des actions particulières sont dirigées à l'endroit des jeunes (incubation entrepreneuriale)

- Jeunesse : Sensibilisation et actions de lutte contre le travail et les pires formes de travail de l'enfant en partenariat avec les structures publiques gouvernementales et les associations à base communautaires.

- Moyens de subsistance : Appui à la formation et sensibilisation des jeunes et surtout des femmes pour la mise en place d'activités génératrices de revenus à travers la promotion des Association Villageoises d'épargne et de crédits (AVEC).

- Environnement : Promotion de la pratique de l'agroforesterie. Création de forêts communautaires à travers la vulgarisation et l'appropriation locale des techniques de mise en place de pépinières d'arbres. Assainissement total piloté par les communautés (ATPC) pour l'amélioration du cadre de vie.

PROJET TRANSFORMER L'EDUCATION DANS LES COMMUNAUTÉS DE CACAO (TRECC) (Financé par Mondelez et Jacobs Foundation)

Dans le souci d'intensifier ses actions dans les communautés cacaoyères, notamment, auprès des enfants et des jeunes, MONDELEZ s'est engagé avec la fondation Jacobs à travers son programme TRECC (Transformer l'Education dans les Communautés productrices de Cacao) à améliorer l'éducation, garantir la protection des enfants et renforcer la position des femmes dans les

communautés de cacao. C'est la création d'un écosystème permettant de transformer l'éducation au sein des communautés productrices de cacao en Côte d'Ivoire qui est ainsi mis en œuvre. Spécifiquement, le projet TRECC vise à :

- Protéger l'enfant et promouvoir l'éducation de la petite enfance
- Aider à l'autonomisation de la femme et à l'intégration socio-économique de la jeune fille vivant dans les communautés de cacao
- Améliorer l'accès aux services de santé de base, de nutrition, d'hygiène et d'assainissement

TRECC est mis en œuvre dans certaines des localités cocoa life et est un amplificateur des actions dudit programme. Il est prévu pour la période 2017- 2019.

PROJET COCOA REHABILITATION AND INTENSIFICATION PROGRAMME / PROGRAMME DE RÉHABILITATION ET D'INTENSIFICATION DU CACAO (CORIP II) (Financé par l'Ambassade des Pays-Bas du Ghana)

Le CORIP II vise à soutenir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) du secteur à la fourniture de services de réhabilitation et d'intensification à grande échelle. La première phase qui s'est déroulée au Ghana (2013-2017) avait pour but d'innover et de tester des modèles de services aux producteurs par le truchement de Centres de Services Ruraux (CSR) privés. S'appuyant sur les résultats de la phase I, le CORIP II (2018-2021) s'exécute au Ghana mais également en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone. Pendant cette phase II, les principales activités suivantes seront conduites :

- Le renforcement des capacités des PME ;
- La mise en place des Unités de prestation de services (CSR) ;
- La mise en place de systèmes de financements à travers les investissements à impacts (Ghana/Cote d'Ivoire) ;
- La mise en place de Fonds de subvention opérationnelle (Libéria / Sierra Leone) ;
- 20 - Le renforcement des capacités des institutions financières (IF) sur les investissements dans le secteur agricole ;
- La promotion de la résilience des systèmes de culture à base de cacao ;
- La prise en compte de l'égalité dans la prestation de services aux PME ;
- La mise en de plateformes multi-acteurs

Annexe 2-2 TECHNOSERVE CÔTE D'IVOIRE (Technoserve)

[Angré 7e Tranche, Cocody - Abidjan](#)

(+225) 55 51 02 29

(+225) 22 42 49 83

(+225) 22 41 38 15

<http://www.technoserve.org>



TECHNOSERVE CI

Siège social

Adresse : L 173, Abidjan

Téléphone : 22 42 49 83

Training Cocoa Cooperative Leaders

Côte d'Ivoire Agriculture

The **Coop Academy** is helping to create a professional and sustainable cocoa industry that benefits producers, their communities and the Ivorian economy.

Launched in 2013 with support from Cargill and the International Finance Corporation, the project provides training services to cooperative leaders on leadership, organization, strategic management and business operations.

To date, more than 350 cooperative leaders have been trained and 90 cooperatives have participated in a business development coaching process. The three-year project runs through **late 2016**; initial results have generated interest from other cocoa exporters in Côte d'Ivoire to expand the training to more cooperatives.

Improving Livelihoods through Cocoa

Côte d'Ivoire Agriculture

TechnoServe is a key implementer in the Cocoa Livelihoods Program, which seeks to double the incomes of one third of West African cocoa farming households within 10 years.

Agricultural inputs, especially fertilizers, which can double cocoa farmers' yields, will play a critical role. Since 2009, TechnoServe has trained nearly 5,000 Ivorian farmers on input application and credit management. By brokering innovative risk sharing agreements between cocoa exporters, input suppliers and lenders, TechnoServe has facilitated credit for nearly 4,600 Ivorian cocoa farmers who have maintained an impressive 100% repayment rate, even during the political crisis.

From 2012 to 2013, TechnoServe scaled the credit scheme significantly in Côte d'Ivoire – nearly quadrupling the value of credit disbursed, doubling the number of participating cooperatives and increasing the percentage of borrowers receiving fertilizers from three percent in 2012 to 32 percent in 2013. TechnoServe also completed the integration of microfinance partner, Advans Cote d'Ivoire, into the credit system in 2013 and secured refinancing from Kiva. TechnoServe has continued to scale the CLP credit scheme in Ghana, where it has facilitated input credit to over 5,300 cocoa farmers over the life of the program. This brings the total farmers receiving credit over the life of the CLP to nearly 10,000.

Annexe 2-3 Care International et Cargill

Sources :

<https://www.cargill.com/2021/care-and-cargill-report-highlights-a-decade-of-impact>

CARE and Cargill report highlights a decade of making positive impact in West Africa cocoa growing communities

(February 17, 2021) – Today, CARE and Cargill released a report titled “A Decade of Impact in Cocoa Communities: More than Ten Years of the CARE-Cargill Partnership”. The [report](#) details the CARE-Cargill partnership successes and learnings in supporting cocoa sustainability and building better lives for cocoa farmers and their families in Côte d’Ivoire and Ghana.

CARE and Cargill have been working together in Ghana since 2008 and in Côte d’Ivoire since 2010 to combat the many challenges facing the cocoa sector. Through this partnership, CARE and Cargill have made a tangible positive difference for Ivorian and Ghanaian cocoa communities in a number of critical areas:

- **Well-governed communities:** CARE and Cargill help communities develop action plans to mobilize funds and address pressing needs. To date, CARE and Cargill have supported the establishment of 275 community action plans, resulting in more than 160 community infrastructure improvements in both Ghana and Côte d’Ivoire, including the establishment of hydraulic pumps, construction of school facilities, and latrines.
- **Child labor prevention:** CARE and Cargill have focused on preventive measures such as improved access to education for children. In Côte d’Ivoire, CARE and Cargill have trained parents and children on the harmful effects of child labor and created community development committees – governing bodies which aim to help communities develop solutions to challenges, including child labor. In Ghana, programs have focused on the development of school-related infrastructure, rehabilitation, and child labor sensitization.
- **Building production capacity and diversifying income:** Through the Cargill Cocoa Promise, Cargill is working with 132,000 smallholder cocoa farmers to support their business development in Côte d’Ivoire and Ghana. Between 2008 and 2013, CARE’s agricultural training package, combined with greater access to extension services and strong market linkage, led to a 29 percent increase in average farmer income among project-supported farmers in Ghana.
- **Women’s empowerment:** In Ghana, CARE and Cargill’s support has created profound change for women. Women supported in CARE-Cargill programs between 2016 and 2019 indicated a 30 percent increase in participation in household financial decision-making, an 18 percent increase in women holding formal leadership positions, and a 19 percent increase in opportunities to engage in formal decision-making spaces and to serve as leaders within the community.
- **Improving access to finance:** Access to savings, loans, and other sources of credit is a core component to fostering prosperous and resilient communities. To date, CARE and Cargill have established 376 Village Savings Loan Associations (VSLAs) comprising 9,034 members (6,853 women) in Ghana and Côte d’Ivoire. Those VSLA members have saved \$301,186 while distributing \$189,014 in loans.
- **Ensuring food security and nutrition for families:** Over the last decade, CARE and Cargill worked with communities to promote healthy nutrition practices through training and demonstration, while ensuring food security through strengthening farmer livelihoods. In Côte d’Ivoire between 2015 and 2018, the percentage of food shocks (loss of harvest) in the CARE-Cargill intervention area were 16 percent lower thanks to interventions, with some municipalities seeing a decrease

of up to 65 percent in the frequency of food shocks. Households were also 33 percent more likely to eat fruits and vegetables three or more times per day than households outside of the intervention area. Between 2013-2016, programming in Ghana also contributed to a 12.5 percent reduction in household food insecurity. More than a third of farmers attributed changes in access to food to increased variety of local food, in addition to good farm health, increased revenue, training and education from CARE and Cargill and increased access to food on their own farms.

“Cargill has been working in Côte d’Ivoire and Ghana for decades. In 2012, we launched the [Cargill Cocoa Promise](#) – our commitment to enable farmers and their communities to achieve better incomes and living standards. Longstanding partnerships like the one with CARE are crucial in achieving our commitments. They allow for sharing of data and learnings, help us to accelerate our impact and measure our progress”, said Harold Poelma, President of Cargill Cocoa & Chocolate.

CARE and Cargill have continued to evolve their approach over the past decade. The initial joint interventions focused on combating child labor, improving access to education, and economically empowering women. After this, CARE and Cargill also set out to improve access to agricultural inputs and access to financial services. Building on learnings, later programs also emphasized income diversification, improved nutrition and climate resilience. CARE and Cargill, along with its other partners and global customers, have enabled continued learning to ensure positive impact.

“Our current programs place women at the heart of our interventions because we know that with the right resources, women have the power to transform entire cocoa growing communities. Through an integrated approach to food and nutrition security, CARE’s work with Cargill focuses on providing women access to water, land, seeds, finance, and markets. Additionally, these programs provide nutrition and social protection in times of crisis, which is especially important in light of the effects of the current COVID-19 pandemic on cocoa growing communities,” said Michelle Nunn, President and CEO at CARE.

West Africa is the largest producer of cocoa; Côte d’Ivoire and Ghana provide nearly 60 percent of the world’s cocoa. However, while cocoa smallholder farmers make up the backbone of both the Ivorian and Ghanaian economies and contribute significantly to the global cocoa supply, many still live in poverty. Farmers face critical challenges such as limited economic opportunity; sub-optimal agricultural production; lack of access to finances and services; persistent inequality; malnutrition; climate change; lack of access to education; risk of child labor; and insufficient water and sanitation practices.

CARE has partnered with Cargill to invest in the communities they operate for more than sixty years. Since its inception, the partnership has reached more than 2.7 million people through 25 projects in 11 countries, including Brazil, Costa Rica, Côte d’Ivoire, Egypt, Ghana, Guatemala, Honduras, Mali, Nicaragua, India, and Indonesia.

CARE: Kalei Talwar, Press Officer, Kalei.Talwar@care.org, +1 808-381-690

Cargill: Kelly Sheehan, Global Media Relations Director, Kelly_Sheehan@cargill.com, +1 952-742-4204

About Cargill

Cargill’s 155,000 employees across 70 countries work relentlessly to achieve our purpose of nourishing the world in a safe, responsible and sustainable way. Every day, we connect farmers with markets, customers with ingredients, and people and animals with the food they need to thrive. We combine 155 years of experience with new technologies and insights to serve as a trusted partner for food,

agriculture, financial and industrial customers in more than 125 countries. Side-by-side, we are building a stronger, sustainable future for agriculture.

About CARE

Founded in 1945, CARE is a leading humanitarian organization fighting global poverty. CARE places special focus on working alongside poor girls and women because, equipped with the proper resources, they have the power to lift whole families and entire communities out of poverty. In 2020, CARE worked in over 100 countries, reaching more than 90 million people through 1,300 projects. To learn more, visit www.care.org.

CARE International in Ghana has been operating in Ghana since 1994 and currently works with more than 40 partner organizations to implement interventions that promote integrated program approaches to the fight against extreme poverty and social injustice, seeking to sustainably transform the lives of poor and vulnerable women and youth in Ghana. CARE helps people cope with crises through disaster risk reduction, emergency relief, preparedness, and post-crisis recovery. In 2019, CARE Ghana reached 840,897 people to support their food and nutrition security, resilience to climate change and promote their access to and control of economic resources.

In 2000, CARE began operating Côte d'Ivoire as part of a regional AIDS initiative. Following the socio-political crisis of 2002, CARE Côte d'Ivoire was a major player in humanitarian response, ensuring social cohesion, health, education, literacy, and especially the governance and empowerment of women and girls. CARE is currently working with over twenty partners to help vulnerable women and girls living in rural and peri-urban areas overcome poverty, contributing to sustainable economic development through more gender equitable approaches. CARE works with beneficiaries, civil society organizations, humanitarian associations and networks, government, community associations and the increasingly socially engaged private sector. Since 2015, CARE Côte d'Ivoire reached more than 1,230,000 people through its initiatives.



Full report:

[Decade-of-Impact-West-Africa-Report.pdf](#)

Annexe 2-4

Rapport de Care International et Cargill présenté par Bar Talks

Sources :

<https://bartalks.net/fr/care-and-cargill-livrent-report-on-their-progress-in-cacao-community/>

*Note des auteurs du rapport principal : nous nous autorisons à reproduire ici une version française de l'annonce du rapport Cargill/Care par le site Bartalks, qui émet quelques réserves quant à l'ambiguïté entre résultats et communications, réserves partagées par les auteurs du rapport à ENABEL (Comme pour d'autres annexes, nous nous autorisons à surligner en **jaune** quelques mots ou phrases importants.*

CARE ET CARGILL PRÉSENTENT UN RAPPORT SUR LEUR PROGRÈS DANS LES COMMUNAUTÉS DE CACAO

par **monica chan**



<https://bartalks.net/fr/care-and-cargill-livrent-report-on-their-progress-in-cacao-community/>

SE SOUCIER et **Cargill** a publié un **rapport** intitulé «**Une décennie d'impact dans les communautés cacaoyères: plus de dix ans du partenariat CARE-Cargill**» de transformer des vies dans les communautés cacaoyères, **mais il a trop l'air d'une brochure généraliste que l'analyse factuelle.**

CARE, est une organisation humanitaire de premier plan et leur partenariat avec Cargill's remonte à plus de 50 ans et s'est concentré sur les approches à long terme de certains des problèmes les plus urgents au monde, tels que la faible productivité agricole, le mauvais état nutritionnel, le manque d'accès à marchés formels et opportunités économiques limitées.

Cela semble beaucoup, et après avoir vu le directeur du programme international de CARE parler en 2014 de leurs plans et ambitions pour ce qu'ils voulaient réaliser d'ici 2020, la portée du changement qu'ils voulaient introduire est assez énorme.

Mais c'est l'un des problèmes - je ne sais pas où se trouve sur cette liste de priorités, aborder les problèmes des producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest, **et la quantité d'informations quantitatives dans le rapport est camouflée par de nombreuses informations vagues ou qualitatives.** Le résultat est que le rapport nécessite une lecture attentive pour éclairer une opinion, mais même dans ce cas, vous n'êtes pas certain de toute conclusion.

Il y a beaucoup d'espace de pages consacré aux succès du partenariat et à ce qu'ils ont appris pour soutenir la durabilité du cacao et bâtir une vie meilleure pour les producteurs de cacao et leurs familles au Ghana et en Côte d'Ivoire. Il n'y a pas d'espace pour mentionner ce qui n'a pas fonctionné, ou où la stratégie devait changer.

C'est dommage car le projet est en cours depuis plus d'une décennie, être transparent sur les échecs et les changements de stratégie renforcerait la confiance et aiderait l'industrie à comprendre la complexité des problèmes.

CARE et Cargill travaillent ensemble au Ghana depuis 2008 et en Côte d'Ivoire depuis 2010 pour lutter contre les nombreux défis auxquels le secteur du cacao est confronté.

Ci-dessous, nous énumérons quelques-uns des points saillants du rapport tels qu'ils l'ont rédigé eux-mêmes.

Le rapport explique qu'ils ont fait une différence positive pour les communautés cacaoyères ivoiriennes et ghanéennes:

- **Communautés bien gouvernées:** CARE et Cargill aident les communautés à développer des plans d'action pour mobiliser des fonds et répondre aux besoins urgents. À ce jour, ils ont soutenu la mise en place de 275 plans d'action communautaires, qui se sont traduits par plus de 160 améliorations des infrastructures communautaires au Ghana et en Côte d'Ivoire, notamment la mise en place de pompes hydrauliques, la construction d'installations scolaires et de latrines.
- **Prévention du travail des enfants:** CARE et Cargill se sont concentrés sur des mesures préventives telles qu'un meilleur accès à l'éducation pour les enfants. En Côte d'Ivoire, CARE et Cargill ont formé les parents et les enfants sur les effets néfastes du travail des enfants et créé des comités de développement communautaire - des organes directeurs qui visent à aider les communautés à trouver des solutions aux défis, y compris le travail des enfants. Au Ghana, les programmes se sont concentrés sur le développement des infrastructures scolaires, la réhabilitation et la sensibilisation au travail des enfants.
- **Renforcement des capacités de production et diversification des revenus:** Par le biais de Cargill Cocoa Promise, Cargill travaille avec 132 000 petits producteurs de cacao pour soutenir le développement de leur entreprise en Côte d'Ivoire et au Ghana. Entre 2008 et 2013, l'ensemble de formation agricole de CARE, combiné à un meilleur accès aux services de vulgarisation et à un lien étroit avec le marché, a conduit à une augmentation de 29% du revenu moyen des agriculteurs parmi les agriculteurs soutenus par le projet au Ghana.
- **Autonomisation des femmes:** Au Ghana, le soutien de CARE et Cargill a créé **un changement profond pour les femmes**. Les femmes soutenues dans les programmes CARE-Cargill entre 2016 et 2019 ont indiqué une augmentation de 30% de la participation à la prise de décision financière des ménages, une augmentation de 18% du nombre de femmes occupant des postes de direction formels et une augmentation de 19% des opportunités de s'engager dans des espaces de prise de décision formels et de servir de leaders au sein de la communauté.
- **Améliorer l'accès au financement:** L'accès à l'épargne, aux prêts et à d'autres sources de crédit est un élément essentiel pour favoriser des communautés prospères et résilientes. À ce jour, **CARE et Cargill ont créé 376 associations villageoises de crédit d'épargne (AVEC) comprenant 9 034 membres (6 853 femmes) au Ghana et en Côte d'Ivoire. Ces membres VSLA ont économisé \$301.186 tout en distribuant \$189.014 en prêts.**
- **Assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des familles:** Au cours de la dernière décennie, CARE et Cargill ont travaillé avec les communautés pour promouvoir des pratiques nutritionnelles saines par le biais de formations et de démonstrations, tout en assurant la sécurité alimentaire en renforçant les moyens de subsistance des agriculteurs. En Côte d'Ivoire entre 2015 et 2018, le pourcentage de chocs alimentaires (perte de récolte) dans la zone d'intervention de CARE-Cargill a diminué de 16% grâce aux interventions, certaines municipalités enregistrant une baisse allant jusqu'à 65% de la fréquence des chocs alimentaires. **Les ménages étaient également 33% plus susceptibles de manger des fruits et légumes trois fois ou plus par jour que les ménages en dehors de la zone d'intervention.** Entre 2013 et 2016, la programmation au Ghana a également contribué à une réduction de 12,5% de l'insécurité alimentaire des ménages. Plus d'un tiers des agriculteurs ont attribué les changements dans l'accès à la nourriture à une plus grande variété d'aliments locaux, en plus de la bonne santé de la ferme, de l'augmentation des revenus, de la formation et de l'éducation de CARE et de Cargill et d'un accès accru à la nourriture dans leurs propres fermes.

Harold Poelma, président de Cargill Cocoa & Chocolate a déclaré:

Cargill travaille en Côte d'Ivoire et au Ghana depuis des décennies. En 2012, nous avons lancé le [Promesse de cacao Cargill](#) - notre engagement à permettre aux agriculteurs et à leurs communautés d'améliorer leurs revenus et leur niveau de vie. Des partenariats de longue date comme celui avec CARE sont essentiels pour réaliser nos engagements.

Ils permettent le partage des données et des apprentissages, nous aident à accélérer notre impact et à mesurer nos progrès.

CARE et Cargill ont continué à faire évoluer leur approche au cours de la dernière décennie. Les premières interventions conjointes se sont concentrées sur la lutte contre le travail des enfants, l'amélioration de l'accès à l'éducation et l'autonomisation économique des femmes.

Après cela, ils se sont également engagés à améliorer l'accès aux intrants agricoles et l'accès aux services financiers. S'appuyant sur les acquis, les programmes ultérieurs ont également mis l'accent sur la diversification des revenus, l'amélioration de la nutrition et la résilience climatique.

Michelle Nunn, présidente et chef de la direction de CARE, a déclaré:

Nos programmes actuels placent les femmes au cœur de nos interventions car nous savons qu'avec les bonnes ressources, les femmes ont le pouvoir de transformer des communautés entières de culture du cacao

Grâce à une approche intégrée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le travail de CARE avec Cargill se concentre sur l'accès des femmes à l'eau, à la terre, aux semences, au financement et aux marchés.

De plus, ces programmes fournissent une nutrition et une protection sociale en temps de crise, ce qui est particulièrement important à la lumière des effets de la pandémie actuelle de COVID-19 sur les communautés productrices de cacao.

Tous les efforts visant à obtenir de meilleurs résultats devraient être reconnus et applaudis, mais l'industrie mérite plus de transparence de la part des grandes entreprises. Pour y parvenir, il devrait y avoir un cadre convenu de paramètres qui restent cohérents d'une année sur l'autre afin que nous puissions marquer les progrès ou la régression par rapport à ces objectifs.

Des rapports comme celui-ci pourraient être tellement plus clairs qu'ils se lisent moins comme une opportunité pour une bonne publicité, et plus comme une analyse précieuse.

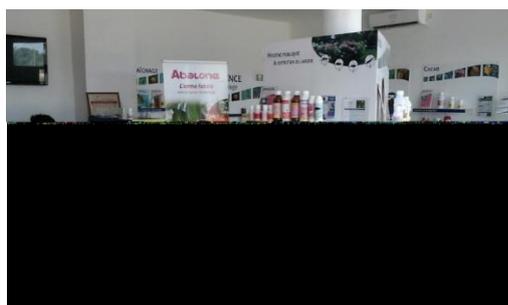
Annexe 2-5. CNFA et projet MOCA en partenariat avec ANADER et CALLIVOIRE

<https://ci.usembassy.gov/fr/tag/cultiver-de-nouvelles-frontieres-dans-agriculture-cnfa/>

US Embassy

Cultiver de Nouvelles Frontières dans Agriculture (CNFA)

[Home](#) / [Nouvelles et événements](#) / [Cultiver de Nouvelles Frontières dans Agriculture \(CNFA\)](#)



CFNA et Callivoire s'associent pour lancer des [Centres de Services Agricoles](#) en Côte d'Ivoire

La collaboration entre CNFA et Callivoire contribuera à améliorer le professionnalisme des producteurs et des détaillants ivoiriens de cacao et à promouvoir l'accès à des intrants et des services de haute qualité WASHINGTON, D.C. – [Cultiver de Nouvelles Frontières dans Agriculture \(CNFA\)](#), une organisation internationale pour le développement agricole, a annoncé que Callivoire, une entreprise de solutions agricoles, et le projet ...

[Lire plus»](#)

Par U.S. Mission Cote d'Ivoire | 19 juillet, 2019 | Catégories: [Actualités](#), [Communiqués de presse](#), [Les États-Unis et Côte d'Ivoire](#) | Tags: [Centres de Services Agricoles \(CSA\)](#), [Cultiver de Nouvelles Frontières dans Agriculture \(CNFA\)](#), [Food for Progress du département américain de l'Agriculture \(USDA\)](#), [projet d'Activité pour **Maximiser les Opportunités dans le Secteur du Cacao \(MOCA\)**](#)

CNFA 2 plateaux [22 41 23 15](#)

Annexe 2-5 (suite)

Côte d'Ivoire : l'organisation internationale CNFA lance le projet MOCA pour soutenir la filière cacao

Par

Adama WADE

-

6 novembre, 2018



Le cacao, poumon de l'économie ivoirienne.

L'organisation internationale CNFA (Cultivating New Frontiers in Agriculture) a conclu **un partenariat avec l'ANADER**, l'agence gouvernement ivoirienne d'appui au secteur agricole, pour la **mise en œuvre en projet MOCA** (activité pour maximiser les opportunités dans le secteur du Cacao), une initiative visant à **améliorer les conditions de travail dans la filière cacao**.

Selon l'accord, les deux organisations collaboreront pour améliorer l'efficacité de la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire et renforcer les capacités de ses acteurs.

Le projet MOCA, financé par le **programme « Food for Progress » du ministère de l'Agriculture des États-Unis et mis en œuvre par CNFA**, vise à « améliorer la qualité et la disponibilité de la production et des intrants, à améliorer la récolte et la manutention après récolte, à faciliter les relations commerciales et à renforcer les capacités des producteurs afin de mieux répondre à la demande du marché international » détaille l'organisation dans son communiqué.

« De nombreuses opportunités dans le secteur du cacao n'attendent qu'à être exploitées, notamment en termes d'amélioration de la qualité, de la transformation, de la commercialisation et de la résistance aux effets du changement climatique » s'est félicité Siriki Cissé, directeur général de **l'ANADER, principal outil d'encadrement du monde paysan en Côte d'Ivoire**.

« L'expertise et l'expérience de l'ANADER dans le secteur du cacao garantiront que les activités de terrain du MOCA soient mises en œuvre de manière efficace et rapide », s'est réjoui pour sa part Marc Steen, chef du projet MOCA.

Le projet qui s'étendra sur **3 ans** sera concentré dans les zones où **l'ANADER** est localement présent, notamment les régions productrices de cacao : **la Nawa, le Haut-Sassandra et l'Indénié-Djuablin**.

Organisation internationale de développement agricole basée à Washington, **CNFA** est spécialisée dans la **conception d'initiatives agricoles durables et axées sur le marché**. Depuis 1985, elle a géré plus de 600 millions de dollars de programmes agricoles dans 44 pays dans le monde, notamment en Afrique.

<https://news.abidjan.net/h/649589.html>

Le projet **MOCA** accorde des prêts et subventions aux producteurs de cacao

Publié le vendredi **14 décembre 2018** | AIP

Daloa– Le directeur du projet Maximizing Oportunities in Cocoa Activity (MOCA), Kingoun Camara Sauveur, a annoncé jeudi, lors du lancement officiel du projet MOCA à Daloa, que 150 000 dollars de prêts agricoles et **une subvention de 1.500000 à 15.000000 fcfa** seront accordés aux producteurs et productrices.

Pour le Haut Sassandra c'est **un portefeuille de 100 millions** qui sera accordé. Des projets mis en œuvre par les **jeunes et les femmes** seront financés. Ce projet permettra aux jeunes de créer de petite unités et aux femmes de surmonter d'agrandir leurs entreprises.

Le projet MOCA, financé par le ministère de l'agriculture des Etats Unis (USDA) à travers le programme Food for Progress est mis en œuvre en Côte d'Ivoire par l'ong américaine **Cultivating New Frontiers in Agriculture (CNFA)**. Il vise à soutenir les efforts du gouvernement pour améliorer l'efficacité de la chaîne de valeur cacao.

Ce lancement a été présidé par la secrétaire de préfecture, Mme Sanoga Karidia.

Ce projet s'exécute dans des régions productrices de cacao, notamment **la Nawa, l'Indénié Djuablin et le Haut Sassandra**.

Le gouvernement ivoirien s'est engagé dans le cadre de la mise en œuvre de son plan national de développement (PND) 2016-2020 à **transformer localement 50% de sa production de cacao**. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, fournit plus d'un tiers de la production mondiale de cacao et contribue à environ 15% du produit intérieur brut (PIB).

Annexe 2-6 CNFA et OIKO Credit

<https://www.oikocredit.fr/k/n8742/news/view/306848/143117/cote-d-ivoire-cfna-s-associe-a-oikocredit-afin-d-ameliorer-durablement-les-revenus-des-producteurs-de-cacao.html>

Côte d'Ivoire : CFNA s'associe à Oikocredit afin d'améliorer durablement les revenus des producteurs de cacao

30 avril | 2019

La collaboration entre CNFA et Oikocredit facilitera l'accès au crédit pour les producteurs ivoiriens de cacao.



Signature du protocole d'accord entre CNFA représentée par Mr Marc Steen, Chef du Projet MOCA, et Oikocredit représentée par Mr Bart van Eyk, Directeur des Investissements.

WASHINGTON, D.C. – [Cultivating New Frontiers in Agriculture](#) (CNFA), organisation internationale de développement agricole a annoncé qu'Oikocredit, un investisseur à impact social, et le projet MOCA (Maximizing Opportunities in Cocoa Activity) mis en œuvre par CNFA, ont signé un protocole d'accord visant à renforcer les capacités des coopératives de cacao en matière de gestion financière, et à augmenter leur potentiel de développement durable.

MOCA, financé par le programme *Food for Progress* du ministère de l'Agriculture des États-Unis, et Oikocredit ont signé le protocole d'accord le 3 avril à **Méaguy**, dans le département de Soubré, à l'ouest de la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de fèves de cacao, représentant environ 40% de la production mondiale annuelle. Cependant, de nombreux agriculteurs vivent en-dessous du seuil de pauvreté, en raison d'un accès difficile au financement combiné à une dépendance totale à la production de cacao pour le revenu de leur ménage.

Le partenariat entre MOCA et Oikocredit offrira de meilleures opportunités aux coopératives sélectionnées par MOCA, pour développer une approche entrepreneuriale de la culture du cacao, en diversifiant leurs sources de revenus et en obtenant des services financiers appropriés.

Oikocredit et MOCA ont précédemment organisé trois ateliers régionaux en février 2019, afin de s'informer auprès des producteurs sur les obstacles à l'accès au crédit pour les coopératives de cacao et d'évaluer leur compréhension de la gestion des risques et des exigences bancaires des producteurs de cacao.

Pour officialiser la collaboration, le chef de projet et le directeur de programme de MOCA, Marc Steen et Camara Sauveur, ont accueilli une délégation d'Oikocredit composée de Bart van Eyk, directeur des investissements ; Laura Pool, directrice des finances et des risques ; Hans Perk, directeur régional pour l'Afrique ; et Solène Prince-Agbojjan, chargée d'investissement pour l'agriculture. L'équipe a pu rencontrer des coopératives sélectionnées par MOCA à Méaguy et discuter des principaux défis du secteur du cacao ivoirien, ainsi que des opportunités pour les résoudre.

La cérémonie de signature du mémorandum d'accord a eu lieu lors de la visite de la délégation.



Mr Marc Steen, Chef du Projet MOCA de CNFA, Mme Solène Prince, Responsable des Investissements Agricoles en Afrique de l'Ouest (Oikocredit) et Mr Bart van Eyk, Directeur des Investissements (Oikocredit)

MOCA offre des services de formation en renforcement des capacités et d'autres modules d'appui aux producteurs, coopératives et exportateurs de cacao en Côte d'Ivoire afin de stimuler la productivité et l'efficacité des parties prenantes, d'améliorer les revenus agricoles et d'augmenter l'offre de fèves de cacao de haute qualité.

Oikocredit soutient les petits exploitants en fournissant un accès aux prêts, aux placements en actions et au renforcement des capacités des coopératives agricoles, des producteurs, des transformateurs et des distributeurs générant un impact économique et social élevé pour les petits exploitants.

À travers cette collaboration, MOCA et Oikocredit entendent :

- Accroître les capacités des coopératives en matière de gestion financière et de bonne gouvernance,
- Soutenir le développement de la planification des investissements et des demandes de prêts en fonds de roulement,
- Développer des stratégies innovantes de finance numérique,
- Amélioration du contrôle financier au niveau des coopératives,
- Améliorer la connaissance et la compréhension des producteurs en matière de gestion des risques,
- Faciliter l'accès au prêt.

" **Le projet MOCA financé par l'USDA** travaille avec les producteurs de cacao et leurs coopératives pour accroître leur professionnalisme", a déclaré Marc Steen, chef du projet MOCA. "Cela comprend l'amélioration de la gestion financière pour réduire les risques financiers et ainsi rendre la coopérative plus attrayante pour les prêteurs, comme Oikocredit."

"Chez Oikocredit, nous pensons que le financement à impact social et le renforcement des capacités sont parmi les outils les plus efficaces pour réduire la pauvreté. Nous sommes impatients de collaborer avec le MOCA afin de renforcer notre soutien aux coopératives de cacao de la Côte d'Ivoire et de poursuivre nos travaux visant à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants ivoiriens", a déclaré Hans Perk, directeur régional Afrique à Oikocredit.

CNFA : Cultivating New Frontiers in Agriculture est une organisation internationale de développement agricole spécialisée dans la conception et la **mise en œuvre d'initiatives agricoles durables, basées sur les entreprises**. Nous travaillons avec des entreprises, des fondations, des gouvernements et des communautés afin de créer des partenariats personnalisés aux niveaux local et mondial qui répondent à la demande croissante de produits alimentaires dans le monde. Depuis notre création en 1985, nous avons conçu et mis en œuvre des initiatives de développement agricole basées sur les entreprises pour faciliter l'accès aux marchés, renforcer la compétitivité des agro-industries, augmenter la productivité et améliorer l'accès aux intrants et au financement dans 45 pays du monde.

- 30/04/2019 Côte d'Ivoire : CFNA s'associe à Oikocredit afin d'améliorer durablement les revenus des producteurs de cacao

COTE DIVOIRE

MAXIMIZING OPPORTUNITIES IN COCOA ACTIVITY

Overview:

CNFA has implemented the United States Department of Agriculture (USDA) Maximizing Opportunities in Cocoa Activity (MOCA) (2017-2020), focused on increasing the productivity and efficiency of actors in the cocoa value chain to expand the trade of cocoa and cocoa products, improve the quality of cocoa, and increase farmer income.

Cote d'Ivoire's cocoa sector represents more than one-third of the world's cocoa supply and the country's number one export, supporting 3.5 million people — including 600,000 smallholder farmers and their families, who have limited capacity to increase the amount of quality beans they can sell. CNFA works with cocoa cooperatives, smallholder farmers, the Government of Cote d'Ivoire, and the private sector to tackle some of these market issues.

Program Approach:

1. Supporting Producer Groups & Cooperatives: MOCA supports farmer cooperatives in areas such as governance, management, human resources, finance, service delivery, external relations with input and service suppliers and buyers, and sustainability;
2. Working with Government & Institutions: The project supports government institutions in expanding research on and propagation of disease-resistant and improved cocoa seeds and seedlings, as well as increasing farmer access to these enhanced inputs through MOCA's grant mechanism and technical assistance facility;
3. Providing Business Development Services (BDS): MOCA delivers BDS support to cocoa processors and businesses in rural and urban areas, and targets entrepreneurs who would like to launch businesses along the value chain in cocoa grinding and processing, value addition, and pooled transportation;
4. Facilitating Agricultural Lending: The project partners with banks and micro-finance institutions (MFIs) to increase producer access to and use of mobile money, insurance, and credit services, as well as to pilot new financial services such as crop insurance and delivery channels for cash and in-kind credit;
5. In-Kind Grants for Equipment and Inputs: MOCA distributes competitive, in-kind matching grants to cooperatives, producers, input supply professionals, and processors throughout the cocoa value chain, which complements research and adoption of improved productivity and post-harvest handling practices;
6. Developing Agro-dealers & Input Suppliers: MOCA trains and establishes a network of "spray-service professionals" (SSPs) who provide affordable, fee-based services facilitated by cooperatives for other producers;
7. Training on Improved Production Techniques: MOCA develops and leads a pilot program to regenerate plantations for cocoa producers (individuals) in the cocoa belt region, prioritizing applications from women and youth;
8. Facilitate Buyer-Seller Relationships: The project improves market access by targeting support to unorganized farmers, associations, and cooperatives that do not currently have formal relationships with exporters and facilitate linkages with reputable cocoa processors and buyers.

Partners: SOCODEVI

Annexes 3 : partenariats se réclamant spécifiquement d'actions sur l'agroforesterie

Annexe 3-1 Impactum

Impactum et projets agroforestiers avec CARGILL et MONDELEZ

I/ Green Project avec les producteurs des coopérative CARGILL

Projets IMPACTUM 15 mars 2019

<https://impactum.africa/index.php/les-realizations-de-l-ong-impactum/projets-de-l-ong-impactum-2/green-project-avec-les-producteurs-des-cooperative-cargill>

(Passages surlignés en jaune par les auteurs du rapport principal)

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, avec une quantité qui s'est élevée en moyenne sur les dix dernières années à 1,4 million de tonnes, représentant un peu plus de 32% des parts du marché. Pour y arriver, plusieurs techniques culturales ont été appliquées en exploitation cacaoyère.

En effet, **le système traditionnel stipulait que pour une productivité optimale, le cacao devrait se faire en plein soleil** d'où l'abattage des arbres dans les plantations. Malheureusement, l'effet escompté ne fut pas atteint car le rendement restait soit stable soit il diminuait ou on assistait à la prolifération de maladies dans les plantations comme le swollen shoot.

Face à ce constat et le risque de perdre sa première place, l'Etat Ivoirien a mis à la disposition de la recherche les moyens afin de trouver des solutions. Ainsi, **la recherche a défini plusieurs systèmes culturaux qui pourraient assurer une production rentable, durable et résiliente aux maladies/ravageurs**. Parmi ces systèmes de cultures figurent entre autres la monoculture du cacaoyer, l'association des bananiers aux cacaoyers, de même que l'association d'arbres fruitiers comestibles et des essences forestières aux cacaoyers (Kouadio et al., 2016).

L'association des arbres aux cacaoyers est une technique innovante, qui relève de l'agroforesterie. Elle est qualifiée de durable et économiquement rentable, par plusieurs auteurs (Nair, 2007 ; Valentini, 2007).

Aussi, l'imprécision de la propriété forestière du code forestier de 1965 a amené les producteurs à détruire systématiquement les arbres sur les plantations. En conséquence, on a constaté que les plantations de cacao avaient une nuance insuffisante ou un manque d'ombre, augmentant la vulnérabilité des plantations aux changements climatiques. **Le code forestier 2014 conférant la propriété de l'arbre aux producteurs présente une opportunité pour l'agroforesterie et le reboisement rural.**

Au cours des années, la majorité des exportateurs dont CARGILL se sont focalisés sur **la certification pour résoudre les problèmes de durabilité qui n'a malheureusement pas répondu aux questions de durabilité**. Il est donc primordial pour CARGILL d'adopter une approche plus globale et **sectorielle** pour des questions liées au changement climatique et à la déforestation. Aussi en lien avec l'Initiative Cacao-Forêt qui vise à concrétiser la contribution de la filière cacao à la préservation des forêts en Côte d'Ivoire et à jouer un rôle prépondérant dans l'économie du pays, CARGILL fait la promotion des systèmes agroforestiers et la promotion des sources de revenus durables pour les producteurs et leurs communautés.

C'est dans cette optique qu'une phase pilote du GREEN PROJECT a été initiée afin d'engager les coopératives de CARGILL non respectueuses des codes de conduite en rapport avec la présence d'arbres dans les cacaoyères à mieux répondre aux problématiques de durabilité et d'adaptation au changement climatique. Les résultats de la première phase du projet sont les suivants :

- **874 acteurs** issus des coopératives, des producteurs et des communautés locales **sensibilisés sur** la préservation de l'environnement, la protection des ressources naturelles, la lutte contre le changement climatique et sur l'importance de l'arbre dans la durabilité de la cacaoculture ;
 - production d'outils d'Information, Education et Communication (IEC) ;
 - **123 pépiniéristes** dont 5 groupements de femmes et de jeunes **formés** aux techniques de mise en place de pépinières et de production de plants d'arbres d'ombrage ;
- **plus de 17 000 plants d'arbres d'ombrage** (à usage multiple) destinés à l'agroforesterie produits ;
 - **plus de 15 000 plants d'arbres d'ombrage** destinés à l'agroforesterie, distribués et introduits dans les cacaoyères des producteurs bénéficiaires.

CARGILL entend consolider les acquis de cette première phase du projet en initiant une seconde phase dans l'optique de renforcer les capacités de ces coopératives afin de les rendre autonomes dans

- (i) la sensibilisation des producteurs sur les problématiques de la préservation de l'environnement, la protection des ressources naturelles, la lutte contre le changement climatique, la déforestation, la propriété de l'arbre, les codes forestier et foncier, l'agroforesterie et
- (ii) l'amélioration de la résilience des plantations cacaoyères et appui à la diversification agricole des producteurs par la réalisation de l'agroforesterie.

II- OBJECTIF

L'objectif principal de la phase d'extension du **GREEN PROJECT** est d'améliorer la résilience au changement climatique ainsi que les conditions de vie des producteurs de CARGILL notamment par la promotion de l'agroforesterie.

Pour la période 2018-2019, le projet se déroulera à **SOUBRE, MEAGUI, SAN PEDRO** et **DUEKOUÉ** avec les coopératives suivantes **SOCEDA, COOP-CA CPSL, COOP-CA COASI, BENKADI, ECAPA GZ COOP-CA, ECASO, SCALO, CABEND**.

IV- RESULTATS ATTENDUS

A la fin de cette phase (2018-2019), les résultats attendus sont les suivants :

- **09 coopératives** impliquées sont outillées pour la sensibilisation des producteurs sur le changement climatique, la préservation des ressources naturelles, l'agroforesterie, les codes forestier et foncier, etc. ;
- Au moins **1 000 producteurs et membres de communautés** sensibilisés sur le changement climatique, la préservation des ressources naturelles, l'agroforesterie, les codes forestier et foncier, etc. ;
- **13 groupements de pépiniéristes (H/F)** ont leurs capacités renforcées sur les techniques de mise en place de pépinières et de production d'arbres d'ombrage ;

- **316 895 plants d'arbres d'ombrage** à usages multiples produits sur **13 sites de pépinières** par les groupements de pépiniéristes installés ;
- **153 coachs** issus des **9 coopératives** sont formées sur la notion d'agroforesterie et le processus de mise en place de systèmes agroforestiers ;
- **6898 producteurs** disposent d'au moins **30 arbres par hectare** pour la réalisation d'agroforesterie ;
- **6898 Hectares d'agroforesterie** au moins sont réalisés pour les producteurs cibles.

V- COMPOSANTES ET ACTIVITES DU PROJET

Composante 1 : Renforcement des capacités des coopératives pour la sensibilisation des producteurs

Résultat 1 : des modules de formation/sensibilisation sont développés pour les coopératives en vue de leur permettre de réaliser elles-mêmes les séances de sensibilisation de leurs producteurs/rices et/ou des communautés

- **Activité 1.1** : Sensibilisation des responsables des coopératives sur l'importance du projet
- **Activité 1.2** : Développement de curricula de formation/sensibilisation
- **Activité 1.3** : Formation des ADG et des 153 coachs sur les techniques de sensibilisation et l'élaboration d'outils IEC

Composante 2 : Amélioration de la résilience des plantations cacaoyères et appui à la diversification agricole

Résultat 2 : les producteurs des coopératives de CARGILL adoptent des pratiques résilientes au changement climatique notamment l'agroforesterie et diversifient leurs sources de revenus

- **Activité 2.1** : Appui au développement de pépinières d'arbres forestiers ou à la production de 316 895 arbres forestiers
- **Activité 2.2** : Renforcement des capacités des coaches sur la notion d'agroforesterie et les systèmes agroforestiers
- **Activité 2.3** : Réalisation de l'agroforesterie

Commentaires des auteurs

Ce programme, conduit avec 9 coopératives du réseau de Cargill, paraît très intéressant. C'est donc un des 2 programmes d'Impactum avec une TNC et un des multiples programmes agroforestiers commandés par une TNC. Comme bien d'autres actions agroforestières et au-delà, il mériterait une évaluation pour en saisir les impacts et toutes les leçons à partager.

Accessoirement, on peut regretter une présentation peu historique.

- la culture en plein soleil n'est pas « traditionnelle ». Elle émerge avec les flux de migration massifs dans les années 1970 et les recommandations puis des structures de recherche (Ruf 2011, Jagoret *et al* 2020).
- les planteurs ont des connaissances anciennes et sont porteurs de leurs propres innovations agroforestières, souvent en avance sur la recherche agronomique (Ruf 2000, Sanial 2018, 2019).

Ces nuances entre présentation politiquement correcte et réalité sociale ne sont pas seulement d'intérêt académiques mais susceptibles de peser sur la conduite des actions et leur efficacité.

II/ Impactum et Mondelez

<https://impactum.africa/index.php/les-realizations-de-l-ong-impactum/projets-de-l-ong-impactum-2/projet-paiement-pour-services-environnementaux-pse-en-cote-d-ivoire-du-programme-cocoalife>

Projet Paiement pour Services Environnementaux (PSE) en Côte d'Ivoire du programme COCOALIFE

Super User Projets IMPACTUM 15 mars 2019 Affichages : 2682

I / OBJECTIF DU PROJET

Le projet qui s'inscrit le cadre du **programme Cocoalife**, vise à **améliorer** la productivité agricole simultanément, la sécurité alimentaire et les conditions de vie des planteurs tout en Assurant la préservation des forêts Restantes et la conservation de la biodiversité dans les bassins d'approvisionnement de **Mondelez** .

En plus de cet objectif principal, le projet atteindra également les objectifs suivants:

- Contribuer à la conservation des derniers blocs forestiers naturels restants et à la restauration des forêts classées et des forêts dégradées;
- Promouvoir l'agroforesterie dans les plantations de cacao afin d'améliorer la résilience des plantations de cacao;
- Planifier et aménager durablement les terres et les territoires;
- Améliorer les conditions de vie des producteurs par la diversification agricole.

II / PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les résultats attendus sont les suivants:

- Réalisation d'au moins **5100 hectares d'agroforesterie** à base de cacao pour **2550 planteurs de cacao** soit environ **2ha / planteurs** avec au moins **30 plantes / hectare**;
- Reboisement d'au moins **600 hectares** de forêts avec des essences à vocation bois-énergie et bois d'œuvre;
- Contribution à la conservation d'au moins **300 hectares de forêts naturelles communautaires** dans au moins **10 villages** .

III / LES COMPOSANTES DU PROJET

Le projet vise 4 éléments suivants:

1. Mise en place du cadre organisationnel pour le programme PSE
Les structures nationales et locales avec du personnel qualifié, formé et mobilisé sont opérationnels pour la mise en œuvre du projet PSE.
2. Information et implication des populations locales
Une masse critique d'acteurs de la zone (au moins **5 coopératives , 25 villages , 5000 planteurs de cacao et 50 000 membres de communautés**) sont exposés et utilisés dans la transition vers une cacaoculture amie de la forêt.
3. Faciliter l'élaboration de plans Locaux d'Utilisations des Terres Durables (PLUTD)
Au moins **5 PLUTD** sont élaborés, de manière participative, et les besoins en plantes forestiers sont anticipés (pépinières)
4. Passer des contrats PSE individuels et collectifs dans les territoires des PLUTD
Les acteurs dans les **5 PLUTD** sont aidés via des contrats individuels et collectifs de PSE combinant reboisement, agro-foresterie, conservation et régénération naturelle

Annexe 3.2 Taking Root

Sources: <https://takingroot.org/fr/>

Taking Root celebrates **10 years of reforestation** with impact

After another record year in 2020, Taking Root is celebrating 10 years of reforestation with impact with smallholder farmers. As of 2020, Taking Root has now planted over 10 million trees and issued over 1.5 million carbon credits, a long way since first registering its CommuniTree project in Nicaragua with [Plan Vivo](#) in 2010. See the video below to get a glimpse into just some of the milestones that Taking Root has accomplished alongside the smallholder farmers we work with.

“It started with an idea of how to reforest land with smallholder farmers”

Taking Root has come a long way since its humble beginnings, but the underlying principles of our model of using science-based methods and putting farmers first have remained unchanged. In the past decade, we’ve created longstanding partnerships, developed cutting edge technological innovations, and expanded our impact to be worldwide. Learn more about Taking Root’s journey [here](#).

[Learn More](#)

Taking Root's 2020 annual report released

Taking Root’s 2020 annual report is now available for [download](#). Despite 2020’s challenges, Taking Root delivered a record-breaking planting year while supporting the staff, farmers, and communities that we work with. Download our report and discover the impact that Taking Root created with smallholder farmers in 2020.

Juan José Pérez Benavides on his farm in Las Canarias, San Juan de Limay.

New collaborative approaches drive natural climate solutions

Last month, [Taking Root announced](#) that its CommuniTree project was included as a solution in the portfolio of carbon removal projects recently launched by Microsoft. This outstanding accomplishment was achieved because of the success of our partnerships with Arbor Day Foundation and Natural Climate Partners. Read more about the collaboration and its significance for reforestation efforts around the world.



For more frequent updates on Taking Root's projects please follow us on [Facebook](#) and [LinkedIn](#).

**Annexe 4 Partenariats à dimensions agronomiques,
environnementales et sociales,
Financés par les agences d'aide bilatérales et multinationales**

Programme global Centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire

Description succincte du projet global (sur 15 pays)

Designation : Programme mondial Centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire

Commettant : Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Inde, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Nigeria, Togo, Tunisie, Zambie

Organisme de tutelle : Diffère selon le pays ; **Ministère de l'Agriculture en Côte d'Ivoire**)

Durée totale : de 2014 à 2023

Situation initiale

Les personnes qui produisent la plus grande part de la nourriture dans le monde n'ont souvent pas assez à manger elles-mêmes. Bien que la faim dans les pays en développement ait diminué de près d'un tiers depuis 2000, un habitant sur neuf de la planète souffre encore de la faim. Plus de la moitié des personnes concernées sont de petits agriculteurs et agricultrices. Leurs maigres récoltes ne suffisent même pas pour nourrir leurs familles et leur assurer une alimentation équilibrée. De plus, une grande partie des denrées alimentaires produites se gâtent avant d'atteindre les consommateurs en raison des problèmes de stockage, de transformation et de commercialisation.

Outre la faible productivité des petites exploitations agricoles, la population mondiale ne cesse de croître et devrait atteindre près de dix milliards de personnes en 2050. La demande de nourriture augmente donc inexorablement. Selon les experts, la production alimentaire mondiale doit augmenter d'au moins 50 pour cent entre 2012 et 2050 afin de nourrir toute la population. Cependant, les surfaces utilisables sont limitées : Il y aura de moins en moins de terres arables et de pâturages disponibles par habitant, et l'eau va se raréfier également.

Comment répondre à ces défis ? La clé du succès est l'innovation agricole. C'est pour y contribuer que le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a fondé 15 Centres d'innovations vertes dans le secteur agroalimentaire, répartis dans 14 pays africains et en Inde. Ils sont au cœur de l'initiative spéciale « UN SEUL MONDE sans faim ».

Objectif

Les revenus des petites exploitations agricoles, la création d'emplois ainsi que l'approvisionnement alimentaire dans les régions rurales cibles sont améliorés grâce à des innovations dans le secteur agroalimentaire.

Approche

Le programme travaille sur place en concertation avec les ministères et coopère avec les autres programmes dédiés à l'initiative spéciale « UN SEULE MONDE sans faim » ainsi qu'avec des programmes bilatéraux de la coopération allemande au développement.

Les Centres d'innovations vertes concentrent leur attention sur la promotion des petites exploitations agricoles afin d'aider celles-ci à augmenter durablement leur production et leurs revenus. En même temps, ils visent à favoriser la création de nouveaux emplois dans la transformation des produits agricoles, afin de garder une plus grande part de la création de valeur au niveau local et en particulier en milieu rural.

Les Centres d'innovations vertes soutiennent la diffusion d'innovations par des prestations de conseils, des formations ainsi que l'accès au crédit. Les innovations peuvent être de nature technique et favoriser par exemple l'utilisation de machines agricoles, de semences améliorées, d'engrais ou de chaînes de froid. Souvent aussi, elles portent sur de nouvelles formes de coopération, telles que la mise en place d'associations de producteurs, d'entreprises spécialisées ou de structures de représentation d'intérêts.

Partout où cela est possible, des coopérations sont entretenues avec des écoles d'agriculture et des centres de recherche – comme le Centre du riz pour l'Afrique ou l'Institut international d'agriculture tropicale. En outre, des recherches d'accompagnement internationales sont menées au sein de l'initiative spéciale par le Centre de recherche sur le développement (Zentrum für Entwicklungsforschung).

Le secteur privé apporte également un soutien : En Tunisie, le Centre d'innovations a lancé une offensive de formation en partenariat avec la grande laiterie tunisienne Délice. En Inde, un projet de modernisation est en cours de réalisation en coopération avec les fabricants allemands de machines agricoles Grimme et Lemken dans la chaîne de valeur de la pomme de terre.

Les Centres d'innovations vertes s'appuient également sur la coopération avec la société civile et les associations. Au Mali, par exemple, une coopération existe avec l'Association allemande d'éducation des adultes en matière d'alphabétisation fonctionnelle. En Ethiopie, la Welthungerhilfe soutient le renforcement des organisations paysannes. Il y a un échange transnational de connaissances entre les femmes rurales de l'Association des agriculteurs de Bavière et des femmes rurales du Kenya.

Résultats

Plus de 4 000 emplois ont été créés. Environ un million de petites exploitations agricoles ont bénéficié de services de formation et de conseil. 130 partenariats d'innovation avec des entreprises, des instituts de recherche et la société civile ont déjà été établis.

Exemples tirés des pays participant au programme :

Au Bénin, le Centre d'innovations vertes assure des services de coaching en entreprise. Plus de 1 500 personnes ont déjà bénéficié d'un accompagnement individuel, notamment en matière de gestion d'entreprise, de comptabilité, d'élaboration de business plans, de développement de visions pour l'avenir et d'établissement de contacts avec des banques. Au total, 850 nouveaux emplois ont ainsi été créés et, dans certains cas, les entreprises ont pu doubler leur chiffre d'affaires.

Le Centre d'innovations du Mali conseille les agriculteurs et agricultrices sur l'application d'innovations dans l'agriculture irriguée. En conséquence, le rendement du riz a augmenté de près de 50 pour cent (passant à 2,8 tonnes/hectare contre 1,9 tonne/hectare dans la culture conventionnelle). Environ 7 500 agriculteurs et agricultrices ont déjà reçu une formation complémentaire sur la méthode du Système d'intensification du riz (SIR), qui permet d'économiser les ressources. Ainsi, l'utilisation de semences peut être réduite de jusqu'à 80 pour cent et la consommation d'eau de jusqu'à 35 pour cent par rapport aux méthodes de culture traditionnelles.

Dans l'École d'entrepreneuriat agricole (Farmer Business School, FBS), le Centre d'innovations vertes en Tunisie renforce les compétences entrepreneuriales de plus de 2 100 petits agriculteurs et agricultrices dans la production laitière. De plus, ils apprennent tout ce qui a trait à l'élevage durable, notamment l'abreuvement automatique, une alimentation équilibrée et plus de liberté de mouvement pour les animaux afin d'assurer à ceux-ci un meilleur développement. Le résultat en vaut la peine : Les rendements ont augmenté d'un quart – en plus de l'amélioration de la qualité du lait.

Contact Bastian Beege bastian.beege@giz.de

Un Centre d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire lancé en Côte d'Ivoire



Sources: <http://www.atooc.ci/2019/02/04/un-centre-dinnovations-vertes-pour-le-secteur-agro-alimentaire-lance-en-cote-divoire/>
par AIP



Mis en ligne le 4 février 2019

Abidjan, 04 fev (AIP) – Dans le cadre de la coopération ivoiro-allemande, un Centre d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire en Côte d'Ivoire (CIV-A) a été lancé lundi à Abidjan, matérialisé par la signature du contrat d'exécution par le ministre de l'Agriculture et du

Développement rural, Mamadou Sangafowa Coulibaly et Dr Michael Dreyer, directeur pays du GIZ. Le Projet CIV-A, d'un coût de **20 millions d'Euros**, soit environ 13 milliards FCFA, est la concrétisation d'un financement qui a fait l'objet d'annonce lors de business meeting sur le Programme national d'investissement de deuxième génération (PNIA 2), en novembre 2017.

« (...) Il va permettre non seulement d'augmenter, mais aussi de diversifier les revenus des producteurs de cacao. Il servira de cadre pour promouvoir les innovations technologiques auprès des petits exploitants agricoles; développer des systèmes de préservation de la forêt; inciter les initiatives jeunes par le renforcement de la formation », a précisé le ministre.

Au total, 100 000 exploitants agricoles verront leurs revenus augmenter, 2 000 nouveaux emplois seront créés et plus de 15 PME agricoles seront directement soutenues par ce projet.

Selon le directeur du CIV-A, Juergen Koch, ce Centre est le 15ème implanté notamment en Afrique et en Inde. D'un coût global de € 227,7 millions, le projet, implémenté d'octobre 2014 à mars 2022, concerne le développement des chaînes des valeurs via des innovations pertinentes.

Commissionné par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, il a pour organisme de tutelle politique, le ministère ivoirien de l'Agriculture et du Développement rural, avec l'appui de plusieurs partenaires dont des collectivités territoriales ivoiriennes, des entreprises privées, la société civile et des organismes internationaux.

Le projet vise l'augmentation des revenus des petits producteurs de cacao, la création d'emplois par les innovations technologiques et la sécurité alimentaire. Le centre d'intervention se situe au niveau du District autonome de Yamoussoukro, également dans les régions du Sud-Est et du Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire.

Cinq composantes thématiques sont visées, à savoir la culture durable de cacao sans déforestation, la diversification des cultures, la transformation locale (primaire et secondaire) et la commercialisation, les innovations dans le secteur du cacao, et enfin le réseautage et le dialogue international.

La cérémonie s'est tenue au Casino du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, notamment en présence de l'ambassadeur allemand, Michael Grau, et de la secrétaire d'Etat parlementaire BMZ chargée de la coopération, PSts'in Maria Flachsbarth.

*Note des auteurs du rapport : selon la direction du projet, le CIV a sélectionné **150 coopératives cacao** pour développer le programme.*

Parmi les actions ayant démarré, et en coopération avec la section Europe de CNFA, 5 coopératives ont reçu une subvention de 50% du coût de mise en place de « CSA » « CENTRE DE Services agricoles » incluant la construction de bâtiment et le fonds d'acquisition des intrants proposés aux planteurs. Ces CSA sont prévus opérationnels en février-mars 2021.

Annexe 4-2 SOCODEVI



Sources : <https://socodevi.org/>



SOCODEVI Côte d'Ivoire

Organisation non gouvernementale à Abidjan

Adresse : Les Deux Plateaux, Vallon, îlot 149, Lot 1556, 1er Étage (au-dessus de Real Kebab, Avenue Boga Doudou, Abidjan)

Téléphone : 89 24 54 39

*SOCODEVI est une organisation canadienne fondée en 1985 dont la mission est d'améliorer les conditions de vie des familles des pays dans lesquels elle intervient en créant et consolidant des organisations coopératives. Présente en Côte d'Ivoire depuis 1986, la SOCODEVI a exécuté plusieurs projets importants dans **les secteurs forestier, agricole, ainsi que de la microfinance pour les femmes**. Elle y jouit d'une excellente réputation auprès des instances publiques et entreprises privées de ces secteurs comme acteur incontournable du renforcement coopératif dans le pays.*

1^{er} projet : Contribution au projet MOCA

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet Maximizing Opportunities in Cocoa Activity (MOCA) a pour objectif de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des acteurs et actrices de la chaîne de valeur cacaoyère en Côte d'Ivoire.

Composantes du projet exécutées par SOCODEVI :

- Renforcement des capacités des entreprises coopératives
- Formations sur les techniques améliorées de production agricole
- Implication des femmes à tous les niveaux de la filière

INFORMATION GÉNÉRALE

Période d'exécution 2017-2021 Secteur Cacao

Financement 1.4 million \$ USD (partie de SOCODEVI)

Partenaire financier United States Department of Agriculture (USDA), Gouvernement des États-Unis d'Amérique

Organismes d'exécution CNFA (Cultivating New Frontiers in Agriculture) et SOCODEVI (Société de coopération pour le développement international)

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du projet sont plus de 20,000 familles membres de **26 coopératives** des zones productrices de cacao d'Abengourou, de Daloa et de Soubré.

2^e projet : PCCI-ÉCOCAO CÔTE D'IVOIRE

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet PCCI-ÉCOCAO a pour objectif l'appui à l'adaptation aux changements climatiques de producteurs et productrices de cacao et d'entreprises coopératives cacaoyères, à travers les activités suivantes :

- Champs-écoles SOCODEVI (CES)
- Assistance technique dans les plantations
- Formation des paysans et paysannes relais (PR) des coopératives
- Analyses de sols pour les bénéficiaires des CES
- Mise en place de pépinières d'arbres d'ombrage gérées par les coopératives, comme stratégie d'adaptation aux changements climatiques
- Programme de renforcement des capacités organisationnelles en gestion, notamment au niveau environnemental. Le projet vise ultimement à améliorer les conditions de vie des familles membres des coopératives appuyées.

INFORMATION GÉNÉRALE

Période d'exécution 2018-2021 Secteur Cacao Financement 1 million \$ CAD Partenaire financier Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), Gouvernement du Québec
Organisme d'exécution SOCODEVI (Société de coopération pour le développement international)

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du projet sont plus de 3,000 familles membres de **4 coopératives** de la zone productrice de cacao d'Abengourou

3^e projet : PROCED

DESCRIPTION DU PROJET

Le PROCED est un projet multi-pays (Côte d'Ivoire, Sénégal, Ghana) qui vise à développer des coopératives modèles inclusives et durables. En Côte d'Ivoire, le projet a pour objectif l'appui au développement des filières de l'anacarde et du cacao à travers le renforcement des capacités des producteurs et productrices, des entreprises coopératives et des partenaires publics et privés, à travers les activités suivantes :

- Champs-écoles SOCODEVI (CES) et assistance technique dans les plantations
- Investissements au niveau des plantations, notamment en termes de diversification agroforestière et pour l'adaptation aux changements climatiques
- Programme de formation en leadership et gestion pour femmes productrices
- Consolidation d'entreprises coopératives agricoles modèles
- Investissements au niveau des coopératives, notamment en termes de transformation agroalimentaire et pour une offre de produits et services innovants répondant aux besoins des femmes et des hommes membres, notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques
- Programme de mentorat intercoopératif pour femmes leaders
- Formation des parties prenantes publiques et privées sur le développement coopératif inclusif qui tient compte des aspects environnementaux et liés aux changements climatiques Le projet vise ultimement à améliorer les conditions de vie des familles membres des coopératives appuyées.

INFORMATION GÉNÉRALE

Période d'exécution 2018-2023 Secteur Anacarde et cacao Financement 7.4 millions \$ CAD Partenaire financier Affaires mondiales Canada (AMC), Gouvernement du Canada
Organisme d'exécution SOCODEVI (Société de coopération pour le développement international)

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du projet sont plus de 1,000 ménages membres de **2 coopératives** de la zone productrice d'anacarde de Korhogo et de la zone productrice de cacao d'Abengourou.

4^e projet : AdaptCoop

DESCRIPTION DU PROJET

AdaptCoop est un projet de recherche appliquée qui vise à accroître durablement la résilience des coopératives cacaoyères et des familles membres face aux impacts des changements climatiques en Côte d'Ivoire, à travers les activités suivantes :

- Réalisation de scénarios climatiques pour la zone cacaoyère de la Côte d'Ivoire
- Interprétation de ces scénarios climatiques vis-à-vis de la chaîne de valeur du cacao
- Analyse des pratiques agroécologiques d'adaptation des agriculteurs, des agricultrices et des coopératives cacaoyères
- Développement d'un outil d'aide à la décision sensible au genre pour les coopératives cacaoyères en faveur de l'adaptation aux changements climatiques
- Appui à l'adoption de pratiques agroécologiques d'adaptation par les agriculteurs, les agricultrices et les coopératives cacaoyères, dans un souci d'égalité des genres
- Partage des résultats de la recherche auprès des parties prenantes

INFORMATION GÉNÉRALE

Période d'exécution 2019-2022 Secteur Cacao Financement 600,000 \$ CAD (partie de SOCODEVI)
Partenaire financier Centre de recherches pour le développement international (CRDI),
Gouvernement du Canada
Organismes d'exécution SOCODEVI (Société de coopération pour le développement international),
Ouranos, West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use (WASCAL),
Centre d'Excellence Africain sur les Changements Climatiques, la Biodiversité et l'Agriculture Durable (CEA-CCBAD),
Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du projet sont les **coopératives cacaoyères** ivoiriennes et leurs membres.

Annexe 4-3 AVSF

Description du projet « compost de coques de cabosses avec Ecookim »

Sources : extrait du rapport d'étude de faisabilité transmis par AVSF

Quelle action est au cœur du projet ?

Le projet proposé par Ecookim est intitulé « Assistance technique des coopératives de base (KAPATCHIVA, CAPEDIG, et ECOJAD) et appui à la valorisation des sous-produits du cacao »

Par ce projet, l'union ECOOKIM veut valoriser les sous-produits du cacao, les coques de cabosses de cacao, en particulier.

Il s'agit de transformer les coques de cabosses de cacao en compost et promouvoir son utilisation auprès de ses coopératives membres en contribuant à lever les freins à son adoption par les producteurs.

Le projet permettra ainsi aux producteurs qui le souhaitent, de disposer de compost à moindre coût, tout en les mettant à l'abri des contraintes de sa production (pénibilité, coût d'opportunité ...) grâce aux services des groupements de jeunes qui se chargeront de produire le compost pour les producteurs en fonction de leurs besoins, moyennant la rémunération de leurs services par les producteurs.

Ces jeunes formés et équipés, vont produire le compost pour les producteurs dans leurs vergers respectifs à partir des tas de coques de cabosses disponibles ajoutés à d'autres intrants (les ordures ménagères organiques ...) pour obtenir du compost de bonne qualité. Les services des jeunes seront rémunérés par les producteurs sur la base des contrats de leur prestation de services qu'ils auront convenu et signés.

Les trois coopératives seront aussi équipées en matériels de contrôle qualité pour limiter les pertes engendrées par les réfections dues à la mauvaise qualité des produits qu'elles livrent à l'union.

L'action démarrera avec 120 producteurs soit 40 pour chacune des trois coopératives tests et impliquera les groupes de jeunes prestataires de services des localités concernées.

Géographie et contexte de mise en œuvre du projet

L'activité de production va être réalisée dans trois coopératives

Bénéficiaires : 120 producteurs membres de trois coopératives de l'union en raison de 40 producteurs par coopérative

Problèmes à résoudre et les besoins à satisfaire

Alors que la fertilité de leurs sols est en constance baisse, les membres ont difficilement accès aux engrais devenus quasiment inaccessible du fait de leurs coûts d'acquisition élevés. En effet, les formules de fertilisation proposées par les firmes d'engrais chimiques recommandent d'utiliser pour la fertilisation d'un ha de cacao, trois sacs de NPK023 (19 000 *3= 57 000FCFA) et deux sacs de Nitrorbor (12 000 *2 = 24 000 FCFA) soit 81 000 FCFA/ ha. Un cout très élevé et en constante progression (le sac d'NPK est passé de 11 500 en 2008 à 19 000 FCFA en 2016).

Face à la baisse des rendements de leurs vergers à cause notamment de la perte de la fertilité des sols dans un contexte de changement climatique marqué par la rareté des pluies et de longues saisons sèches le compost apparait comme le fertilisant le plus adapté en raison de son cout relativement faible et de ses avantages écologiques.

Le compost sera essentiellement produit à partir des coques de cabosses de cacao, une matière première très abondante et sous utilisée.

Annexe 4-4 AFDI Projet VITAL

Sources :

Afdi - Agriculteurs français et développement international (afdi-opa.org)

VITAL valorisation des initiatives pour une transition agroécologique locale en Côte d'Ivoire

<https://www.afdi-opa.org/vital-une-valorisation-des-initiatives-pour-une-transition-agroecologique-locale-en-cote-divoire/>

Afdi est une association de solidarité internationale qui soutient les agricultures familiales, accompagne des organisations paysannes des pays en développement et sensibilise le monde agricole français au développement international. Fondée sur l'identité commune du métier de paysan, la réciprocité et la connaissance entre partenaires, l'action d'Afdi repose en priorité sur les échanges paysans.

Financement CEDEAO / AFD Budget 374 932 €

Durée du projet 3 ans Date de début juillet 2019

Localisation Côte d'Ivoire - régions du Bas Sassandra (San pédro) et La Marahoué (bouaflé)

Contact Afdi : Flore Ferraro - flore.ferraro@afdi-opa.org

VITAL : valorisation des initiatives pour une transition agroécologique locale en Côte d'Ivoire

Publié le 11 décembre 2019



Soutenir l'agroécologie en Côte d'Ivoire

Initié en juillet 2019 pour une durée de trois ans dans les régions du Bas Sassandra (San Pédro) et du Marahoué (Bouaflé), VITAL est un projet de soutien à la transition agroécologique engagée par les organisations paysannes dans les filières cacao et maïs. Il vise à assurer la durabilité économique et environnementale de ces OP.

VITAL soutient à la fois une gestion durable des ressources naturelles, une meilleure participation des OP partenaires dans la gouvernance de ces ressources, et la valorisation des produits agroécologiques des exploitations familiales sur les marchés.

L'action des partenaires

Pour mener à bien le projet VITAL, Afdi travaille en collaboration avec trois partenaires :

– L'**Union inter-régionale des sociétés coopératives (UIREC)**, un groupement de coopératives de la filière cacao qui accompagne ses membres sur la gestion économique et l'amélioration des techniques agricoles.

- La **Société coopérative zone savane de Bouaflé (SCZSB)** qui, au sein de la filière maïs, sensibilise à l'agroécologie et à la résilience face au changement climatique.
- L'**École supérieure d'Agronomie (ESA) de l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny (INP-HB)**, institut d'enseignement supérieur impliqué dans une démarche de recherche sur la fertilisation des sols et l'association de cultures.

Quels objectifs ?

Dans le cadre de VITAL, trois objectifs majeurs sont fixés : **la mise en œuvre d'expérimentations agroécologiques paysannes en lien avec la recherche**, le lancement de démarches qualité pour la valorisation des produits agroécologiques et le renforcement interne des coopératives pour une meilleure participation aux espaces de concertation des filières.

Annexe 4-5 INADES

Contact : <http://www.inadesformation.net/contact/>

Sources : entretiens au bureau INADES ²

Pour mémoire, INADES a été créé en **1975** par les pères jésuites. C'est un réseau panafricain sur 10 pays, se consacrant à de multiples objectifs, amélioration des systèmes de production, structuration des OPA, accompagnement des OPA dans la commercialisation et la transformation de leurs produits, outils d'épargne et de crédit, « Diligence rationnelle » et dernièrement résilience au changement climatique.

Plus spécifiquement sur le **cacao**, Inades a conduit plusieurs actions

En **2006/07**, sur financement ONUDI, une action de formation à la qualité du cacao dans plusieurs coopératives, au moment où les TNC s'inquiétaient du développement des ochratoxines sur les fèves de cacao.³ L'INADES a alors développé des outils comme des boîtes à image et guide.

Depuis 2008, INADES accompagne la SCEB dans sa démarche d'homologation des cacao biologique, aidant au géo-référencement des parcelles, à la mise en place du contrôle interne, à la formation des planteurs sur les enjeux du cacao bio et du respect du cahier des charges, sans oublier un appui sur la gouvernance, au système comptable, à la tenue des AG. Dans ce cadre de la SCEB, INADES s'est concerté avec Nitidae et AVSF sur les actions menées.

Plus récemment, INADES s'intéresse à la diversification du produit cacao, expérimentant avec quelques femmes la fabrication de masse de cacao (avec l'objectif d'aller ensuite au beurre et à la poudre).

Inades fait également la promotion de l'auto-consommation de chocolat

Depuis 2018, en partenariat avec Oxfam, INADES fournit un appui à une coopérative d'Agboville dans plusieurs domaines, sensibilisation des planteurs à payer leurs droits de membres, introduction d'un logiciel comptable en vue d'améliorer la traçabilité des fèves de chaque planteur, formation des cadres de la direction, et accompagnement à la certification cacao bio.

Depuis 2019/20, en partenariat avec Inkota, une ONG allemande, (Annexe 2-9), INADES s'engage dans le renforcement des capacités de coopératives à participer au dialogue avec les autres acteurs de la filière cacao et les politiques publiques. Le premier résultat est la création d'une plateforme de la société civile, regroupant 20 organisations. Cette plateforme engagera notamment le dialogue avec l'Union Européenne. Les discussions avec les planteurs commenceront en 2021.

² Ce résumé d'entretien n'engage aucunement INADES et toute erreur éventuelle incomberait aux auteurs du rapport

³ Un problème qui a finalement été identifié comme venant plus de récoltes tardives et d'effet de l'harmattan que de pratiques liées à la fermentation et au séchage (Ruf 2008). Par ailleurs, comme souvent dans l'histoire du cacao et du chocolat l'industrie a trouvé les moyens de régler le problème par un traitement au niveau de l'usine. Les TNC n'ont alors quasiment plus communiqué sur le problème des ochratoxines.

Annexe 4-6 Inkota

Sources

<https://www.inkota.de/projekte/elfenbeinkueste/>

INKOTA-Netzwerk e.V.

Association caritative à Berlin, Allemagne

Adresse : Chrysanthemenstraße 1-3, 10407 Berlin, Allemagne

Téléphone : [+49 30 42082020](tel:+493042082020)

Création : 1971

Engagement pour un monde plus juste

Objectifs de notre projet, travailler à l'étranger

Pour parvenir à un monde plus juste, des changements sont nécessaires dans le nord et le sud. Avec notre travail de projet international, nous soutenons les organisations et les mouvements qui travaillent pour plus de justice dans leurs pays. Nous attachons une importance particulière à la coopération à long terme avec des organisations partenaires de base: nous travaillons généralement avec des organisations sélectionnées pendant de nombreuses années. Cette continuité permet un échange intensif avec nos organisations partenaires. Nous ne présentons aucune proposition de projet développée dans le nord, mais reprenons les idées de projets de nos organisations partenaires et des personnes des communautés de projet. Ensemble avec eux, nous travaillons pour un monde plus juste!

Notre travail de projet se concentre sur:

- Développement rural local et auto-organisation
- Droits humains
- Alphabétisation et formation de rattrapage
- Promotion des femmes et du travail sur l'égalité des sexes
- Contrôle de l'environnement et des catastrophes, adaptation aux conséquences du changement climatique

Projet En Côte d'Ivoire

Ensemble pour un revenu vital

INADES-Formation défend les intérêts des familles de cacaoculteurs

Photo: réseau INKOTA



Environ 40 pour cent du cacao produit dans le monde provient de la Côte d'Ivoire. Mais malgré la part de marché élevée et la grande importance pour l'économie ivoirienne, de nombreuses familles de producteurs de cacao vivent dans la pauvreté.

Plus de 800 000 personnes travaillent comme cacaoculteurs en Côte d'Ivoire, c'est-à-dire qu'environ 20 pour cent de la population vit de la culture du cacao. Mais cela peut difficilement être réalisé en plantant et en récoltant du cacao: une famille moyenne de sept personnes a un revenu de seulement 196 dollars par mois. Pour un salaire décent, le revenu des agriculteurs devrait être trois fois plus



La filière cacao en Côte d'Ivoire est contrôlée par l'État depuis 2012. En plus de la commercialisation, l'autorité étatique Conseil Café Cacao (CCC) fixe également les prix que les agriculteurs reçoivent pour leur cacao. Dans de nombreuses plateformes de dialogue, le gouvernement et les autorités de commercialisation échangent des idées avec les grandes entreprises de cacao et de chocolat afin de négocier les conditions-cadres de la filière cacao. Les représentants des producteurs de cacao et de la société civile locale sont rarement inclus dans les discussions. Leurs intérêts sont à peine entendus. Et ce n'est pas tout: ceux qui veulent participer activement aux discussions ont besoin d'informations. Mais les organisations de producteurs de cacao et les représentants de la société civile en manquent souvent. Les développements politiques actuels dans la chaîne d'approvisionnement du cacao et le contexte des prix sont difficiles pour eux à pénétrer. C'est l'une des raisons pour lesquelles ils n'ont pas été en mesure de négocier de meilleurs prix et primes pour leur cacao jusqu'à présent. Ils n'ont tout simplement pas les moyens d'assister à des conférences importantes. Le réseautage avec des organisations d'autres pays en croissance et des pays dans lesquels le chocolat est consommé fait également défaut. **Mais c'est exactement cela - l'accès à l'information et aux décideurs politiques - est la clé du changement.**

C'est pourquoi INKOTA soutient l'organisation **INADES-Formation** depuis 2019. Ensemble, nous aidons les organisations de la société civile et les producteurs de cacao en Côte d'Ivoire à:

- de créer un groupe de travail de la société civile sur le cacao dans lequel des positions et des stratégies communes sont élaborées,
- réseauter avec des organisations dans d'autres pays,
- améliorer leur connaissance des principales questions politiques dans le secteur mondial du cacao,
- renforcer leurs capacités de négociation par la formation,
- représenter leurs intérêts vis-à-vis du gouvernement et des entreprises de cacao et de chocolat,
- ainsi que de faire valoir leurs préoccupations au niveau mondial.

En tant que réseau d'associations panafricaines, l'organisation partenaire INKOTA INADES-Formation milite pour un développement juste et durable en Afrique depuis 1962. En Côte d'Ivoire, INADES-Formation travaille en association avec d'autres organisations de la société civile, notamment pour les populations des zones rurales.

Logo INADES formation



Apprendre des expériences au Ghana

INKOTA a déjà appris à quel point la mise en réseau et la formation des producteurs de cacao sont importantes et efficaces au Ghana - après la Côte d'Ivoire, le deuxième pays producteur de cacao: Ici, avec SEND-Ghana, nous avons contribué à **une plate-forme de la société civile** pour le cacao les agriculteurs construisent la plate-forme de la société civile ghanéenne sur le cacao (GCCP). Elle intervient désormais régulièrement dans les débats politiques sur tous les aspects de la culture du cacao et met à l'ordre du jour des problèmes importants du point de vue des agriculteurs.

INKOTA consulte également les membres du GCCP sur des questions d'actualité afin que nous puissions avoir la voix des producteurs de cacao ici en Allemagne dans le cadre de notre **Make Chocolate Fair!**, sur la **loi** sur la **chaîne d'approvisionnement** ou dans le dialogue avec les entreprises de chocolat allemandes. A l'avenir, nous voulons faire de même avec les organisations en Côte d'Ivoire et les inclure dans la création du prochain **baromètre du cacao**, par exemple. Tirer parti de l'expérience du **Ghana** pour apprendre, INKOTA favorise les échanges entre les deux pays. Des représentants de la plate-forme de la société civile ghanéenne sur le cacao participent également à des ateliers de consultation en Côte d'Ivoire. Une étape importante vers une société civile en réseau mondial dans le secteur du cacao.

<https://www.inkota.de/aktuell/news/vom/19/jan/2021/eine-verpasste-chance/>

Une occasion manquée



La nouvelle norme de certification de Rainforest Alliance n'apporte pas de réponse convaincante au grave problème de pauvreté dans la culture du cacao.

Par Johannes Schorling

Après un long retard, Rainforest Alliance a présenté une nouvelle norme de certification pour le cacao. Mais les demandes de la société civile n'ont pas été satisfaites: la plus grande organisation de certification du monde dans le secteur du cacao continuera à renoncer aux prix minimaux pour gagner sa vie. En revanche, une initiative des gouvernements du Ghana et de Côte d'Ivoire a un impact.

Le chocolat avec des labels de durabilité est devenu un élément indispensable des rayons des supermarchés. Alors que la proportion de cacao certifié en Allemagne était de **3 pour cent en 2011**, elle est maintenant de **72 pour cent**. Le sceau provient principalement de Rainforest Alliance, qui après sa fusion avec UTZ Certified est de loin la plus grande organisation de certification dans le secteur du cacao. En Allemagne, l'organisation certifie désormais 55% du cacao avec la grenouille verte dans son logo. À titre de comparaison: Fairtrade, la plus grande initiative d'étiquetage du commerce équitable, certifie environ dix pour cent du cacao de la confiserie allemande.

La nouvelle norme de certification que Rainforest Alliance a annoncée il y a deux ans après la fusion aurait été une bonne opportunité pour résoudre les problèmes structurels de la culture du cacao. La majorité des producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest vivent toujours bien en dessous du seuil de pauvreté. La quantité croissante de cacao certifié a peu changé à propos de ce problème ces dernières années - une indication que les principaux labels de durabilité n'ont pas encore été à la hauteur de leur nom.

Au moins une refonte a commencé chez Fairtrade: l'initiative du phoque a augmenté son prix minimum pour le cacao de 20 pour cent et pour la première fois a calculé un prix de référence pour un salaire vital. Le réseau VOICE critique le fait qu'il ait été clairement sous-estimé. Et il n'a pas encore été payé aux producteurs. Au moins, cependant, Fairtrade a déclaré, même si elle n'a pas encore présenté un

calendrier clair, qu'elle réduira progressivement l'écart des prix (et coûts) de la vie au cours des prochaines années.

Ce n'est pas le cas de la Rainforest Alliance, auprès de laquelle presque tous les grands fabricants de chocolat achètent des quantités importantes de cacao certifié. Des entreprises comme Nestlé, Mars ou Ferrero ont fait des promesses de durabilité ces dernières années, qu'elles comptent sur Rainforest Alliance pour tenir. À l'automne 2019, INKOTA a donc exigé avec la campagne d'e-mail «Rainforest Alliance, ne soyez pas une grenouille!» Que l'organisme de certification ancre les prix minimum de la vie dans sa nouvelle norme.

Après plusieurs reports, l'heure était enfin arrivée à l'été 2020. Du point de vue de la société civile, cependant, la conclusion est modeste: Rainforest Alliance continuera à renoncer aux prix minimaux garantis, sans parler de gagner sa vie. De cette manière, il n'offrira pas de filet de sécurité aux agriculteurs en période de bas prix sur le marché mondial. Après tout, à partir de juillet 2022, Rainforest Alliance doit d'abord payer une prime minimale directement aux agriculteurs. Cependant, à 70 dollars EU la tonne de cacao, c'est bien trop bas compte tenu de l'ampleur des défis de la culture du cacao.

A titre de comparaison: Fairtrade garantit une prime de 240 dollars US la tonne. Rainforest Alliance souligne qu'elle souhaite encourager les entreprises à payer des primes plus élevées. Cependant, sur la base de l'expérience des limites des approches volontaires dans le secteur du cacao, il serait plus judicieux de fixer dès le départ une prime minimale plus élevée. À l'avenir, les fabricants de chocolat devront payer une prime d'investissement en plus de la prime en espèces. Le montant de cette prime, qui servira aux coopératives de cacao pour les investissements dans les infrastructures et les méthodes de culture améliorées, ne sera déterminé qu'en 2021.

Malgré ces petites améliorations, le résultat global est décevant. Rainforest Alliance a raté une occasion importante d'améliorer la situation des producteurs de cacao. Dans le même temps, cela sape les efforts des autres certificateurs pour combler l'écart de revenu vital. Parce que tant qu'il y aura des labels de durabilité «meilleur marché», les entreprises ne seront pas disposées à soutenir des prix plus élevés du cacao.

Un signe en est que les ventes de cacao certifié Fairtrade en Côte d'Ivoire ont diminué de onze pour cent depuis que Fairtrade a augmenté le prix minimum. Lorsque Nestlé a décidé de ne plus utiliser de cacao Fairtrade pour ses barres KitKat en Grande-Bretagne à l'avenir, mais de passer à Rainforest Alliance, il y avait un soupçon que la politique de prix des certificateurs aurait pu jouer un rôle.

Dans l'ensemble, l'industrie du chocolat continue de donner une triste image en ce qui concerne la question des prix: les grands fabricants de chocolat se sont désormais engagés à faire du revenu vital l'objectif de toutes les initiatives de durabilité. Mais au-delà des projets pilotes individuels, aucune tentative sérieuse n'a été faite jusqu'ici pour les réaliser. Référencer les entreprises à leur situation concurrentielle ne va pas assez loin. Dans pratiquement aucun autre secteur, il n'y a autant d'initiatives sectorielles que dans l'industrie du cacao et du chocolat qui permettraient une action coordonnée si la volonté était là.

Les pays producteurs de cacao défient le pouvoir de l'industrie

Au lieu de cela, une nouvelle initiative des gouvernements du Ghana et de Côte d'Ivoire a augmenté les prix du cacao. Les deux principaux pays producteurs de cacao produisent ensemble environ 60 pour cent de la récolte mondiale - et ont fait usage de leur position stratégique sur le marché mondial. Depuis la saison de récolte actuelle, les deux pays appliquent une prime de prix de 400 dollars EU la tonne pour leur cacao, ce qu'on appelle le «différentiel de revenu vital». Après une résistance initiale, l'industrie a accepté de payer la prime.

Et l'initiative a un impact: en octobre 2020, le prix du cacao garanti par l'État a été augmenté de 28 pour cent en Côte d'Ivoire et de 21 pour cent au Ghana. Les acteurs de la société civile au Ghana se sont félicités de cette étape importante et ont averti que le nouveau prix doit parvenir intégralement aux producteurs. Il est vrai que l'écart des salaires décents ne sera pas comblé par les augmentations de prix. Néanmoins, avec leur initiative sur la question des prix, les gouvernements ont accompli plus que tous les grands chocolatiers et certificateurs réunis.



Johannes Schorling coordonne la campagne «Make Chocolate Fair!» À INKOTA.

Annexes 5. Parmi les cas particuliers de partenariats à dimensions agronomiques, environnementales et sociales

Annexe 5-1 ANADER



Anader Siege Abidjan

Site Web

Administration à Abidjan

Adresse : Boulevard de la Paix, Abidjan

Téléphone : 20 21 67 00

Note liminaire des auteurs : pour mémoire, l'ANADER est la grande agence nationale de conseil et vulgarisation agricole, ayant vocation à encadrer presque toutes les cultures et notamment le cacao, à la suite de la structure des années &970/80, la SATMACI, spécialisée sur el cacao t le café.

Les 9 programmes cacao listés ci-dessous ne font pas tous références aux coopératives mais en pratique, ils recourent presque tous à des contacts avec les planteurs via les coopératives.

Programmes cacao de l'ANADER

Sources : <http://www.anader.ci/fichiers/programme%20cafe-cacao.pdf>

N°	Intitulé du programme	Justification	Objectif du programme	Aire d'exécution
01	AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DES VERGERS ET DE LA QUALITE DES PRODUITS DANS LE CONTEXTE DE LA MALADIE DU SWOLLEN SHOOT DU CACAOYER (2QC)	Dans le but d'intensifier la lutte contre la maladie du Swollen Shoot et d'améliorer la productivité des vergers et la qualité des produits, un programme intérimaire 2013-2016 a été élaboré à la demande du Conseil du café-cacao, en collaboration avec l'ANADER, le FIRCA et le CNRA. L'ANADER contribue à l'exécution de ce programme entièrement financé par le Conseil du Café Cacao à travers le FIRCA	Améliorer la productivité des vergers de caféier et de cacaoyer par l'application de technologies adaptées à l'environnement agropédoclimatique des zones de production ainsi que par une gestion rationnelle des maladies et ravageurs du cacaoyer	6 Directions Régionales : Centre, Centre-est, Centreouest, Ouest, Sud et Sudouest
02	PROGRAMME NATIONAL D'INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE DU SWOLLEN SHOOT (2QC)	La maladie du Swollen Shoot est en progression rapide dans le verger depuis la réapparition en 2003 de formes virulentes de l'agent pathogène. Pour un contrôle efficace de la maladie, il convient de renforcer les actions d'arrachage/replantation en cours depuis 2012.	Dans un délai de cinq (5) ans (à l'horizon 2022), le programme devra aboutir à la replantation de 100 000 ha de plantations infectées et faire passer le taux de prévalence de la maladie de 9% à 0%.	6 Directions Régionales : Centre, Centre-est, Centreouest, Ouest, Sud et Sudouest
03	APPUI AUX PRODUCTEURS DU PROGRAMME TRANSPARENCE CACAO CEMOI	Dans le cadre de son programme transparence CACAO, CEMOI, entreprise de transformation du cacao, ambitionne de développer un environnement financier, technique et social à même de contribuer à l'émergence d'entrepreneurs/entreprises rurales capables de mettre sur le marché un cacao de qualité, respectueux de l'environnement écologique. Dans cette démarche d'émergence d'entrepreneurs/entreprises, le volet « Appui aux producteurs » du programme entend faciliter : -la	Développer une stratégie de formation de suivi/évaluation des agents relais au sein des coopératives	3 Directions Régionales : Sud ; Sud-ouest, Ouest.

		formation/coaching des producteurs (BPA, gestion/finances, environnement, etc.) ; -la protection de l'environnement écologique		
04	APPUI A LA REVITALISATION DE LA CACAOCULTURE / VISION FOR CHANGE (V4C)	En mars 2010, l'Etat de Côte d'Ivoire et MARS ont signé un Mémorandum d'Entente visant le développement durable du cacao. Les premières actions programmées dans ce mémorandum sont contenues dans le projet « Vision for Change» dont la phase pilote est conduite dans la région du Nawa et dans le département de Guéyo. Les principaux domaines d'action de ce projet portent sur : -le transfert de technologies améliorées de régénération des cacaoyères; -le développement communautaire. transfert de technologies améliorées de revitalisation des cacaoyères; -vulgarisation du greffage en milieu paysan; -développement communautaire; - coordination et suivi-évaluation des activités.	Contribuer au développement durable de l'économie cacaoyère en Côte d'Ivoire	Direction Régionale Sudouest
05	FERME MODELE 2020 DE REGENERATION CACAOYERE AVEC LES COOPERATIVES	Dans le cadre de ses activités relatives au développement des plantations entreprises en application du programme Cargill Cocoa, la société CARGILL WEST AFRICA met en place un projet pilote dénommé FARM 2020 dans certaines coopératives partenaires. Ce projet vise au renforcement des capacités techniques des producteurs de cacao membres de ces coopératives à travers des parcelles de démonstration de régénération cacaoyère en vue de l'amélioration de la productivité de leurs vergers	Former les producteurs membres des coopératives partenaires de CARGILL aux techniques de régénération cacaoyère	. Direction Régionale Sudouest
06	PRODUCTION DE PLANTS DE CACAOYERS POUR LES COOPERATIVES PARTENAIRES DE CARGILL	La société CARGILL WEST AFRICA, société exportatrice de fèves de cacao, entretient des rapports client-fournisseur avec plusieurs coopératives en Côte d'Ivoire. Confrontée à la faible augmentation des rendements du cacao due en partie au vieillissement des vergers, à l'utilisation de matériel végétal non sélectionné et à la méconnaissance de l'itinéraire technique de la cacaoculture par certains coopérateurs, CARGILL a entrepris un projet de production de plants de cacaoyer depuis 2011, en partenariat avec l'ANADER.	Produire des plants de cacaoyers pour les producteurs membres des sociétés coopératives partenaires de CARGILL	4 Directions Régionales : Centre-est, Ouest, Sud et Sud-ouest.
07	PRO PLANTEURS	Dans l'optique de la production durable du cacao, il est nécessaire de prendre en compte l'exploitation dans son ensemble. La culture du cacaoyer est associée à des cultures vivrières généralement pratiquées par les femmes et les jeunes. Les revenus issus de la pratique de ces cultures vivrières contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ménages	. Le projet Pro planteur initié par la GIZ vient contribuer à cet effort de renforcement des capacités des femmes et des jeunes pour une cacaoculture durable en Côte d'Ivoire. Les familles des producteurs de cacao de la zone du projet améliorent leurs conditions de vie	2 Directions Régionales : Sud et Centre-est
08	AUTONOMISATION DES FEMMES PRODUCTRICES DE CACAO	Voir annexe 6.1		
09	FORMATION DES PRODUCTEURS A L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE, A LA VULGARISATION DES BONNES PRATIQUES AGRICOLES ET A LA NUTRITION	Les ressources tirées des petites exploitations agricoles de cacaoyers ne sont pas gérées de manière efficiente par les producteurs. A cela s'ajoute le fait que les activités ne sont pas planifiées. Par ailleurs, il est assez difficile pour les producteurs d'évaluer leurs coûts de production	Des petits producteurs africains ont augmenté durablement leur revenu et leur approvisionnement alimentaire à partir d'une production diversifiée viable	3 Directions Régionales : Centre-est, Centre-ouest, Sud-ouest

Annexe 5-2 IDH Projets d'augmentation des revenus et de diversification en partenariat avec des TNC et coopératives

Sources : <https://www.idhsustainabletrade.com/news/discover-the-7-approved-beyond-chocolate-projects/>

Discover the 7 approved Beyond Chocolate projects

News article 28 May 2020



On December 5th, 2019, **Beyond Chocolate** launched a call for proposals for living income projects in targeted production areas. These projects will test interventions and **business models for sustainable cocoa sourcing in main impact areas linked to the Belgian sector**. After a careful reviewing of the concept notes and full project proposals, the following 7 projects were selected. IDH will work with the below-mentioned lead partners to increase the impact of their project. The results of the projects will be shared within the partnership.

- ***A Living Income for cocoa farmers in Côte d'Ivoire: a chainwide collaboration to move from concept to reality***

Lead partner: **Colruyt group**

Other project partners: Puratos, Rikolto International, Fairtrade Belgium, Ghent University, Agro-Insight, Access Agriculture, **Entreprise Coopérative de Saint Paul**

Summary: This is a pilot project that has as its goal to bring a living income for cocoa growers in Côte d'Ivoire from concept to reality, contributing to securing long-lasting improvements to the living conditions and environment of 102 cocoa growing households, i.e. 1015 people, in **Daregba and Colonel communities, San Pedro**, Côte d'Ivoire. An integrated approach on living income is adopted, including 6 parameters.

- **Sustainable organic and high-quality cocoa production for the cooperative Yeyasso in Ivory Coast**

Lead partner: Galler Chocolatiers S.A.

Other project partners: Yeyasso, Enabel, University of Gent, dep. op tropical plants & crops, Zoto

Summary: This project wants to contribute to closing the gap to a living income for the farmers of the cooperative of Yeyasso in Côte d'Ivoire by contributing to **a sustainable cocoa production, diversifying activities**, including women and **professionalizing the farmer organization**.

- *Changing the norm in the cocoa sector (CNC) Accelerating cocoa farmers towards a living income in Côte d'Ivoire*

Lead partner: Tony's Chocolonely

Other project partners: Delhaize Ahold, **ECAM cooperative**, Socoopacdi cooperative, Ecojad Cooperative, **Kapatchiva Cooperative**

Summary: The Open Chain supply chain in Ivory Coast consists of **4 cooperatives** with a total estimated volume of 25.000 MT and 7.353 farmers. The OC mission allies currently source 5.425MT from these 4 cooperatives. The objective of the project is to support all 4 cooperatives to professionalize and deliver according to the 5 sourcing principle, and to entice other mission allies to join us in supporting **5 Sourcing Principle** ready cooperatives.

- *Beyond Trees, towards better income for cocoa farmers*

Lead partner: Cargill Cocoa & Chocolate, Cargill B.V.

Other project partners: PUR Projet, Empow'Her

Summary: This project will promote the adoption of **cocoa-agroforestry and off-farm reforestation following a community-based approach** as a major strategy for enhancing conservation outcomes while also seeking to improve rural livelihoods of cocoa farmers and their families. The long-term impact objective of this project **is to simultaneously improve the income and living standards of cocoa farmers and their communities and to end further deforestation for production of cocoa.**

- *Cocoa Household Income Diversification Project -Ghana*

Lead partner: Barry Callebaut sourcing AG

Other project partners: Cocoa Horizons Foundation, Callebaut (Barry Callebaut Belgium), Aldi South group, Boris B Farms Limited, Envirofit, Koudjis Ghana Limited, Solidaridad, West Africa Limited, Meridia,

Summary: Project is intended to address the income issues of **2-5 co-operatives** under **Cocoa Horizons project** (2,000-5,000 Farming HH) through rejuvenation, VSLA's and diversification.

- *Living income for sustainable organic farmers*

Lead Partner: Puratos NV

Other project Partners: Fairtrade Belgium, Belvas SA, **Entreprise Coopérative de Saint-Paul (ECSP)**

Summary: This project aims to secure a living income for 1000 Cacao-Trace + Fairtrade farmers by converting them into **a proven model of sustainable organic production.**

- *Landscapes for cocoa livelihoods*

Lead Partner: Mondelez International

Other Project Partners: Olam International / Outspan Ivoire S.A., International Center for Tropical Agriculture (CIAT), Sustainable Food Lab, NewForesight

Summary: Landscapes for Cocoa Livelihoods will develop and validate a framework for managing landscapes that differentiates livelihood strategies for cocoa farmers. The approach recognizes that certain farmers will be better placed to achieve living income through sustainable intensification, while others who generate more ecosystem services through **forest conservation** will benefit from **a stronger livelihood component of payments for ecosystem services.** Both groups will be able to **benefit from income diversification through promotion of agroforestry.**

Related info

Initiative: Beyond Chocolate

.....

Commentaire des auteurs

Là encore, on ne peut que souligner l'extrême ambition des programmes affichés en **mai 2020**. On retrouve notamment le double affichage « améliorer et sécuriser les revenus » et arrêter toute nouvelle déforestation ». Là encore on ne peut que souligner l'écart considérable entre l'affichage et la réalité de **mai 2021**. Au-delà du contexte de prix du cacao tombé à 600-650 F/kg, voire 500 F/kg dans les régions de grainage élevé (petites fèves), nous ne connaissons pas une seule forêt classée qui ne soit pas attaquée. Nous invitons par exemple IDH et tous ses partenaires à venir visiter de toute urgence la forêt de la Bossématié, en train de partir en fumée.

Annexe 5-3 NITIDAE

<https://www.nitidae.org/actions/projet-redd-de-la-me-lutte-contre-la-deforestation-et-la-degradation-des-forets-de-la-me>

Projet REDD+ de la Mé - Lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts de la Mé

Début

décembre 2016

Fin

février 2021

Coût de l'action

2 500 000 €

Rôle dans l'action

Coordination



[Télécharger le PDF](#)

Pays

Côte d'Ivoire

Thématiques

Agriculture Biologique Aménagement du Territoire Bio-énergie Biodiversité Climat Forêt Marché REDD+ Télédétection

Filières

Bois d'œuvre Cacao Café Cola Hévée Huile de palme Manioc Plantain

Partenaires

[Ministère de l'Environnement et du Développement Durable \(MINEDD\)](#) · [AFD - Agence Française de Développement](#) · [Secrétariat Exécutif Permanent REDD+](#) · [Conseil Régional de la Mé](#) · [Alter Eco](#) · [Inprobois](#) · [Tropical Bois](#) · [Tranchivoire](#) · [CURAT](#)

Objectifs principaux

57% des forêts de Côte d'Ivoire ont disparu entre 1990 et 2015 (BNETD, 2016). Il ne reste plus que 3,4 millions Ha de forêt et ce recul est largement imputable à la culture de cacao dont la Côte d'Ivoire



est le premier producteur mondial. Pour faire face à cette situation, l'objectif du Projet REDD+ de la Mé (PRM) est de **réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts de la région de la Mé** tout en améliorant les conditions de vie des populations riverains de ces forêts.

Trois ans après le démarrage du projet, **la création de la Réserve Naturelle de Mabi-Yaya**, fruit du lobbying intensif exercé par Nitidæ et le Conseil Régional de la Mé, est venue parachever le travail du PRM et de ses partenaires.

Objectifs spécifiques

Poser les bases d'une économie verte en participant activement aux processus actuels de décentralisation et de sécurisation des droits fonciers

Préserver, renouveler et valoriser le capital agricole et forestier régional en démontrant qu'il est possible de concilier réduction de la pression sur les ressources naturelles et développement rural, cacao-culture en tête

Mesurer les impacts du projet et appuyer le processus national REDD+, notamment en terme de mobilisation des financements nécessaires au changement d'échelle et au déploiement d'une



approche juridictionnelle

Bénéficiaires

Les forêts de Mabi-Yaya et le climat !

Les 7 villages d'intervention

2250 planteurs sur 5000 ha

30 propriétaires de reboisements en retard d'éclaircie

50 charbonniers

4 ONG et 4 entrepreneurs locaux



Activités

Aménagement du territoire

Cartographie de l'occupation des sols de la région (rapport ci-dessous)

Elaboration participative et mise en œuvre de Plans de Développement Locaux

Sécurisation foncière

Délimitation de 6 territoires villageois

Délivrance de certificats fonciers sur 3500 ha d'espaces boisés pour mieux les protéger et les valoriser

Agriculture zéro déforestation

Accompagnement technique modulé auprès de 2250 ménages : augmentation de la valeur ajoutée à l'hectare, sécurisation et diversification des revenus, appui aux filières durables (certifications bio/équitables), développement de modèles de Paiement pour Services Environnementaux sur cacao bio agroforestier en partenariat avec Alter Eco

Gestion durable des forêts et reboisement

Reboisement de 400 Ha en partenariat avec le secteur privé (Inprobois, Tropical Bois, Tranchivoire, FIP) et avec 4 ONG locales (APFNP, GIREFOR, AYA, GAYA)

Appui-conseil aux premières éclaircies pour 30 propriétaires disposant de reboisements anciens

Energie Domestique Durable

Diagnostic régional du secteur des bio-énergies

Formation à la carbonisation améliorée pour 50 charbonniers

Appui technique et financier à 5 ONG et artisans locaux : biogaz, fumeurs à poisson améliorés, four fixe de carbonisation à haut rendement, biocharbon, etc.

Mesure d'impact et appui au processus REDD+

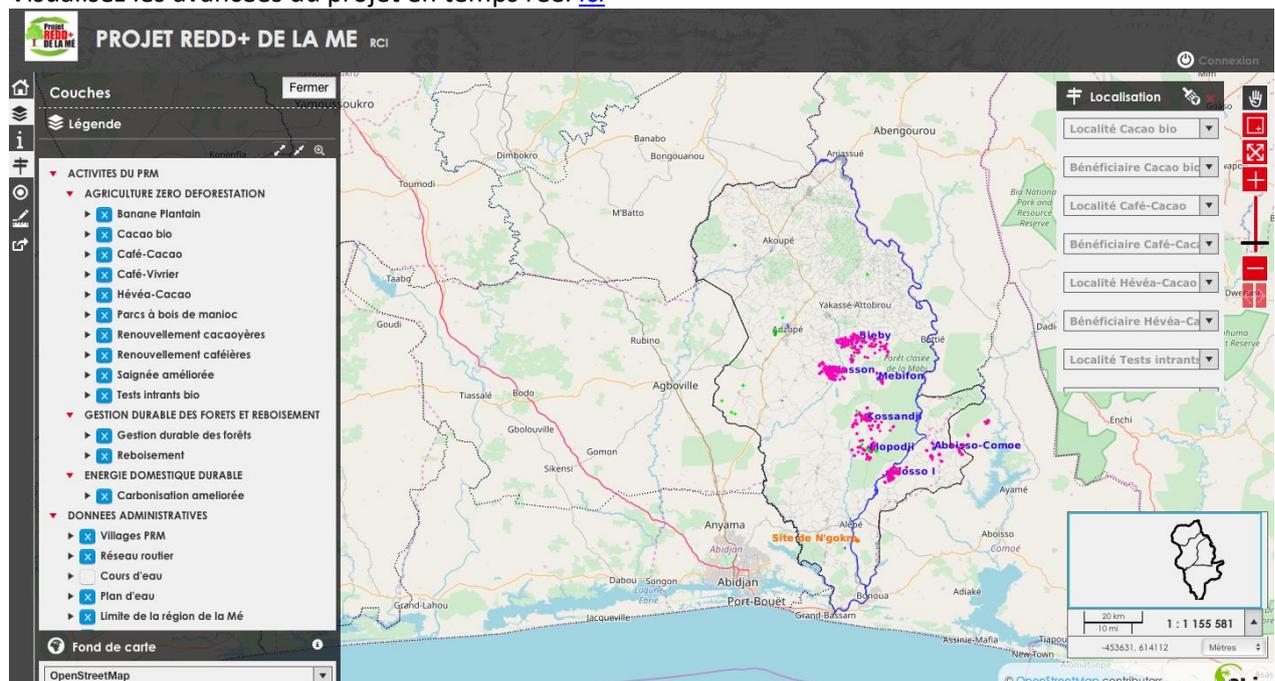
Etablissement d'un Niveau d'Emissions de Référence régional (rapport ci-dessous)

Etablissement d'un Etat de Référence Socio-Economique et Environnemental (rapport ci-dessous)

Doctorat dédié à la détection précoce des défrichements et au suivi dans le temps des changements d'occupation des sols, en partenariat avec le CURAT.

Géoportail du Projet REDD+ de la Mé

Visualisez les avancées du projet en temps réel [ici](#)



L'appli GeoPoppy

GeoPoppy est une application de collecte des données de terrain développée avec des logiciels libres, avec l'appui technique de CartONG et l'appui financier de l'AFD

Annexe 6. Partenariats se réclamant d'actions auprès des femmes

Annexe 6.1 ANADER « Autonomisation des femmes productrices de cacao »

Un des 9 programmes cacao affichés par l'ANADER

N°	Intitulé du programme	Justification	Objectif du programme	Aire d'exécution
08	AUTONOMISATION DES FEMMES PRODUCTRICES DE CACAO	<p>La production de cacao se fait avec la contribution active des femmes. Celles-ci jouent des rôles directs et indirects qui ne sont pas valorisés ou sont simplement ignorés. Les épouses de producteurs de cacao exécutent 12 des 19 étapes clés dans la production de cacao, incluant la mise en place des pépinières, le planting, le ramassage des cabosses, le transport des fèves fermentées, le séchage des fèves de cacao.</p> <p>Dès lors, l'autonomisation des femmes se présente comme une des solutions pour assurer en retour des bénéfices économiques adéquats aux producteurs et à leurs familles et, par ricochet, un marché plus stable de la chaîne de producteur sur le long terme.</p>	Contribuer à l'autonomisation des femmes productrices par l'amélioration de la productivité du cacaoyer dans les zones de production en Côte d'Ivoire.	5 Directions Régionales : Sud, Centre, Centre-est, Centreouest, Sud-ouest

Annexe 6.2 Le modèle AVEC, expliqué par CARE

Sources : www.carefrance.org - Crédit photos : © CARE Contact : Charlyne Liquito, chargée de Communication - 01 53 19 87 61 – liquito@carefrance.org

[Note des auteurs du rapport principal : Ce modèle AVEC, d'épargne et crédit villageois, est appliqué par de multiples institutions, par Care qui en revendique la paternité, mais aussi par Solidaridad, la fondation ICI, mais aussi par ANADER, voire par diverses églises. Ici cette annexe en donne le principe, revendiquant une originalité par rapport aux tontines et autres institutions pratiquées de très longue date par les villageois, et notamment par les planteurs de cacao.

Ces modèles AVEC ne sont pas exclusivement proposés aux femmes. En pratique, quelques hommes y viennent, mais les associations AVEC restent néanmoins surtout une affaire de femmes].

L'ÉPARGNE VILLAGEOISE, UNE SOLUTION POUR LES PLUS PAUVRES?

Sources : www.carefrance.org

Philippe Lévêque, directeur général de CARE France, revient d'une mission au Bénin et a rencontré des bénéficiaires membres d'Associations d'épargne villageoise. L'occasion pour lui de revenir sur le rôle essentiel de la micro finance dans la lutte contre la pauvreté.

« Le monde se remet doucement d'une crise économique et financière causée par l'accès facilité au crédit et le nombre excessif de prêts. Pourquoi les prêts accordés aux plus démunis de ce monde seraient-ils exempts de problèmes ? Les dettes – micro-dettes ou autres – peuvent avoir des répercussions néfastes sur les populations pauvres mais également plus riches de ce monde. Les micro-épargnes peuvent permettre une réponse durable à la pauvreté.

Le microcrédit est reconnu, à juste titre, comme un moyen de réduire la pauvreté dans le monde : il y a de nombreuses raisons de se réjouir des prêts bien plus intéressants que ceux proposés auparavant par les usuriers accordés à des millions de personnes. Beaucoup de femmes et d'hommes défavorisés ont pu démarrer des petites entreprises prospères et sortir de la pauvreté.

Récemment plusieurs études ont montré certains de ces emprunteurs défavorisés qui se retrouvaient englués dans des spirales sans fin, criblés de dettes envers les institutions de microfinance. **C'est pourquoi, depuis 20 ans CARE a développé une stratégie différente et complémentaire pour répondre aux besoins financiers des plus démunis : la promotion d'associations locales et indépendantes d'épargne et de crédit, gérées par les populations les plus pauvres, pour les populations les plus pauvres.**

Depuis 1991, CARE a formé plus de 3 millions de femmes et d'hommes défavorisés sur la manière de gérer l'épargne et le crédit au sein des Associations Villageoise d'épargne et de crédit (connues sous l'acronyme AVEC en français). Ces milliers de groupes sont complètement indépendants des banques commerciales, sur les plans financier et institutionnel. Les emprunts sont uniquement fondés sur les économies des membres du groupe, sans apport d'argent extérieur.

Cela peut sembler étonnant que les personnes en situation d'extrême pauvreté puissent être capables d'épargner, mais le fait est que même les plus démunis économisent pour des événements futurs prévus ou non prévus; la demande en termes d'assurance et de moyens sécurisés pour épargner est

forte. J'ai vu comment ces groupes d'épargne villageoise prospèrent et comment ses membres améliorent leurs conditions de vie et celles de leur famille tout en gardant la tête haute. Je peux vous le certifier, ça marche. » CARE France est une association de solidarité internationale, reconnue d'utilité publique, qui mène des programmes avec et pour les femmes –

Pour comprendre la mécanique de ces associations d'épargne Villageoise et de crédit, en voici les fondamentaux :

Economies

Cette méthode porte sur l'épargne, et non le crédit. Les membres se réunissent une fois par semaine et mettent leur argent dans une caisse commune. L'épargne individuelle mise en commun dans une caisse peut être retirée à tout moment pour un achat ou un investissement mais fonctionne aussi comme une assurance ou une protection pour les moments difficiles. A une date convenue à l'avance, les contributions seront redistribuées (y compris les intérêts) à tous les membres individuels, proportionnellement à leur épargne de départ.

Prêts modiques

Les membres peuvent emprunter de l'argent au fonds du groupe, mais pas plus de trois fois le montant de leur épargne de départ. Cette restriction est souvent convenue pour éviter les emprunts trop élevés par rapport aux capacités individuelles de remboursement, mais également pour encourager l'épargne.

Conditions flexibles

Les conditions de remboursement des taux d'intérêt et des emprunts sont négociées au sein même des groupes. La pression exercée par les pairs contribue à des taux de remboursement frisant les 100 %, tandis que la solidarité au sein du groupe garantit un certain degré de flexibilité vis-à-vis du remboursement, dans le cas où un membre se retrouve en situation de crise.

Taux d'intérêt décidés par les membres

Les membres s'accordent sur les taux d'intérêt idéaux pour permettre la croissance du fonds, au bénéfice de tous les membres au moment de la redistribution des fonds.

Transparence

Toutes les transactions se font devant tous les membres au cours des réunions hebdomadaires empêchant ainsi toute gestion extérieure visant le détournement de fonds dans le dos des autres membres. L'argent dans la caisse est compté au début de chaque réunion, et il est demandé à tous de se souvenir du montant avant que les trois serrures de la caisse ne soient refermées. Trois personnes détiennent une des 3 clés qui ferment la caisse et une 4ème garde la caisse jusqu'à la prochaine réunion. Ces procédures garantissent donc une transparence totale.

Le rôle de CARE

CARE est une association de solidarité internationale. Notre mission est de promouvoir des solutions durables qui aident les plus vulnérables à s'entraider. Les indicateurs de pérennité de ces groupes d'épargnes sont d'ailleurs excellents : environ 95% des groupes formés par CARE continuent à opérer des années après le départ de CARE et continuent de se démultiplier. CARE assure la formation indispensable à la création de ces groupes. Une règle d'or est que les employés de CARE n'aient pas accès à l'argent appartenant aux membres des groupes, une autre est que des personnes des communautés soient formées et rémunérées par les groupes pour en suivre le bon fonctionnement.

Et les résultats ?

Le fait d'être membre d'une association villageoise d'épargne et d'emprunt a un effet positif sur les revenus des familles pauvres, sur le taux de fréquentation de l'école par leurs enfants et sur l'empowerment (indépendance, leadership...) des femmes. L'expérience de CARE a montré que la microfinance gérée par la communauté peut jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté, en réduisant la vulnérabilité aux risques de la vie. De même, les membres de ces associations acquièrent une compréhension des principes de base en gestion, et éducation financière. Familiarisés avec les notions de prêt, de créance et de remboursement, d'intérêt, ils seront mieux équipés pour aborder le micro-crédit le cas échéant.

Témoignage d'Houssi, membre d'un groupe d'épargne villageoise

Houssi est la présidente du groupement d'entrepreneurs de Damè-doxo, une ferme située dans la commune de Savalou, Bénin. Elle est productrice de manioc et de gari soihoui. Grâce au Uprojet de UHrenforcement de l'accès des ménages pauvres aux marchés financiers et de produits (PRORAME),UH mené par CARE, son groupement a pu acheter une machine agricole qui est utilisée pour les besoins des membres mais qui est aussi mise en location. L'acquisition de cet outil a augmenté leur production. En effet, lorsqu'elles n'avaient pas cet équipement, elles râpaient individuellement une à deux bassines par jour. Aujourd'hui un seul membre peut râper jusqu'à 10 bassines par jour et à moindre coût.

« Grâce à cette initiative, nous avons appris comment faire du commerce, développer nos activités et nos revenus, et appris les techniques de stockage pour une meilleure rentabilité. Ces différentes formations nous ont permis d'être plus compétitives sur le marché. Les bénéfices issus de nos activités nous permettent de satisfaire nos besoins et ceux de nos enfants, le reste est épargné. Personnellement la participation à ce projet m'a permis de développer certaines capacités que je n'avais pas. Avant, je ne pouvais pas prendre la parole devant un groupe de 3 à 4 personnes, mais maintenant je peux m'exprimer devant une foule de 1000 personnes sans difficulté. J'ai aussi acquis des aptitudes en comptabilité. C'est formidable. »

Grâce à la nouvelle machine achetée avec l'argent épargné par le groupe, les membres ont gagné en productivité et rentabilité.

Pour en savoir plus sur nos programmes de micro-épargne,
rendez-vous sur www.carefrance.org

Annexe 6.3 L'action du chocolatier ivoirien Axel-Emmanuel Gbaou : soutien à l'activité transformation du cacao

Sources : <https://amaranteconsulting.com/en/la-place-des-femmes-dans-le-secteur-du-cacao-en-cote-divoire/>

La place des femmes dans le secteur du cacao en Côte d'Ivoire

by Manohisoa Boulier, Senior Consultant January 25, 2019



Discussion avec un groupe de femmes employées dans une unité de transformation artisanale de fèves de cacao à Fadiégnan

Le cacao est désormais appelé l'or de la Côte d'Ivoire, laquelle tient la place de prestige de premier producteur mondial de cette matière première convoitée. Pourtant, au niveau local, le pays affronte, avec plus ou moins de réussite, différentes problématiques telles que les maladies des cacaoyers ; la déforestation massive ; le travail des enfants dans les plantations de cacao ou encore l'amélioration des revenus des producteurs et de leurs familles. En novembre 2018, Amarante a eu l'opportunité d'assister un acteur du secteur ivoirien de la finance digitale dans sa stratégie de bancariser davantage les planteurs des chaînes de valeur cacao, anacarde, coton, palmier à huile et hévéa, en leur facilitant l'accès aux services financiers et notamment, aux produits d'épargne. Une des particularités du secteur agricole est, en effet, l'éloignement des premiers maillons de la chaîne de valeur par rapport aux points d'accès financiers, les planteurs et les coopératives étant en zone rurale et souvent enclavée. Par ailleurs, du fait de la saisonnalité de leur activité et des récoltes, les planteurs doivent gérer leurs revenus pour faire face aux dépenses tout au long de l'année



Femmes de planteurs marchant des kilomètres sur les pistes en latérite rouge

La gestion des revenus face aux besoins courants des familles, mais aussi face aux imprévus, nous a conduit à nous pencher sur le cas des femmes : **Quel est le rôle des femmes de planteurs de cacao dans le développement rural et communautaire ? Sont-elles contraintes à n'être que de la main-d'œuvre dans les plantations, à ramasser et vider les cabosses ? Comment contribuent-elles au revenu du foyer ?**

Une rencontre a permis de lever le voile sur ces questions.

Nos consultants étaient à Fadiégnan, un village près d'Abengourou, à l'est de la Côte d'Ivoire. Ils ont visité **une unité de transformation artisanale de fèves de cacao, créée fin 2017, à l'initiative du chocolatier ivoirien Axel-Emmanuel Gbaou** qui a déjà formé plusieurs centaines de femmes en milieu

rural à la transformation du cacao. L'unité de Fadiégnan est gérée en collaboration avec la **coopérative CAMAYE** qui commercialise aussi une partie des produits transformés.

L'unité de production ouvre 4 jours par semaine et emploie environ 100 épouses de planteurs, divisées en 2 groupes : un premier groupe travaillant les lundis et mardis et un deuxième, les mercredis et jeudis. Le vendredi est jour de prière. Les femmes ont effectué une première formation de 4 mois à la fabrication de gâteau au chocolat, et un deuxième volet de formation de 6 mois aux techniques de transformation : le pesage, la torréfaction, le tri et la sélection des bonnes fèves, et enfin le décortiquage.



Une partie de l'installation pour fabriquer artisanalement du beurre de cacao

Une partie des fèves décortiquées est livrée à la coopérative CAMAYE pour être transformées en poudre de cacao, en croustilles ou encore en tablettes de chocolat prêtes pour la consommation. Une autre partie est gardée au sein de l'unité pour la fabrication de beurre de cacao sur place : on plonge dans de l'eau portée à ébullition de la pâte de cacao pilée, que l'on mélange à feu doux ; lorsque le beurre se dégage à la surface, on le prélève pour le solidifier au congélateur.

Ces femmes sont payées à raison de **500 FCFA/kg de fèves triées et décortiquées**, soit environ 0,87 US\$/kg. La production journalière de fèves décortiquées de l'unité est estimée à 140 kg, soit un peu plus d'1 tonne par mois.

Pour l'instant, le gain pour les femmes n'est pas encore significatif. Mais la création de l'unité de transformation leur a fourni un emploi : « Ça nous a donné du travail au village et on peut s'occuper de nos enfants en même temps », dit Odette, une des femmes présentes le jour de notre visite, dès 7h30 du matin. « Cela nous a permis d'aider nos maris et d'améliorer nos revenus en plus des cultures de tomates, de choux... », déclare une autre femme du groupe.



Odette, 2e à partir de la droite, une des employées de l'unité de transformation

En tout cas, bien qu'elles n'aient « pas les moyens », ces femmes veulent « aller de l'avant ». Elles déclarent même pouvoir épargner un peu. Pour améliorer le niveau de vie de leurs familles, elles pensent solliciter un prêt bancaire à hauteur de leur épargne. Et même si la plupart d'entre elles ont

un compte d'argent mobile sur le téléphone, elles trouvent « l'épargne sur mobile money, pas intéressante car (...) n'a pas d'intérêts », contrairement à la banque.

Ces quelques témoignages montrent la volonté des femmes, déterminées à améliorer leur niveau de vie. De plus en plus, elles ont l'ambition d'envoyer leurs enfants à l'école, d'épargner pour assurer leur avenir. De leur côté, les fournisseurs de services financiers ne comptent pas leurs efforts pour une meilleure inclusion financière des planteurs en général, et de leurs femmes en particulier : les sensibiliser à la nécessité d'épargner pendant les campagnes de récolte pour couvrir tous leurs besoins avant les prochaines récoltes.

Axel-Emmanuel et les femmes de ce village montrent la voie qui doit être suivie par la Côte d'Ivoire : assurer de plus en plus la transformation localement pour améliorer les recettes d'exportation et le niveau de vie des villageois. La place des femmes à Fadiégnan est le meilleur exemple de ce que pourrait être la place de leurs sœurs ivoiriennes.

Annexe 6.4 La fondation ICI évolue vers des « AGR pour les femmes

Note liminaire des auteurs du rapport principal : A l'origine, à sa création en 2001, la fondation ICI, avait pour mandat de combattre le travail des enfants (Annexe 4.1). Mais au fil des années, les activités se sont logiquement élargies vers le soutien aux activités et à l'autonomisation économique des femmes, ce qui doit en principe permettre d'envoyer plus d'enfants à l'école. Cette évolution se marque par un nouvel acronyme dans la liste des partenariats cacao : « AGR » pour Activités Génératrices de Revenus et « PG » pour « promoteur de groupes »

.....

Reconnaitre aujourd'hui et chaque jour le travail des femmes dans la production du cacao

Sources : <https://cocoainitiative.org/fr/news-media-post/reconnaitre-aujourd'hui-et-chaque-jour-le-travail-des-femmes-dans-la-production-du-cacao/>

Actualités



Le travail des femmes dans la cacaoculture est méconnu. En cette Journée internationale de la femme, et chaque jour par le biais du travail de la Fondation ICI dans les communautés productrices de cacao, la Fondation ICI reconnaît le rôle important que jouent les femmes dans la production du cacao, la construction de communautés durables et la promotion de la protection des enfants.

Elles s'occupent également de tâches ménagères et de soins qui permettent à d'autres travailleurs d'être productifs. En outre, dans les communautés du Ghana et de Côte d'Ivoire assistées par la Fondation ICI, les femmes assument de plus en plus des rôles de leadership dans les organisations communautaires et paysannes, contribuant ainsi aux décisions concernant la cacaoculture et le développement communautaire.

Malgré ces progrès, les femmes des communautés cacaoyères continuent de se heurter à de multiples obstacles concernant leur participation et leur rémunération dans la cacaoculture. En Côte d'Ivoire, les femmes possèdent 25% des exploitations cacaoyères et forment 68% de la main-d'œuvre cacaoyère, mais ne gagnent que 21% des revenus générés par la cacaoculture

(Marston 2016). La situation est similaire au Ghana, où 25% des cacaoculteurs sont des femmes. Le travail des femmes est le type de travail familial le plus fréquemment utilisé dans les exploitations cacaoyères (Marston 2016; ICI 2016). Dans les deux pays, les femmes ont un accès inégal au crédit, aux services de vulgarisation et aux intrants de production. En outre, l'étude de recherche sur le marché du travail de la Fondation ICI a révélé que les femmes cultivatrices de cacao au Ghana ont du mal à accéder à une main d'oeuvre adulte. Elles utilisent donc le travail des enfants pour compenser cela (ICI 2016).

Écart entre les sexes dans l'éducation

Au-delà de la cacaoculture, les femmes des communautés cacaoyères ont un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes. Dans les communautés assistées par la Fondation ICI en Côte d'Ivoire, seulement 2,2% des communautés ont indiqué que la plupart des femmes avaient atteint le niveau secondaire supérieur, contre 13% pour les hommes. La situation dans les communautés ghanéennes assistées par la Fondation ICI est encore plus désastreuse. Aucune femme n'a atteint ce niveau d'éducation contre 17,2% des communautés déclarant que les hommes l'avaient atteint. Dans les communautés assistées par l'ICI en Côte d'Ivoire et au Ghana, les femmes ont également des taux d'alphabétisation plus faibles que les hommes. Dans 69,6% des communautés assistées par la Fondation ICI en Côte d'Ivoire et 75,9% au Ghana, moins de 30% des femmes savent lire. En comparaison, les hommes ont rapporté des niveaux d'alphabétisation inférieurs à 30% dans seulement 17,4% des communautés aidées par la Fondation ICI en Côte d'Ivoire et 20,7% des communautés au Ghana (ICI 2017).

La Fondation ICI travaille en étroite collaboration avec les membres des communautés cacaoyères du Ghana et de la Côte d'Ivoire pour promouvoir **l'autonomisation des femmes**. La Fondation ICI offre des **cours d'alphabétisation et de marketing** et aide également les femmes à développer leurs **propres activités génératrices de revenus (AGR)**, ce qui les aide à diversifier et à augmenter leurs revenus. Les activités génératrices de revenus vont **de la fabrication de bijoux à la riziculture en passant par la fabrication de savons**. Elles se traduisent par une augmentation des revenus des femmes et une amélioration de la fréquentation scolaire et de la protection des enfants. Les femmes des communautés aidées par ICI au Ghana déclarent également dépenser les revenus tirés de ces activités pour la santé, la scolarisation et la nutrition des enfants (ICI 2018). En outre, **ICI aide à créer des groupes de services communautaires qui fournissent aux femmes une main d'oeuvre adulte abordable et réduisent leur dépendance au travail des enfants, en particulier aux tâches dangereuses**.

Aujourd'hui, la Fondation ICI se penche sur les progrès que nous avons accomplis en renforçant les compétences et les revenus des femmes, ainsi que sur la nécessité de continuer à renforcer la participation, la reconnaissance et la rémunération des femmes dans la cacaoculture. La Fondation ICI s'engage à autonomiser les femmes dans les communautés cacaoyères non seulement aujourd'hui, Journée internationale de la femme, mais chaque jour.

References:

Barrientos, Stephanie. (2013) "Women in cocoa production: where is the gender equity?" *The Guardian*.

CARE International. (2016) *Women's Leadership in Cocoa Life Communities: Emerging Best Practices of Women's Leadership within cocoa farming in Ghana and Côte d'Ivoire*. CARE International, Mondelez International and Cocoa Life.

Marston, Ama. March 2016 *Women's Rights in the Cocoa Sector: Examples of Emerging Good Practice*. Oxfam Discussion Papers.

ICI (2016) M. Vigneri & R. Serra. *Researching the Impact of Increased Cocoa Production on the Child Labour Risk and Labour Market in Ghana and Côte d'Ivoire*.

ICI. (2017) *2016 Reporting – ICI Protective Cocoa Community Framework (PCCF): Older Communities (2015-2016) and Newer Communities (2016)*. PCCF Report Doc #35-17b. Geneva, Switzerland. (Internal)

ICI. (2018) *ICI Women's Empowerment Survey Reporting – Ghana*. (Internal)

Actualités apparentées et médias



Actualités 7 décembre 2020

[Cinq avantages que les groupes de service communautaire peuvent apporter aux communautés agricoles](#)



Actualités 30 octobre 2020

[Cinq façons dont les cellules féminines de renforcement économique peuvent bénéficier aux communautés de cacao](#)



Nouvelles de nos partenaires 15 septembre 2020

[SUCDEN publie sa politique en matière de droits humains](#)



Vidéos 3 septembre 2020

[Des communautés cacaoyères florissantes : La vision de la Fondation ICI pour le changement](#)



Actualités 3 septembre 2020

[La Fondation ICI appelle à une expansion massive des efforts de lutte contre le travail des enfants, afin de prendre en compte tous ceux qui sont dans le besoin](#)



Actualités 3 septembre 2020

[Faire progresser les droits des enfants dans toute la chaîne d'approvisionnement du cacao : La Fondation ICI lance une nouvelle stratégie pour avoir un impact à l'échelle](#)

Annexes 7. Partenariats mettant en évidence la lutte contre le travail des enfants

Annexe 7.1 La fondation ICI

Sources : <https://cocoainitiative.org/fr/a-propos-de-ici/a-propos-de-ici/>

A propos de ICI

La Fondation **International Cocoa Initiative (ICI)** se consacre à la protection de l'enfant dans les communautés cacaoyères. Elle s'emploie à assurer un avenir meilleur aux enfants et à leurs familles.

[À propos de ICI](#) [Notre structure](#) [Nos finances](#) [Nos Valeurs](#)



QUI SOMMES-NOUS

Crée en 2002, la Fondation International Cocoa Initiative (ICI) est une organisation leader en matière de promotion de la protection des enfants dans les communautés productrices de cacao. ICI travaille en collaboration avec l'industrie du cacao, la société civile et les gouvernements nationaux des pays producteurs afin d'assurer un avenir meilleur aux enfants et contribuer à éradiquer le travail des enfants.

Présente en Côte d'Ivoire et au Ghana depuis 2007, la Fondation ICI a soutenu la mise en oeuvre d'actions de protection des enfants dans 742 communautés productrices de cacao et au profit de 800,000 enfants. A ce jour, [plus de 66,000 enfants](#) bénéficient d'un meilleur accès à une éducation de qualité grâce à l'action de ICI.

NOTRE VISION

La vision de la Fondation ICI est celle de communautés productrices de cacao prospères, au sein d'une chaîne d'approvisionnement digne, durable et gérée de manière responsable, où les droits des enfants et les droits humains sont protégés et respectés, et où le travail des enfants et le travail forcé ont été éliminés.

NOTRE MISSION

La Fondation ICI collabore avec ses partenaires pour améliorer la vie d'enfants et d'adultes menacés par le travail des enfants ou le travail forcé dans les communautés productrices de cacao. **La Fondation ICI innove, catalyse et soutient le développement, l'application et la mise à l'échelle de politiques et de pratiques efficaces en faveur des droits des enfants et qui préviennent ou remédient au travail des enfants et au travail forcé.**

La Fondation ICI s'engage à œuvrer à l'avancement de [l'Agenda 2030 de développement durable](#) et soutient en particulier la réalisation de [l'objectif de développement durable 8.7](#).



NOTRE STRATÉGIE

La stratégie 2021-2026 de la Fondation ICI définit une vision pour aider les communautés de cacao à s'épanouir grâce à la promotion des droits des enfants et des travailleurs. La nouvelle approche de la ICI vise à catalyser le développement des systèmes de prévention et de remédiation afin d'atteindre tous les enfants et adultes exposés au risque de travail des enfants ou de travail forcé. Nos objectifs stratégiques visent à contribuer à la création de trois piliers essentiels pour atteindre ce but :

- **Des chaînes d'approvisionnement responsables** fondées sur des systèmes et des services qui, de manière responsable et transparente, préviennent et remédient au travail des enfants et au travail forcé dans toute la chaîne d'approvisionnement du cacao.
- **Un environnement favorable** avec des politiques et des lois locales, nationales et internationales qui inspirent, motivent et obligent à progresser, depuis la législation sur les droits humains dans les pays consommateurs de cacao jusqu'aux politiques qui continuent à faire progresser l'accès à une éducation de qualité et à la protection sociale dans les pays producteurs de cacao.
- **Des approches coordonnées** pour soutenir la collaboration, l'alignement et la responsabilité dans l'industrie du cacao et du chocolat, la société civile, les gouvernements et les donateurs, afin de maximiser leur impact collectif.

Pour en savoir plus sur notre stratégie 2021-2026, [cliquez ici](#)

Télécharger la [Charte ICI](#) et les [Règlements](#) ici.

[Facebook](#)[Twitter](#)[WhatsApp](#)[LinkedIn](#)[Email](#)

Annexes 8. Partenariats orientés vers le cacao « bio »

Annexe No 8.1 ETHICABLE et Coopérative SCEB (Tiassalé)

Sources :

<https://www.ethiquable.coop/fiche-produit-equitable-et-bio/chocolat-noir-extra-equitable-bio>

CHOCOLAT NOIR EXTRA ÉQUITABLE & BIO

Cacao origine Equateur et Côte d'Ivoire



CE QUE JE CROQUE

Notre Noir Extra allie la force du cacao ivoirien et les arômes fruités du cacao Nacional équatorien. Une combinaison intense à partager à tout âge et sans modération.

<https://www.boutique-ethiquable.com/chocolat-equitable-bio/56-chocolat-noir-extra-equitable-bio.html>

PRÉPARÉ AVEC

63% minimum de cacao : pâte de cacao^{°*} d'Équateur et de Côte d'Ivoire 56%, sucre de canne^{°*}, beurre de cacao^{°*}, émulsifiant.

[°]issus l'agriculture biologique (100%)

^{*}issus du commerce équitable (99,5% du poids total avec 91,5% SPP). Le Symbole des Producteurs Paysans garantit un commerce équitable exclusivement centré sur la petite agriculture paysanne. Il appartient aux producteurs du commerce équitable.

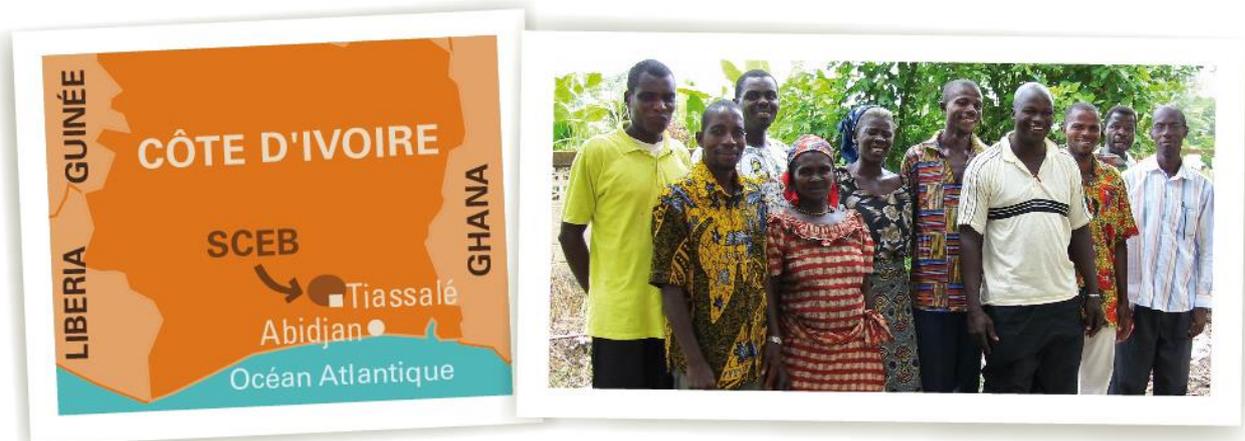
Valeur nutritionnelles moyennes pour 100g	
Energie	2354 kJ (566 kcal)
Matières grasses	38,8 g
dont acides gras saturés	23,1 g
Glucides	42,2 g
dont sucres	35,4 g
Fibres alimentaires	8,2 g
Protéines	8 g
Sel	0 g

*Question allergie : cette tablette peut contenir des traces de fruits à coque, lait et gluten.
Fabriqué dans les Alpes italiennes.*

CE QUE JE DÉFENDS

LE PREMIER CACAO ÉQUITABLE ET BIO DE CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire où domine une production intensive, un petit groupe de producteurs invente un nouveau modèle de culture et d'organisation sociale autour du cacao.



En Côte d'Ivoire, le cacao concentre des enjeux économiques et politiques qui pèsent fortement sur les conditions de vie des producteurs. Pourtant, en dépit des difficultés, les 250 producteurs de la SCEB ont réussi à construire une alternative inédite dans le pays : produire un cacao bio commercialisé aux conditions du commerce équitable au sein d'une coopérative transparente et démocratique. Ce projet est né de l'appui d'ETHIQUABLE et d'une ONG ivoirienne en faveur des initiatives paysannes.

Notre Noir Extra allie le cacaoté intense du Côte d'Ivoire et les arômes fruités de l'Equateur.

Le cacao d'Equateur provient de la coopérative FONMSOAM.

Annexe No 8.2 ALTERECO

Bjorg Bonneterre et Compagnie – Marque Alter Eco
217 Chemin du Grand Revoyet, 69230 Saint Genis Laval
Tél : 04 72 67 10 20



Description

Alter Eco est une entreprise française spécialisée dans l'importation et la distribution de produits biologiques issus du commerce équitable. Créée en 1998 à l'initiative de Tristan Lecomte, Alter Eco appartient depuis 2013 au groupe Bjorg Bonneterre et Compagnie. [Wikipédia](#)

Fondateur : [Tristan Lecomte](#)

Création : 1998

Organisation mère : [Distriborg SA](#)

Nous sommes ce que nous sommes grâce au chemin parcouru... Le pionnier du commerce équitable en grandes surfaces trace désormais son chemin dans 19 pays du monde ! Alter Eco assure le lien avec 3 700 familles de petits producteurs en agriculture biologique, œuvrant au sein de 26 coopératives. Bien plus qu'une marque, Alter Eco est un projet dont le but est d'apporter un petit moment de bonheur, pour soi et autour de soi, avec des produits bio, gourmands et variés : chocolats, cafés, thés, sucres, céréales ... soit plus de 60 produits.

Le tout fait dans le cadre d'un commerce équitable exigeant.

**Société coopérative des producteurs
de cacao biologiques de la mé
cacao**

Sources : <https://www.altereco.com/cooperatives/scoop-pcbm>

Contexte du pays

Produisant plus de 2 millions tonnes en 2017, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial, fournissant 42% de l'offre mondiale. La filière cacao reste le poumon de l'économie ivoirienne générant plus de 30% des recettes d'exportation et 20% du PIB. Mais les rendements de ses cacaoyères, moins de 500 kg/ha/an, en moyenne, sont parmi les plus faibles au monde. Cette faiblesse des rendements est fréquemment attribuée à l'âge avancé de "plantations vieillissantes" de plus en plus fréquemment soumises à des sécheresses aiguës et prolongées. (Marc Dufumier ; 2016^[1]). À défaut de pouvoir ainsi accroître leurs rendements à l'hectare, la tentation est forte pour certains d'étendre encore davantage les surfaces en cacaoyers aux dépens des dernières forêts denses. Mais plus de 80% des forêts primaires ivoiriennes ont été sacrifiées pour les besoins de l'agriculture et les

restantes sont pour la plupart classées en aires protégées, tant et si bien que les agents de la société ivoirienne des forêts (SODEFOR) tentent d'en faire déguerpir les occupants.

La combinaison entre une culture de rente faiblement rémunératrice et instable et des productions vivrières insuffisantes crée une insécurité alimentaire pour les familles productrices de cacao. À cela s'ajoute un coût de la vie relativement élevé, expliqué en partie par l'indexation du FCFA à l'euro, et la disparition de la forêt qui procurait auparavant des ressources alimentaires à la marge (animaux ou végétaux) (Basic, 2016).

Conscient de cette problématique, le pays a entamé une réforme de la filière et ce, en donnant la possibilité aux producteurs de s'organiser en sociétés coopératives susceptibles d'intégrer les mécanismes internationaux de productions durable.

50 % de la production de cacao dans ce pays dispose d'une certification durable (UTZ, RFA, Equitable qui repose en majorité des systèmes de monoculture conventionnelle, avec une seule variété « Mercedes » et un usage important d'intrants chimiques.

Région/Terroir

Région/Terroir

La Coopérative des Producteurs de Cacao Biologique de la Mé est une cooperative située dans la Région de la Mé dans le sud Est de la Côte d'Ivoire autour du village de Biebi. Elle est engagée dans la certification collective de petits producteurs de cacao en agriculture biologique, ainsi que dans une démarche de commerce équitable avec la certification Fair For Life (FFL).

Les planteurs qui la constituent défendent des systèmes de productions agroforestiers qui participent au stockage de carbone dans les zones de production cacaoyère. En effet, grâce à ce système de culture qui associe le cacao aux arbres, la coopérative participe au processus de réduction des émissions de gaz à effet de serres issue de la déforestation et de la détérioration des territoires.

Cette volonté participe en particulier à la protection d'un des derniers bassins forestiers primaires de la Côte d'Ivoire autour de la Forêt de Mabi-Yaya. Ces forêts possèdent un patrimoine naturel extraordinaire, avec une flore et une faune menacée, en particulier des populations de singes en grand danger. En conservant des arbres sur leurs différentes parcelles de cacao, les producteurs de la SCOOP PCBM bénéficient d'une prime carbone (issue du projet de compensation CO2 soutenu par Alter Eco auprès d'ETC Terra) qui revient aux producteurs, en plus de celles des certifications biologique et équitable FFL. La prime liée au commerce équitable est réservée au financement des projets de développement de la coopérative et de sa communauté.

Profil de la coopérative

Créée en 2017, la Société Coopérative des Producteurs de Cacao Biologique de la Mé regroupe aujourd'hui 65 planteurs de cacao produisant du cacao en agriculture biologique ou en reconversion pour arriver à la certification biologique. Les ambitions de la coopérative sont de fédérer et de mobiliser davantage de planteurs de la région pour entrer dans cette démarche d'agriculture biologique et durable.

En parallèle, la coopérative œuvre pour la formation, l'éducation et la santé de ses membres pour leur bien être individuel et collectif ainsi que pour leur insertion socio-économique réussie au sein de leurs communautés respectives.

Par le sérieux et les ambitions de la coopérative, elle bénéficie aujourd'hui d'un appui du **projet REDD+ de la Mé** (projet de lutte contre la déforestation et la sauvegarde des forêts) à travers sa composante agriculture zéro déforestation. Cet appui en assistance-conseil et en suivi permettra à terme à cette jeune coopérative de monter rapidement en compétences pour mener à bien ses projets de

développement et ainsi d'agrandir le nombre de ses coopérateurs, planteurs de cacao engagés dans une production durable, respectueuse de l'environnement, des forêts, et des hommes et femmes travaillant dans le cacao.

PARTENARIAT AVEC ALTER ECO

Partenariat en construction en 2018, initiée avec le soutien du projet REDD+ de conservation de la forêt de la Mé, sur la base de notre fonds de compensation CO2 (voir annexe), depuis 2017.

Commentaires des auteurs :

L'expérience de labellisation de cacao bio par Altereco dans cette région est intéressante mais spécifique. Elle est venue de l'identification par l'ONG Nitidae de cette zone d'agroforesterie « traditionnelle » dans la région d'Adzopé, avec de grands arbres de la forêt naturelle préservés au défrichage, formant une canopée 20 m au-dessus des cacaoyers. Cette forme de cacaoculture résiduelle des années 1950-60, maintenue dans quelques villages autochtones, n'ayant jamais été traitée depuis des décennies, était déjà bio par « défaut ». Toute l'astuce de Nitidae a été de le faire valoriser par Altereco. C'est une excellente initiative mais ce type de cacaoyère agroforestière complexe, bio par défaut, devenue rarissime en 2020, est proche de la notion de musée. Cela aurait mérité d'être dit.

En revanche l'affirmation selon laquelle les cacaoyères de Côte d'Ivoire reposent sur une seule variété, dite Mercedes, est erronée. La variété Mercedes, hybride de 2 haut-amazoniens représente moins de 5% des vergers cacaoyers ivoiriens.

L'affirmation selon laquelle la cacaoculture de Côte d'Ivoire est une monoculture prête à confusion. Il n'y a pratiquement plus d'agroforêts complexes mais de vastes superficies incluent des arbres fruitiers et des ignames 'kokoassie', donc parfois proches de la notion de « système agroforestier simple »
